

هنا امرنا

# Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15674 - 7 F

DIMANCHE 18 - LUNDI 19 JUIN 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## L'armée russe donne l'assaut pour libérer les otages de Boudennovsk

LES FORCES Russes ont lancé, samedi 17 juin à l'aube, un premier assaut sur l'hôpital de la ville russe de Boudennovsk, où des indépendantistes tchétchènes retenaient en otage plus d'un millier de personnes. Deux cents otages auraient été libérés mais en fin de matinée, le commando tchétchène était toujours maître des lieux. Si aucun bilan des victimes de ce raid n'a été donné, on sait que plus de cent personnes ont déjà péri lors de l'attaque perpétrée, mercredi, par les hommes du chef militaire tchétchène, Chamil Bassaev.

Ce dernier a refusé toutes les propositions russes, comme la mise à sa disposition d'un hélicoptère pour quitter l'hôpital. Opposant aussi une fin de non-recevoir à une offre d'argent, il continue à exiger l'ouverture de négociations sur l'arrêt des hostilités en Tchétchénie.

A Moscou, on ne semble aucunement disposé à répondre positivement à cette exigence. Vendredi soir, le ministre russe de la défense, Pavel Gratchev, s'était ainsi prononcé pour « une solution de force la plus vite possible ».

Lire page 2 et notre éditorial page 12

## Lundi dans « Le Monde »

Les résultats détaillés des élections municipales seront publiés dans nos éditions de lundi 19 juin, datées 20 juin. p. 22

## Les forces bosniaques à l'offensive

L'armée gouvernementale bosniaque cherche à reprendre aux Serbes le contrôle des voies d'accès à Sarajevo. p. 3

## Les formes du métissage culturel

La XVI<sup>e</sup> Conférence Marc Bloch, prononcée par Natalie Zemon Davis, professeur d'histoire moderne à l'université de Princeton, se présente comme une méditation historique sur le métissage culturel. p. 11

## La course automobile a cent ans

Aujourd'hui on assiste ce week-end à la renaissance des 24 Heures du Mans, la course automobile fête son centenaire : les 11 et 13 juin 1895 se déroulaient la première compétition, Paris-Bordeaux-Paris. pp. 10 et 16

Allemagne, 3 DM; Autriche, 10 S; Belgique, 40 BF; Canada, 25 C; Danemark, 16 D; Espagne, 200 Ptas; France, 100 F; Grèce, 200 Dr; Irlande, 100 Ir£; Italie, 200 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 5 DM; Norvège, 10 Kr; Pays-Bas, 10 G; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 10 £; Suède, 100 Kr; Suisse, 100 Sfr; Tchécoslovaquie, 100 Kčs; Espagne, 100 Ptas; USA, 100 \$; Royaume-Uni, 100 £.

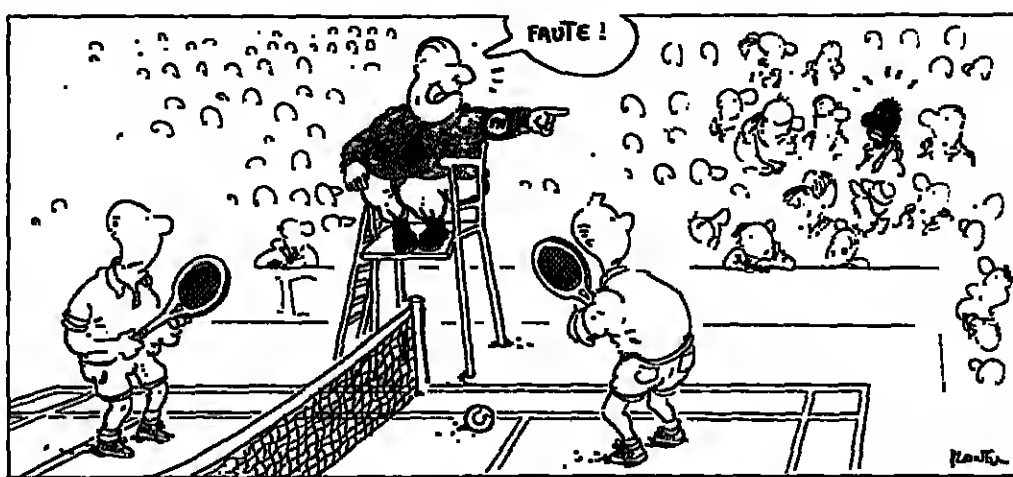
M 0146 - 0618 - 7.00 F

## L'extrême droite est prête à défier la loi pour appliquer la « préférence nationale »

Le parti de Jean-Marie Le Pen espère conquérir plusieurs municipalités

LE SECOND TOUR des élections municipales, dimanche 18 juin, devait assurer l'élection des conseils de la plus grande partie des villes de plus de trente mille habitants, le premier tour du 11 juin y ayant débouché le plus souvent sur un ballottage. Le comportement des abstentionnistes et des électeurs des listes du Front national du premier tour devait être déterminant. L'un des enjeux du scrutin est la prise de contrôle par la formation de Jean-Marie Le Pen d'une ou de plusieurs mairies.

Le parti d'extrême droite pourrait y parvenir à la faveur d'un nombre inhabituel de « triangulaires ». Dans un entretien accordé au Monde, Bruno Mégret, député général du Front national, candidat à la mairie de Vitrolles, dans les Bouches-du-Rhône, indique qu'il a l'intention de mettre fin à ce qu'il appelle la « préférence étrangère larvée », tout en précisant que, dans le cadre de la loi, la « préférence nationale » ne peut elle-même « s'exercer que de façon



larvée ». Avec cette « préférence nationale », le second axe principal du programme municipal de l'extrême droite est la sécurité. S'ils obtiennent des mandats, les lepenistes se disent prêts à affronter la justice pour appliquer leur politique. Il y

aura des « bras de fer avec l'Etat », nous a déclaré Franck Timmermans, membre du bureau politique du FN. En dehors du déni démocratique que constitue la menace du Front national, le scrutin semblait très ouvert. Parmi les villes-symboles, Marseille

pouvait passer à droite, tandis que la gauche parisienne pouvait espérer prendre plusieurs arrondissements.

Lire pages 6 et 7 et notre éditorial page 12

## Barbara Brecht au secours de son père

CONTROVERSÉE, attaquée, considérée par certains critiques comme « nulle, mais à lire absolument », la biographie-fléuve - 877 pages - que l'Américain John Fugeli a consacrée à Bertolt Brecht, sous le titre *Brecht et Cie*, avait fait l'objet d'une attention mondiale depuis sa parution en Grande-Bretagne au cours de l'été 1994, mais pas encore d'une attaque en justice. Voilà qui est fait. C'est à Paris, en effet, que la fille du dramaturge assigne John Fugeli, ainsi que son éditeur Fayard. Le portrait de Brecht qui est tracé dans ce livre est, il est vrai, pour le moins inattendu. Non content d'être décrit comme un « macho », un obsédé sexuel, un marxiste et un théoricien douteux, ce Brecht révisé est supposé n'avoir pas même écrit ses pièces, lesquelles seraient, à en croire John Fugeli, le fruit de l'exploitation de femmes et de maîtresses, spoliées de leur création comme de leurs droits. En outre, Fugeli n'hésite pas à évoquer Hitler et Staline pour stigmatiser le mépris des hommes et l'antisémitisme qu'il prête à Brecht (*Le Monde* du 28 avril et du 10 mai).

Les arguments de ce spécialiste, puisés, entre autres, dans le fonds d'archives Brecht de l'université Harvard et dans sa correspondance, ont rarement été réfutés de façon convaincante. Mais Barbara Brecht, défendue par M<sup>me</sup> Catherine Postel-Vinay, pense pouvoir mettre en évidence le truquage de di-

rections auquel se serait livré John Fugeli. L'un des exemples porte sur les propos rapportés par l'auteur de Brecht et *Cie* pour établir l'antisémitisme de Bertolt Brecht. « A en croire l'acteur Leopold Lindtberg, écrit John Fugeli, Brecht lui aurait dit : "Les juifs ont tué leurs six millions de morts, qu'ils nous laissent un peu tranquilles maintenant" ».

En réalité, la version originale de l'entretien avec Brecht, telle que Leopold Lindtberg l'a écrite, et qui est parue, en 1972, dans le quotidien suisse *Neue Zürcher Zeitung*, est celle-ci : « ... Nous parlions des difficultés que rencontraient les milliers de juifs libérés des camps de concentration, dont personne ne voulait s'occuper, qui, pour les Alliés et la population des territoires occupés, n'étaient qu'une charge et à qui on interdisait même l'accès à la Palestine. Vis-à-vis d'eux, disait-il, on prend à peu près l'attitude suivante : "Les juifs ont eu leurs six millions de morts, qu'ils nous fassent la paix maintenant" ».

Barbara Brecht réclame à l'auteur et à l'éditeur l'insertion, dans la presse et dans tous les exemplaires actuellement diffusés ou vendus, d'un communiqué énonçant les motifs d'une éventuelle condamnation, ainsi que 500 000 francs à titre de dommages et intérêts. L'affaire sera vraisemblablement jugée à l'automne.

Nicolas Weil

## Les Christos emballent le Reichstag



CHRISTO ET JEANNE-CLAUDE

ILS SE SONT rencontrés à Paris à la fin des années 50, ont installé leur atelier à New York, et couvrent le monde de créations aussi monumentales qu'éphémères, aussi incongrues que fascinantes. Christo, artiste bulgare naturalisé américain, et Jeanne-Claude, ont imaginé d'emballer le Reichstag de Berlin, le recouvrir de 100 000 mètres carrés de tissu argenté et le ficeler avec des cordes bleues. Le projet, qui a demandé vingt-deux ans pour aboutir, verra le jour, pour deux semaines à peine, le 23 juin, devenant le symbole d'une Allemagne réunifiée et d'une ville qui va redevenir capitale.

Entre-temps, les Christos, comme ils aiment être appelés, ont mené à bien d'autres réalisations monumentales qui ont forgé leur réputation d'« emballateurs ». Ils ont barré une vallée entière du Colorado d'un rideau rouge, habillé de rose des îles de Floride, ont ficelé le Pont-Neuf à Paris... Ces

artistes travaillent comme des architectes, et conservent leur totale liberté en finançant des projets qui se chiffrent en millions de dollars, avec la vente des études préliminaires, dessins, collages, lithographies, maquettes. Leur ambition est aussi folle que leurs sculptures sont temporaires : « Lancer un défi à l'idée d'immortalité ». Lire page 18

## Malaise euro-américain au G 7

HALIFAX de nos envoyés spéciaux L'arrivée du président russe Boris Eltsine à Halifax, vendredi 16 juin, pour rejoindre à l'heure du dîner les chefs d'Etat et de gouvernement des sept « majors » du monde industrialisé, a recentré les discussions du G 7 sur les questions plus politiques. Malgré la crise tchétchène, l'heure n'était pas pour les pays occidentaux à placer la Russie au banc des accusés, mais une fois encore de faire appel à son devoir de responsabilité. Les discussions économiques et monétaires, qui ont donné lieu à la publication d'un communiqué, n'avaient pas vraiment permis, quant à elles, de voir émerger des solutions nouvelles.

Les sommets du G 7, c'est entendu, ne sont pas faits pour prendre des décisions ; ils sont d'abord un forum de consultations entre les dirigeants des sept plus grands pays industrialisés (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon), qui se considèrent, à juste titre, comme des alliés très proches. De ce point de vue, le sommet d'Halifax n'a pas dérogé à la règle. Pourtant, cette fois, l'optimisme de façade, conforme à la tradition, laisse une impression de malaise.

Hormis l'adoption de principe d'un programme - préparé à l'avance - destiné à lutter contre les

crises financières les plus aiguës, du type de celle qu'a traversée le Mexique à la fin de l'année 1994, les conversations de Halifax n'ont pas débouché sur grand-chose. Elles n'ont notamment pas permis de rapprocher les points de vue entre Américains et Européens, qui entretiennent des litiges de plus en plus nombreux, pas plus qu'elles n'ont fait progresser le différend commercial entre les Etats-Unis et le Japon.

De part et d'autre de l'Atlantique, les contentieux économiques s'accumulent. Ils vont du dollar, dont la sous-évaluation pénalise les exportateurs du Vieux Continent, mettant en péril la stabilité monétaire en Europe et ébranlant le marché unique, aux querelles commerciales et à l'aide au tiers-monde. Le chapitre politique enregistre aussi quelques déboîches : absence américaine en Bosnie, incapacité à s'entendre sur la redistribution des rôles en matière de défense (la constitution du pilier européen de l'OTAN), entre autres.

La permanence de ces difficultés n'empêche pas la qualité de l'ambiance euro-américaine. Ce G 7 s'est déroulé dans un climat convivial. Pas d'acrimonie, des échanges de vues directs, sans que personne s'offusque du franc parler de tel ou tel : on est vraiment entre amis. Mais ce n'en est que plus troublant. Car cette impuissance durable à al-

ler de l'avant, masquée par la chaleur du dialogue, est porteuse de dangers : l'accumulation des points de tension pourrait déboucher sur une crise euro-américaine.

L'une des particularités de la situation, qui la rend un peu désespérante, est que, sur certains points au moins, le compromis, même entre gens de bonne compagnie, peut paraître difficile. Prenons l'exemple du dollar. Les Européens pestent légitimement contre sa chute, mais les Américains ont beau jeu de faire valoir que le billet vert, par rapport au dollar canadien, au peso mexicain ou à d'autres devises du continent américain, reste dangereusement fort pour l'équilibre de leur commerce extérieur.

Alors, quand il s'agit par exemple de l'aide aux pays en voie de développement, quelle que soit la bonne volonté de l'administration Clinton, le débat se heurte aux positions de principe de la nouvelle majorité républicaine au Congrès, constituée d'idéologues et non d'hommes de compromis. Face aux positions des Newt Gingrich et autres Jesse Helms, la ligne de fracture euro-américaine paraît d'autant plus dangereuse qu'elle devient d'ordre culturel.

Alain Frachon et Philippe Lemaître

Lire nos informations page 2



## INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 18 - LUNDI 19 JUIN 1995

**COMBATS** Après s'être lancées samedi 17 juin, à l'aube, à l'assaut de l'hôpital de Boudennovsk dans lequel une centaine d'indépendantistes tchétchènes détenaient depuis

trois jours plus d'un millier d'otages, les forces russes avaient libéré, dans un premier temps, quelque deux cents personnes. Les combats ont fait de nombreux blessés - voire plu-

sieurs morts - de part et d'autre. Un cessez-le-feu précaire a été instauré dans la matinée. ● A HALIFAX où ils étaient réunis en sommet, les leaders des sept principaux pays industrial-

sés que Boris Eltsine a rejoints vendredi soir, ont évité toute condamnation de la Russie à propos des sanglants événements de Tchétchénie. ● LES SEPT, qui avaient évoqué

les dossiers économiques du moment, se sont entretenus avec le président russe de la possibilité de tenir, en 1996 à Moscou, un sommet sur les questions de sécurité nucléaire.

## Les forces russes tentent de mettre fin à la prise d'otages de Boudennovsk

Après un premier assaut, deux cents personnes retenues par des combattants tchétchènes ont été libérées, mais la population de la ville redoute un bain de sang. Le président Boris Eltsine, invité du G7 à Halifax, a bénéficié de la « compréhension » des Occidentaux

**BOUDENNOVSK**  
(sud de la Russie)

Peu avant l'aube, samedi 17 juin, les forces russes sont passées à l'assaut pour faire ce que Sergueï Kovalov, le commissaire russe aux droits de l'homme naïvement arrivé sur place pour négocier, a appelé une « stupidité sanglante ». Appuyées par des blindés, des tirs de canon, les troupes spéciales de Moscou ont avancé vers l'hôpital de Boudennovsk, où une centaine de combattants indépendantistes

tchétchènes tiennent en otage plusieurs centaines de personnes. Une heure après, l'agence Itar-Tass annonçait triomphalement que l'assaut était fini, sans faire état de pertes, même si les détonations continuaient de résonner.

Quelques heures plus tard les tirs se faisaient toujours entendre et les forces russes n'avaient libéré qu'une centaine de personnes retenues dans deux petites dépendances de l'hôpital, tandis que les Tchétchènes étaient toujours retranchés dans le bâtiment central où se trouvent encore des centaines d'otages. Il y avait déjà des blessés des deux côtés, un blindé russe eo feu et sûrement des morts. Autour de l'hôpital ce n'était qu'un ballet de blindés, des rafales de kalachnikov, des tirs de canon, des passages d'ambulances survolées par des hélicoptères de combat, et les Russes amenaient encore des renforts.

### Chamil Bassaev l'inflexible

CHAMIL BASSAEV, le chef du commando tchétchène qui détiend, depuis mercredi 14 juin, plus de mille personnes à l'intérieur de l'hôpital de Boudennovsk, a-t-il agi, comme il le prétend, sans l'aval du président Doudaev, a-t-il été manipulé par les Russes ou n'est-il qu'un combattant désespéré n'ayant plus rien à perdre ?

A trente ans, ce jeune chef militaire, présumé Chamil comme le héros malheureux de la lutte contre l'envahisseur russe au XIX<sup>e</sup> siècle, jouit du respect unanime des siens pour avoir brillamment commandé, en 1992 et 1993, le « bataillon tchétchène », venu prêter main-forte aux indépendantistes abkhazes, dans leur lutte contre les Géorgiens. A l'époque, les militaires russes, ravis de voir l'insolente « Géorgie mûre au pas », n'avaient qu'à se féliciter de ce « bataillon tchétchène » et de son commandant.

#### POUSSÉ AU TERRORISME

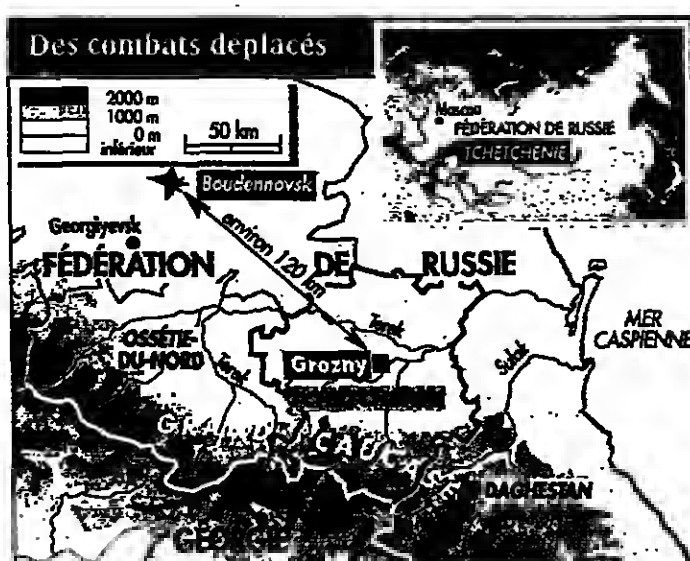
Fidèle au président Doudaev, dont il fut un temps le garde du corps, Chamil Bassaev a, depuis le début de l'intervention de Moscou en Tchétchénie, le 11 décembre 1994, donné bien du fil à retordre aux unités de l'armée russe et son bataillon de guerriers expérimentés est considéré comme l'élite de l'armée tchétchène.

L'air calme et reposé, le numéro trois de la direction tchétchène s'est présenté, jeudi 15 juin, comme l'auteur du coup de force opéré mercredi à Boudennovsk. Lors d'une conférence de presse improvisée dans l'enceinte de l'hôpital, il déclara « avoir été poussé au terrorisme » après l'assaut final du chef indépendantiste de Vedeno, le 4 juin, au cours duquel onze membres de sa famille ont péri.

Alors qu'il comptait initialement « se rendre à Moscou », le commando, « à court d'argent » pour solder les forces russes « avides » de rencontres lors des différents postes de contrôle, dut s'arrêter à Boudennovsk. Selon le vice-ministre russe de l'intérieur, Evgueni Abramov, près de deux cents combattants se trouvaient déjà dans la petite ville, puis ont été rejoints mercredi par une quarantaine de personnes du groupe de Bassaev. Si tel est le cas, la thèse de l'acte désespéré ne tient pas. D'autre part, comment les forces russes ont-elles pu laisser passer le convoi sans en révéler en haut lieu et pourquoi la ville était-elle si peu défendue lorsque les Tchétchènes y ont pénétré ?

Revenant à l'arrêt des hostilités en Tchétchénie, l'inflexible Bassaev, prêt à « mourir dignement », a décliné, vendredi, les offres de rançon de la direction russe. Au chef de l'administration locale, chargé de mener les négociations avec le commando et qui proposait, par mesure de rétorsion, de prendre quelques milliers de civils tchétchènes en otage, Bassaev répondit : « Pourquoi ne pas lâcher une bombe atomique sur la Tchétchénie ? »

Marie Jégo



pendu. Mais personne ne doute pourtant que les forces de sécurité russes feront ce que le ministre de la défense Pavel Gratchev a approuvé : « En finir le plus vite possible avec les bandits ». Et ce que l'on puisse être le coût en vies humaines. Les forces russes n'ont en effet pas hésité à partir à l'attaque avec des blindés, à tirer au canon, à la mitrailleuse lourde sur l'hôpital pour aller « secourir » les otages. Avec plus de résignation et d'inquiétude que de colère, les parents des otages se sont rassemblés près de l'hôpital, dont l'accès est défendu par un cordon de soldats russes.

« Ma fille Natasha qui a dix-huit ans et qui est enceinte de cinq mois est parmi les otages. Elle travaillait au laboratoire », dit Valia Guelidina. Elle se veut une autorité « qui n'ont pas tout fait pour négocier avec les Tchétchènes de l'hôpital ». Les autorités de Moscou ne sont pas venues. Eltsine est même parti (au sommet d'Halifax), dit-elle. « Ils sont fous, Gratchev, Eltsine... » C'est mon enfant qui est là-dedans, pas le leur », lançait une autre parent.

Depuis la veille, la population de Boudennovsk, particulièrement les parents des otages, s'inquiétait des « plans » des autorités pour sortir de la crise. Ils s'inquiétaient aussi que des blindés soient massés autour de l'hôpital. Vendredi, ils s'étaient rassemblés devant la milice pour manifester. Armé d'un mégaphone, le vice-premier ministre russe, Nikolai Egorov, avait tenté de les rassurer. Toutes les demandes des terroristes tchétchènes avaient été acceptées, ou presque, disait-il.

Les preneurs d'otages avaient cependant une revendication principale que les autorités russes ne semblent pas prêtes à satisfaire : le retrait des troupes russes de Tchétchénie. Ces drôles de « criminels » refusent l'argent (« n'importe quelle somme »), et même un avion pour partir où bon leur semblait. Les négociations ne progressaient pas, malgré la proposition de M. Egorov : Moscou acceptait de retirer mille de ses soldats de Tchétchénie pour chaque millier de Tchétchènes qui déposeraient les armes. Comme les soldats russes en Tchétchénie sont des dizaines de milliers contre quelques milliers de Tchétchènes en armes, la proposition a dû faire rire les preneurs d'otages, eux-mêmes encerclés dans l'hôpital par des dizaines de blindés et des centaines de soldats.

Boudennovsk se préparait donc à un deuxième carnage avant

parents des otages, s'inquiétait des « plans » des autorités pour sortir de la crise. Ils s'inquiétaient aussi que des blindés soient massés autour de l'hôpital. Vendredi, ils s'étaient rassemblés devant la milice pour manifester. Armé d'un mégaphone, le vice-premier ministre russe, Nikolai Egorov, avait tenté de les rassurer. Toutes les demandes des terroristes tchétchènes avaient été acceptées, ou presque, disait-il.

Les femmes en deuil s'en sont prises au chef de l'administration locale au pouvoir, qui a fait la guerre en Tchétchénie et n'a pas su les protéger. A Boudennovsk, la Russie « brûlait en enfer » comme l'avaient promis les indépendantistes tchétchènes après avoir perdu, il y a une semaine, leur dernier bastion dans les montagnes. La guerre du Caucase a touché la Fédération de Russie. La région s'est convertie de barricades, de policiers, de soldats, de civils transformés en miliciens armés de fusils de chasse, de barrages de contrôles. Boudennovsk aux rues quasi désertes, sillonnées par des blindés, des voitures de police et des ambulances, attendait que l'affaire se termine comme elle avait commencé : dans un bain de sang.

Jean-Baptiste Naudet

## Le sommet du G7 débouche sur la création d'un mécanisme d'urgence face aux crises financières

de nos envoyés spéciaux

La leçon mexicaine a été entendue : n'abordant le dossier de l'emploi qu'en termes de procédure, ne se hasardant guère à traiter les problèmes posés par les fluctuations erratiques sur les marchés des changes, donc le problème d'un dollar sous-évalué - c'est en matière de gestion des crises que le G7 a le plus progressé, en approuvant, vendredi 16 juin, le dispositif préparé notamment par les experts du Fonds monétaire international (FMI).

Le communiqué économique publié à l'issue du sommet note que « la prévention des crises est la meilleure stratégie à adopter ». L'idée est que, si l'on avait découvert trois ou quatre mois plus tôt l'état exact de l'économie mexicaine, il aurait été possible de réagir pour limiter les dégâts et de restreindre le coût du sauvetage. Un système d'alerte renforcé fonctionnera donc sous l'autorité du FMI afin d'identifier à temps les pays qui pratiquent une politique dangereuse et de disposer ainsi d'un délai suffisant pour tenter de les en faire changer. Mais la prévention peut échouer. Ce que prennent alors en compte les marchés, c'est la capacité des gouvernements et des institutions financières internationales à réagir de façon claire et rapide. Pour ce faire, les Sept demandent au FMI de créer un « mécanisme de financement d'urgence ». Celui-ci, grâce notamment à un doublement des « accords généraux d'emprunts » (les AGE qui passeraient de 17 à 34 milliards de dollars),

c'est-à-dire des crédits pouvant être mobilisés auprès des principaux pays industrialisés, disposerait d'un trésor de guerre d'environ 50 milliards de dollars (près de 250 milliards de francs). La question des ventes d'or du FMI a été repoussée à plus tard.

#### FLUCTUATIONS PERTURBANTES...

La gestion des tensions monétaires « ordinaires », si l'on ose dire, c'est-à-dire des ravages que provoquent sur le commerce, ainsi que sur le niveau d'activité, les variations excessives sur les marchés des changes, n'a pas fait l'objet d'autant de sollicitude, même si, comme le remarque un haut fonctionnaire français, le ton a changé. Le communiqué parle ainsi de « fluctuations perturbantes... » et admet plus loin que la croissance et l'intégration des marchés de capitaux « ont à la fois ouvert de vastes perspectives et créé de nouveaux risques ».

Cependant, comme remèdes, les chefs d'Etat et de gouvernement des Sept s'en tiennent aux conclusions de leurs ministères des finances réunis, fin avril, à Washington : ils avaient estimé en substance que les rapports de change devaient s'établir à des niveaux correspondant mieux aux performances respectives des différentes économies. Depuis lors, les autorités politiques estiment que le léger redressement du dollar s'explique par la position ainsi adoptée et par les interventions concertées des banques centrales qui ont suivi. C'est là, à l'évidence, un effort jugé insuffisant par Jacques Chirac, qui a estimé, lors de la

conférence de presse tenue à l'issue des discussions économiques, que les entraves au commerce qu'on avait cherché à éliminer, par exemple à l'occasion du cycle de l'Uruguay, « étaient peu de chose par rapport aux distorsions créées par les variations monétaires ». On accepte un peu facilement cette situation, on a trop tendance à croire qu'on est désemparé. Sur le plan national comme international, on a laissé faire, on a privilégié la spéculation par rapport au travail », a ajouté le président de la République. Il s'est dit déçu de ce que, à côté de l'emploi et de l'aide au développement, la lutte contre les fluctuations aberrantes sur les marchés des changes (qu'il qualifie de « side de nos économies ») soit traitée de façon prioritaire par le prochain sommet du G7 qui se tiendra du 27 au 29 juin 1996 à Lyon.

Sur ce sujet, M. Chirac affirme avoir quelques idées. Peut-il s'agir de moyens autres que macroéconomiques, c'est-à-dire de la mise en œuvre de politiques, notamment budgétaires, propres à rassurer les marchés ? Les porte-paroles de la France semblent convaincus que toute disposition de nature réglementaire ou fiscale (Jacques Delors avait évoqué en 1994 la possibilité d'appliquer une taxe de faible niveau sur les transactions) doit être exclue, que revenir d'une manière ou d'une autre sur l'actuelle liberté de mouvement des capitaux constituerait un recul dommageable pour l'économie mondiale.

Le débat a aussi porté sur l'opportunité de maintenir, voire d'accroître, l'aide aux pays

faibles. Les Sept ont unanimement souhaité de voir la Banque mondiale disposer de moyens suffisants pour aider le tiers-monde, en particulier les pays africains. Les nations riches qui n'ont pas versé leur contribution à l'AFD (l'Agence internationale pour le développement), qui est l'opérateur de la Banque mondiale auprès des pays les plus pauvres, au premier rang desquels les Etats-Unis, sont invités à le faire dans les meilleurs délais.

L'emploi demeure la préoccupation première de l'ensemble des pays du G7, même si certains, dont la France, demeurent sensiblement plus touchés que d'autres en dépit de l'actuelle phase de croissance. Les Sept écartent l'idée qu'il puisse y avoir contradiction entre une politique de promotion de l'emploi et la réduction énergétique des déficits publics. Celle-ci, affirment-ils, est au contraire indispensable pour que l'argent disponible puisse aller à des investissements productifs, créateurs d'emplois, plutôt qu'au service de la dette. La création d'emplois exige en outre des mesures d'ordre structurel, notamment en matière de formation. M. Chirac entend que ce thème figure au centre des travaux du prochain sommet. Il a été convenu qu'à l'issue de la rencontre qui avait eu lieu en 1994 à Detroit, une réunion des ministres des finances et de leurs collègues du travail se tiendrait au printemps, à Paris, pour préparer ce débat.

Alain Frachon et Philippe Lemaître

## Jacques Chirac esquisse une diplomatie très gaullienne envers Moscou et Washington

de nos envoyés spéciaux

Compréhension et tolérance à l'égard de Boris Eltsine, d'un côté, discrète leçon de morale à l'adresse de l'Amérique, de l'autre : pour sa première grande prestation sur la scène internationale, de Washington à Halifax en passant par New York, Jacques Chirac a développé une approche très gaullienne de la diplomatie française.

Vis-à-vis de la Russie, le ton est empreint de respect et le message d'une immense compréhension : on est dans la tradition gaulliste, jusque dans cette manière d'occulter les violations des droits de l'homme en Tchétchénie. Comme le faisait de Gaulle, Jacques Chirac parle « de la très grande nation russe... » et du « très grand peuple russe... » qu'il ne faut pas sous-estimer, encore moins « humilier », parce qu'il traverse aujourd'hui

« une période difficile ». Le président Eltsine - avec lequel M. Chirac s'est entretenu près d'une heure vendredi soir, en marge du G7 - ne veut, quant à lui, « que redresser la situation dans son pays ».

Le drame tchétchène, « vieux conflit » que la France « regrette », s'explique par l'histoire. Dès lors, personne ne s'étonnera si la France, exerçant pour quelques semaines encore la présidence de l'Union européenne (UE), pousse pour que soit signé l'accord intermédiaire conclu entre l'UE et la Russie, et un moment gelé pour cause de Tchétchénie. Pour tous ses péchés commis à Grozny, la sainte Russie va bientôt être définitivement absoute.

Même tolérance à l'égard des positions pro-serbes défendues par la Russie dans le conflit bosniaque. Là encore, il suffit de se promener à Moscou ou à Leningrad, il faut en revenir à l'histoire et à la religion, pour mesurer, selon M. Chirac, la solidarité que peut éprouver l'opinion publique russe pour les Serbes : « On ne peut pas leur reprocher - souligne le président - et Eltsine ne peut pas ne pas en tenir compte ». Le chef de l'Etat explique que les Russes se sont abstenus de voter la résolution de l'ONU autorisant la création de la Force de réaction rapide (FRF) sans doute parce que les membres du G7 avaient omis, à tort, jeudi soir, d'associer M. Eltsine à la rédaction de leur communiqué sur la Bosnie. Absolution, donc, là aussi.

Le ton est plus sévère pour la majorité républicaine au Congrès des Etats-Unis accusée de commettre « une erreur morale et politique » quand elle entend réduire la participation des Etats-Unis aux budgets d'aide aux pays

les plus pauvres. « On ne peut pas passer son temps à dire qu'on défend les droits de l'homme et la démocratie » dans le monde et ne « pas en tirer les conséquences » quand il s'agit de venir à l'aide des plus démunis. M. Chirac a laissé transparaître l'inquiétude que lui inspirent les tendances à l'isolationnisme de la majorité républicaine au Congrès.

TON ET GESTUELLE Si le contact a été « vigoureux » pour reprendre une expression de son entourage - lorsque le chef de l'Etat s'est entretenu à Washington avec les chefs du Congrès, Newt Gingrich et Robert Dole, le courant est, en revanche, très bien passé avec Bill Clinton. Ce dernier n'a cessé d'avoir des mots flatteurs pour le président français et la politique de Paris dans les Balkans. M. Chirac relève que l'Union eu-

ropéenne et les Etats-Unis sont deux entités d'égale richesse, ou à peu près, mais que la première consacre quelque 30 milliards de dollars à l'aide au développement et les seconds seulement 9 milliards. Le ton et la gestuelle se font très gaulliens - ample mouvement de la main, silhouettée un tantinet voûtée - pour lancer que « l'Union européenne se retrouve ainsi être le premier bailleur de fonds dans le monde, bref qu'elle paye, quand les Etats-Unis veulent assurer [seuls] la responsabilité politique des affaires du monde ». « Ça ne peut pas durer », dit M. Chirac, convaincu que la nouvelle relation transatlantique en gestation devra se faire autour d'un pilier européen qui, sur la défense, la politique étrangère et l'économie, devra parler sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis.

A. Fr. et Ph. L.

## L'armée bouillonne contre le...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...

Le commandement de l'armée russe...



## L'armée bosniaque marque des points contre les forces serbes

Les forces gouvernementales ont attaqué plusieurs voies d'accès à Sarajevo sous contrôle serbe

Les affrontements entre les forces gouvernementales bosniaques et les forces serbes auraient fait une vingtaine de morts. L'armée bosniaque a effectué un grignotage conséquent des lignes serbes. La Forpronu a fait une nouvelle fois la preuve de son impuissance, et Yasushi Akashi, représentant spécial de l'ONU en ex-Yugoslavie, a lancé « un appel solennel et urgent » aux belligérants pour qu'ils acceptent un cessez-le-feu.

### SARAJEVO

de notre correspondant  
L'armée bosniaque a attaqué les lignes serbes sur plusieurs collines à la fois. Au sud, à Trebevic, elle est parvenue jusqu'à la route qui relie Pale, le chef de Radovan Karadzic, aux quartiers et à la caserne serbes des faubourgs de Sarajevo. Des combattants bosniaques ont été aperçus traversant cette route, sans que l'on sache s'ils ont pu y prendre fermement position. Au nord, les forces gouvernementales ont conquis des hauteurs stratégiques, d'où elles peuvent désormais pillonner la portion de la route Sarajevo-Tuzla, qui traverse le territoire serbe. Les troupes parties de Bosnie centrale, de la ville de Visoko, ont avancé vers la localité d'Ilijas. Les combats, les plus violents depuis fin 1993, se sont donc soldés, au terme de la première journée d'offensive, par un grignotage conséquent des lignes serbes. Il est cependant trop tôt pour parler de réelles conquêtes.

L'offensive bosniaque ne fut ni désordonnée ni désespérée comme cela était le cas auparavant. Disciplinés, les combattants ont provoqué de violents incidents d'artillerie, sans se lancer à l'assaut des collines serbes. Ils ne s'avancèrent que lorsqu'ils étaient sûrs de leur victoire, puis s'arrêtaient, consolidant leurs positions et repartant à l'attaque. Sur la colline de Trebevic, qui domine les quartiers serbes, l'opération fut menée méthodiquement. D'intenses tirs de mortiers ont secoué, durant

plusieurs heures, les tranchées serbes, puis les soldats de Sarajevo se sont avancés peu à peu. Ils ont apparemment traversé la route de Pale et se sont enfoncés dans les forêts. Si on ignore encore le résultat exact de l'attaque, il paraît évident que les Serbes ont encaissé

le siège de la ville. « L'armée a reçu l'ordre de prendre des mesures afin d'empêcher l'étranglement de Sarajevo », avait prévenu le président Iztbegovic. L'aéroport est fermé aux vols humanitaires depuis le début du mois d'avril et les Serbes bombardent de plus en plus fré-

trois années de guerre, le son du canon. « Nous n'avons plus le choix, dit une femme, Sabina. Mon fils est en ce moment en première ligne. Et je tremble pour lui. Mais je respecte la volonté de l'armée, car je suis épuisée de vivre comme une bête. Je veux retrouver la paix et la sérénité, et la seule solution est de chasser les Serbes des collines. » Les Sarajeviens commentent le sifflement des obus de mortier qui survolent la ville, d'une montagne à l'autre. « Là, nous bombardons Gardani », dit l'un, l'oreille experte. « Merde, les Serbes plantent Kosevo », répond l'autre, catastrophé. L'hôpital du quartier de Kosevo fut effectivement la cible des artilleurs, provoquant la mort de deux malades.

Les Sarajeviens pensent que les combats vont durer plusieurs jours, ou peut-être plusieurs semaines. Chacun espère qu'ils permettront de former une brèche dans le siège de la ville. « Au moins devons-nous repousser les Serbes, que nous puissions respirer un peu », dit un combattant, Samir. Il fume une cigarette sur les marches de l'hôpital, où il vient de déposer un camarade blessé au ventre. « J'attends de savoir dans quel état il est, et je repars au front », dit-il. Samir transpire, il est nerveux. « Bien sûr que j'ai peur, conclut-il. Aujourd'hui est un jour qui pue la mort. Bon, je dois y aller. Car pour la liberté aussi, c'est aujourd'hui ou jamais. »

Rémy Ourdan

### L'art de trouver les mots...

C'est à Boris Eltsine qu'est allée toute la compassion du ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, qui était interrogé vendredi 16 juin sur France 2. La prise d'otages à Bondennovsk est une « épreuve » pour le président russe, selon Hervé de Charette, qui n'a pas jugé utile de faire la moindre allusion aux atrocités commises par l'armée russe en Tchétchénie.

Les mots qu'a trouvés le ministre pour évoquer les événements de Bosnie n'étaient guère plus heureux. Il faut, a-t-il dit, que Serbes et Bosniaques « arrêtent de se taper dessus ». « C'est là un rude coup psychologique. Car, même si les Bosniaques ne campent pas sur cet axe vital, ils sont désormais capables de couper la route, quand ils le désirent, par des tirs de mortiers ou de mitrailleurs lourds. »

Tous les fronts se sont embrasés vendredi matin, tandis que l'état d'alerte était décrété dans la région. L'armée bosniaque a bouclé toutes les routes dans un rayon de 50 kilomètres autour de Sarajevo. Les troupes gouvernementales ont attaqué les Serbes, parallèlement, à l'intérieur de la capitale, en Bosnie centrale et près des monts Igman. Depuis plusieurs jours, les rumeurs annonçaient une offensive imminente, destinée à briser

quemment la piste d'Igman, seule voie d'accès à la capitale. Des camions et des bus ont récemment brûlé, lors de la descente d'Igman, et des positions bosniaques à Butmir et Debelo Brdo étaient récemment pillonnées depuis plusieurs semaines. « Le temps est venu de nous défendre par les armes, puisque toutes les autres solutions ont échoué », résume un officier de l'armée bosniaque. La décision de passer à l'offensive bénéficie d'ailleurs d'un réel soutien populaire à Sarajevo, malgré la peur des représailles serbes. Les habitants, cloués dans les appartements, terrés dans les caves, écoutent avec un certain plaisir, pour la première fois en

## « S'ils pouvaient infliger une belle raclée aux Serbes... »

Certains « casques bleus » rêvent que l'armée bosniaque réalise ce qu'ils n'ont pas pu faire

### SARAJEVO

de notre correspondant  
En déclenchant une violente offensive autour de Sarajevo, l'armée bosniaque tente de réaliser ce que la Forpronu fut incapable de mettre en œuvre en trois années de présence : faire taire les canons serbes et ouvrir une route qui permette d'approvisionner la ville. Des résolutions de l'ONU ont été adoptées, concernant les « corridors humanitaires » ou la « zone d'exclusion des armes lourdes », mais jamais appliquées. La reprise des combats est donc vécue comme un échec par l'état-major des « casques bleus », dont certains officiers se réjouissent toutefois d'une éventuelle évolution de la situation. « S'ils pouvaient infliger une belle raclée aux Serbes à Sarajevo, les Bosniaques auraient plus fait avancer en quelques jours le processus politique que nous en trois années de tergiversations », dit un officier, qui

ajoute cependant qu'il ne croit pas que « l'armée bosniaque ait les moyens de remporter une véritable victoire ».

Yasushi Akashi, le représentant spécial de l'ONU en ex-Yugoslavie, pourtant peu suspect de sentiments pro-bosniaques, a lui-même affirmé qu'il comprenait « l'angoisse du gouvernement de Sarajevo concernant la situation humanitaire ». Plus tard, il s'est résolu à lancer « un appel solennel et urgent » aux belligérants pour qu'ils acceptent un cessez-le-feu. « Il est incroyable d'entendre ces déclarations émanant de l'ONU et des dirigeants occidentaux, commente Kemal Mufic, porte-parole de la présidence bosniaque. On nous prie de stopper une « offensive » qui n'est en fait qu'une manière de nous défendre. Que voulons-nous ? L'eau, l'électricité, la paix, la liberté... Est-ce trop demander ? Nous n'attaquons pas, nous nous défendons, il faudrait que ce soit clair. »

Les combats de vendredi furent une nouvelle fois la démonstration de l'impuissance de la Forpronu. Cinq « casques bleus » français ont été blessés, dont un gravement, par des éclats d'obus de mortiers. L'armée bosniaque a conquis un poste d'observation occupé par des « casques bleus » russes, et les Serbes ont répliqué en bombardant les quartiers de Moemiljo et de Butmir avec les chars Sagale français qu'ils avaient dérobés il y a trois semaines. « Vous vous rendez compte, dit un officier. Les Serbes utilisent nos armes pour bombarder les populations civiles que nous sommes censés protéger. Et nous tâchons cela. Et notre unique réponse est d'appeler les Bosniaques à arrêter les combats, à ne pas nous emmêler avec le siège de Sarajevo. On oublie la centaine d'otages que les Serbes détiennent toujours. »

R. O.

## John Major est menacé par un nouveau scandale et par les critiques de M<sup>me</sup> Thatcher

### LONDRES

de notre correspondant  
Dans un document révélé par la presse, jeudi 15 juin, un groupe de députés conservateurs a mis en demeure le premier ministre britannique de durcir son attitude sur l'Europe et de réduire les impôts avant les prochaines élections. John Major est plus que jamais attaqué, sur sa droite par les euro-sceptiques aguerris par Margaret Thatcher, sur sa gauche par son ministre du commerce et de l'industrie, Michael Heseltine, rien moins que solidaire face aux scandales qui ébranlent le cabinet. « Je suis un gouvernement de coalition à moi tout seul », a lancé John Major à ses collègues du G7 à Halifax, ignorant que les micros étaient branchés. Il est conscient que la fronde pourrait se concrétiser, en novembre prochain, par la contestation de sa position à la tête du Parti conservateur.

### TARZAN À L'ATTAQUE

Michael Heseltine vient de lancer une opération inattendue, qui ressemble fort à un coup de hildard. Ce redoutable tacticien, surnommé « Tarzan », qui avait déjà joué un rôle déterminant dans la chute de Margaret Thatcher et auquel on prête l'ambition de

succéder à John Major, a confirmé, mardi 13 juin, à la Chambre des communes, la découverte de la vente illégale de canons à l'Iran dans les années 80 par la société britannique BMARC. Or, Jonathan Aitken, secrétaire au Trésor et très proche de M. Major, faisait à l'époque partie du conseil d'administration de BMARC.

Déjà impliqué dans plusieurs scandales, dont la tentative du gouvernement pour étouffer une affaire de ventes d'armes à l'Irak, M. Aitken n'a toute responsabilité. Il affirme ne jamais avoir été informé par les dirigeants de BMARC, ce que dément l'ancien président de cette société. On a toutefois remarqué que M. Heseltine s'est refusé à cautionner les allégations de son collègue, comme s'il en savait plus qu'il ne voulait dire. « Tarzan » se donne ainsi une image de chevalier blanc qui entend remettre de l'ordre dans un système de contrôle des ventes d'armes par trop poreux.

La chute éventuelle de M. Aitken ne pourrait qu'ériger encore plus la position du premier ministre. Cela assurerait à Michael Heseltine, en cas de contestation en novembre de John Major, un avantage déterminant, qu'il s'ef-

force de consolider en ratissant large. Cette perspective ne réjouit guère les travaillistes, qui comptent, pour l'emporter aux prochaines élections, sur l'impopularité du gouvernement actuel.

### ÉCLATS DE VOIX

Dans cette atmosphère de scandales permanents, la Dame de fer a jeté un pavé dans la mare en fustigeant la politique de son successeur, auquel elle reproche de défaire tout ce qu'elle avait réalisé. En particulier sur l'Europe, où l'on est passé de « Non, non, non » à un « Oui, oui, oui ». Elle a lancé à la télévision. Elle s'est déchaînée contre le traité de Maastricht, ratifié par M. Major, et contre la monnaie unique, que ce dernier refuse de condamner définitivement.

Certes, les éclats de voix d'une « Maggie » vieillissante ont en partie pour but de faire vendre le deuxième tome de ses Mémoires. Mais les « euro-sceptiques » qui mènent la guérilla contre M. Major y ont vu un renfort de poids. Une cinquantaine d'entre eux ont rencontré le premier ministre, mardi, pour exiger qu'il mette fin à ses tergiversations et affirme son opposition à la monnaie unique et à toute concession lors

de la conférence intergouvernementale (CIG) de 1996.

Ils étaient conduits par un autre rival potentiel de M. Major, l'ancien chancelier de l'Échiquier Norman Lamont, dans cette discussion qualifiée par des participants de « remarquablement franche » et d'« exhibition de force brutale ».

Catencé entre des pro-européens discrets et des anti-européens vociférants, M. Major courbe le dos dans l'attente d'une accalmie. Sa survie pourrait venir du fait que M<sup>me</sup> Thatcher, même si elle ne l'approuve guère, voue une haine tenace à M. Heseltine. Mais la fronde ne s'arrête pas aux anti-chambres du gouvernement : Michael Portillo, ministre de l'emploi et porte-drapeau de la droite, a en effet déclaré que Londres n'exclut pas de claquer la porte de l'Europe : « Nous ne nous laisserons pas entraîner sur le chemin de la démente et d'une Europe fédérale, a-t-il affirmé. On raconte beaucoup de balivernes sur une voie lente et une voie rapide vers l'Union (...) mais je ne vois pas l'intérêt d'aller, rapidement ou lentement, vers une destination dont nous ne voulons pas. »

Patrice de Beer

## La coalition catalane exige des explications sur l'affaire des écoutes

Le pouvoir socialiste espagnol en difficulté

### MADRID

de notre correspondant  
Felipe Gonzalez se donne le temps de la réflexion. « Il est peu enclin à prendre des décisions précipitées », a précisé, vendredi 16 juin, Alfredo Pérez Rubalcaba, ministre de la présidence, à l'issue du conseil des ministres. En conséquence, il n'y aura pas de remaniement du gouvernement « dans les prochains jours », et donc pas de démission de Narcis Serra, vice-président du gouvernement, dans le scandale des écoutes téléphoniques, le numéro deux du pouvoir socialiste devra s'expliquer, mercredi prochain, devant les députés. Après seulement, et lorsque les choses se seront décantées et éclaircies, des décisions seront prises.

Ce n'est pas que le gouvernement ne prend pas cette affaire au sérieux. Loin de là ! Le ministre de la présidence a souligné « la gravité des faits », et s'est préoccupé de « l'alarme sociale » provoquée par ceux-ci. Mais il a redit, en insistant, que ces écoutes illégales de hautes personnalités n'avaient jamais été ordonnées et que leur contenu n'avait jamais été utilisé. Apparemment, le pouvoir ne se contentera pas de la démission du directeur du Cesid (Centre supérieur d'information de la défense), Emilio Alonso Mangano, car la pression de l'opinion publique et de l'opposition est trop forte.

En plus, Jordi Pujol, président de Catalogne, a clairement fait savoir que son soutien était conditionné à la façon dont serait réglé le scandale du Cesid. La question sera abordée le 17 juillet, lors de la réunion du comité de liaison de CNU (Convergence et Union). Lors de

cette rencontre, la coalition catalane « fera le bilan de toutes les mesures adoptées par le gouvernement dans le domaine économique et du transfert des compétences aux communautés autonomes. Nous verrons si ce bilan justifie ou non notre politique de soutien. Le gouvernement, a ajouté M. Pujol, ne sera pas en mesure d'offrir un bon bilan s'il est affecté de manière interne par des affaires comme celles du Cesid. »

Donc, Felipe Gonzalez va devoir aller plus loin que la simple acceptation de la démission du responsable des services secrets. L'opposition de droite comme de gauche a pour sa part réclamé la démission du président du gouvernement. « En raison de l'extraordinaire gravité de la situation politique », José María Aznar, président du Parti populaire (droite), a annulé son voyage d'une semaine aux États-Unis. Il a une nouvelle fois envisagé de déposer une motion de censure au cas où il aurait le soutien des Catalans et d'Esquerra unita (gauche unie, coalition dominée par le Parti communiste). Un appui qui paraît peu probable, d'autant que, en vertu de la Constitution, la motion de censure doit être « constructive », c'est-à-dire qu'il s'agit d'un véritable programme de gouvernement s'appuyant sur une majorité solide, laquelle est loin d'exister. Cette possibilité apparaît cependant comme un vœu pieux. Estimant que Felipe Gonzalez ne pouvait « ni présider le gouvernement ni l'Union européenne » (à partir du 15 juillet), M. Aznar a comparé ce scandale « au plus important attentat contre la Constitution depuis le coup d'Etat manqué du 23 février 1981 ».

Michel Bole-Richard

## Accord sur le patrimoine de l'ancien parti est-allemand

Cinq ans après la réunification, la question du patrimoine de l'ancien parti communiste est-allemand, le SED, qui dirigeait la RDA, est définitivement réglée. La commission indépendante mise en place en 1990 pour s'occuper des biens des anciens partis de la RDA est parvenue à un accord avec le PDS (Parti du socialisme démocratique), héritier du SED. De ce qui restait du patrimoine, évalué à 1,8 milliard de marks (63 milliards de francs), le PDS garde essentiellement quatre immeubles historiques, ayant appartenu avant guerre à l'ancien parti communiste allemand, le KPD, d'une valeur de 30 millions de marks. Le surplus est alloué à des actions d'intérêt général. (AFP)

### EUROPE

■ BREITENBURG : une station d'essence Shell a été incendiée tôt vendredi matin, près de Hambourg, en Allemagne, où le mouvement de protestation contre le projet d'immersion en haute mer de la plate-forme pétrolière Breit-Spar pose de sérieux problèmes à la compagnie. Des appels au boycottage ont également été lancés contre elle en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. En marge du sommet de Halifax, John Major a confirmé au chancelier Kohl son soutien à la solution de l'immersion. Toujours remorquée vers l'Atlantique, la plate-forme a été rattrapée par un hélicoptère de l'organisation Greenpeace, qui a réussi à poser sur elle deux militants « équipés pour un long séjour ». (AFP)

■ IRLANDE DU NORD : la méthode politique suivie par le premier ministre britannique, John Major, pour établir la paix en Ulster a subi, vendredi 16 juin, un désaveu électoral, avec la victoire, lors d'une législative partielle nord-irlandaise, d'un protestant opposé au plan anglo-irlandais. Robert McCartney a enlevé la circonscription côtière du North Down au premier parti unioniste nord-irlandais, l'UUP, après avoir mené campagne contre le plan commun de Londres et Dublin pour l'Ulster. M. McCartney se dit plutôt « euro-sceptique » et votera souvent avec le Labour : une voix de moins à Westminster pour le gouvernement, dont la majorité théorique est désormais sous la barre des 10 députés. (AFP)

■ PORTUGAL : plusieurs milliers de personnes ont participé, vendredi 16 juin, à Lisbonne et à Porto, à deux manifestations contre la violence et le racisme, quatre jours après la mort d'un jeune Noir attaqué par un groupe de skinheads dans la capitale portugaise. (AFP)

■ ITALIE : Marcello Dell'Utri, directeur général de Publitalia, la régie publicitaire de la Fininvest de l'ancien président du conseil Silvio Berlusconi, a été remis en liberté vendredi 16 juin. Au centre d'une affaire de corruption, il avait été placé en détention le 26 mai. (Reuters)

### AMÉRIQUES

■ CHILI : l'arrestation du général chilien Manuel Contreras, condamné à sept ans de prison pour l'assassinat de l'ancien ministre des affaires étrangères socialistes Orlando Letelier, a été une nouvelle fois différée en raison de son état de santé. L'ancien chef des services secrets chiliens (DINA) a été admis mardi dernier à l'hôpital naval de Talcahuano, au sud de Santiago. Sa condamnation avait été confirmée le 30 mai dernier par la Cour suprême. (AFP)

■ PÉROU : quarante-six officiers péruviens ont été libérés suite au vote de la loi d'amnistie générale pour les responsables de violations des droits de l'homme. Parmi eux se trouvent les responsables de la tentative de coup d'Etat contre le président Alberto Fujimori en 1992 ainsi que des militaires impliqués dans plusieurs massacres de civils. (AFP)

■ COLOMBIE : selon le directeur de la police colombienne, l'attentat à la bombe qui a fait, samedi 10 juin, 28 morts et plus de 200 blessés serait l'œuvre d'un des membres importants du cartel de Cali, Henry Loaiza, dit le Scorpion. Le chef du cartel de Cali, Gilberto Rodríguez Orejuela, avait été arrêté la veille de l'attentat. (AFP)



# La Chine a rappelé son ambassadeur aux Etats-Unis

Les autorités de Pékin ont réagi à la visite que le président taïwanais a effectuée une semaine plus tôt dans une université américaine

Irrités par la récente visite du président de Taïwan dans l'université américaine Cornell, les autorités chinoises ont décidé, vendredi 16 juin, de rappeler pour consultation leur ambassadeur à Washington. Elles ont aussi, à

titre de représailles, annulé la rencontre avec une délégation de responsables taïwanais qui devait avoir lieu, à la fin du mois de juillet, à Pékin. La question sensible des relations avec les Etats-Unis resurgit au moment

où la succession de Deng, ouvrant une période d'incertitude, engendre des divisions au sein du régime et alimente les sentiments nationalistes, dont la presse chinoise, notamment, s'est fait l'écho. Ces polémiques n'ont

pas empêché le premier ministre taïwanais d'entamer une visite privée d'une semaine dans plusieurs pays européens, qui a débuté en Tchéquie, à l'invitation de l'université de Prague.

## PÉKIN

de notre correspondant

La Chine a rappelé son ambassadeur à Washington, Li Daoyu, pour « faire un rapport de travail en regard de l'état actuel des relations sino-américaines », après la visite du président taïwanais Lee Teng-bui aux Etats-Unis. Il s'agit d'un geste symbolique sans grande conséquence pratique, et que Pékin a mis plusieurs jours à annoncer, attendant, pour ce faire, le départ, cette semaine, de l'ambassadeur américain en Chine, Stapleton Roy, au terme de son mandat.

Le département d'Etat, qui a « regretté » cette décision, a demandé aux autorités chinoises de la « reconsidérer ». Celles-ci ont, en outre, confirmé la suspension de la rencontre au sommet avec Taïwan prévue, à la fin du mois de juillet, dans la capitale chinoise, en rejetant la responsabilité sur « l'arrogance » du président Lee Teng-bui. Elles ont, enfin, une nouvelle fois, demandé aux pays avec lesquels elles entretiennent des relations diplomatiques de s'abstenir de tout « contact officiel » avec les dirigeants taïwanais. A cet égard, le premier ministre de l'Ile a entamé une visite privée



TANG

d'une semaine en Europe, qui doit notamment le conduire en Tchéquie, où il est invité par l'université de Prague.

Le gouvernement chinois n'a réagi qu'avec lenteur au succès de relations publiques que représentait pour Taïwan la visite, une semaine auparavant, du président

Lee Teng-bui à son université d'origine, Cornell University. Cette affaire a ouvert, dans la succession de Deng Xiaoping, un dossier très sensible : celui de la stratégie à adopter, après presque deux décennies d'une ouverture graduelle à l'étranger, face à l'Amérique. Depuis un siècle, les passions poli-

tiques en Chine achoppent traditionnellement sur ce point. Il n'est pas certain que la direction chinoise soit parvenue à une unité de vues sur la « question américaine », qui est, pour les successeurs de Deng, le problème par excellence susceptible de provoquer des divisions.

## SYMBÔLE D'UNE CAPITULATION

Deng restera le dirigeant chinois qui a réconcilié son pays avec les Etats-Unis malgré les vicissitudes du passé. En cela, il ne s'est pas fait que des amis au sein de son propre régime, issu d'une guerre civile dans laquelle l'Amérique soutenait l'autre camp. Même si l'on sait aujourd'hui que Mao lui-même était bien plus fasciné par les Etats-Unis qu'il ne le disait en public, beaucoup voient dans la célèbre apparition au Texas de Deng, coiffé d'un chapeau de cowboy, en 1979, le symbole d'une capitulation. Un geste du même ordre, lorsque le même Deng, quelques mois plus tôt, s'était incliné devant le drapeau nippon lors de sa visite officielle au Japon, avait été aussi vivement ressenti en Chine, notamment au sein d'une bureaucratie dont les rouages étaient bien plus nationa-

listes encore que le Kuomintang de Tchang Kai-chek.

Il est inéluctable, à la disparition de Deng, que ces ressentiments resurgissent, surtout pour un régime en panne d'idéologie. On en veut pour preuve la réapparition, dans des réunions officielles, de vieux « crocodiles » de l'idéologie gauchiste, discréditée auprès de la population mais qui alimente encore le fonds de commerce des conservateurs, tel Deng Liqun, insubmersible théoricien de la résistance à la politique d'ouverture du parti.

Le ton de la presse chinoise à l'égard de Washington, ces derniers jours, rappelle celui du clan maoïste à l'égard de Deng Xiaoping avant la mort du « Grand Timonier », quand la lutte pour le pouvoir avait pris une tournure très xénophobe. Comme à la fin de la dynastie mandchoue au XIX<sup>e</sup> siècle, les tenants du « trône » chinois ont tendance, en période d'incertitude, à se diviser sur la grande question que ne cesse de leur poser l'histoire : le degré de participation de l'Empire du Milieu à la communauté mondiale, symbolisée par les Etats-Unis.

Francis Deron

## Le chef du gouvernement australien déplore l'incendie du consulat de France à Perth

### AUCKLAND

de notre envoyé spécial

Un incendie d'origine criminelle a détruit, samedi 17 juin, vers 4 heures du matin, le consulat honoraire français à Perth, dans l'ouest du pays. Une manifestation d'opposants à la reprise des essais nucléaires français avait eu lieu, la veille, devant le bâtiment. Il y a plusieurs semaines, les murs de l'édifice avaient été recouverts d'inscriptions antinucléaires.

Un groupe inconnu, le « Front populaire pacifique », a revendiqué cet incendie. L'ambassade de France a « condamné avec la plus totale vigueur cet injustifiable acte criminel, qui aurait pu avoir des conséquences tragiques ». Elle « espère que ce grave incident restera isolé et que les auteurs de ce crime seront traduits devant la justice ». « C'est la première manifestation grave contre les intérêts de la France en Australie », a déclaré le consul général de France. Pour sa part, le premier ministre australien Paul Keating s'est déclaré « gêné et déçu ». « Tous les Australiens ont été irrités par la décision française, a-t-il expliqué. Mais la destruction délibérée de propriétés

ne fait pas partie de la manière de vivre australienne ».

Vendredi, l'école française de Canberra, la chambre de commerce franco-australienne et l'agence de la BNP à Sydney avaient reçu des alertes à la bombe. La veille, « un mélange de croix de poils et d'autres excrement », avait été déversé devant l'ambassade de France à Canberra. « Cela pourra servir d'engrais pour le jardin », a commenté, au cours d'une conférence de presse, l'am-

bassadeur, Dominique Girard. Ces manifestations d'hostilité à l'encontre des ressortissants français en Australie montrent l'ampleur du sentiment antinucléaire dans l'opinion publique. A preuve, la réaction de M. Keating, qui, « sans fermer les yeux sur ces actes de protestation, comprend le sentiment qui les motive ».

Dés représentants officiels des pays de la région rediront, lundi, à Paris, au ministre français des Affaires étrangères Hervé de Cha-

rette, cet attachement à faire du Pacifique sud une zone non nucléaire. Conduite par le chef de la diplomatie australienne, Gareth Evans, dont le pays assure actuellement la présidence du Forum du Pacifique sud, la délégation sera composée du président de l'Ile de Nauru, de l'ambassadeur de Papouasie Nouvelle-Guinée en Belgique et du secrétaire général dudit forum, originaire des îles Kidiabli.

Ces missi dominici entendent exprimer « franchement et directement », selon M. Keating, l'opposition de la région à la reprise des essais nucléaires. Après de laborieuses négociations entre les gouvernements de Wellington et de Canberra, le ministre néo-zélandais du désarmement, Doug Graham, se joindra finalement à la délégation. L'ambassadeur de France à Canberra a insisté sur le fait que, même si la rencontre avec M. de Charette était « utile », elle ne changerait pas la décision de la France.

La pertinence du choix de M. Evans pour prendre la tête de cette mission de protestation a été contestée, en Nouvelle-Zélande

comme en Australie, étant donné le profil bas que celui-ci avait adopté à l'annonce de la reprise des essais nucléaires, déclarant, entre autres propos, que cela « aurait pu être bien pire ». Contrairement à la Nouvelle-Zélande, où le Parlement a fait front uni, l'opposition libérale en Australie s'en est pris au premier ministre, qu'elle accuse notamment d'être « fasciné par la France ».

Florence de Changy

DANS UNE LETTRE OUVERTE au président Jacques Chirac, Marelle Pereira, la fille de Fernando Pereira, le photographe tué, le 10 juillet 1985, dans le port d'Auckland, dans l'explosion du Rainbow Warrior, revendique le droit de « connaître exactement les événements qui se sont produits avant et après l'explosion ». « S'il s'agit d'un accident, comme le dit la France, pourquoi ne veut-on pas me raconter ce qui était impliqué dans cette affaire? », s'interroge Marelle Pereira, concluant : « Je veux parler à quelqu'un, mais, jusqu'à présent, personne n'a eu le courage de me parler ».

Thomas Sotinel

## Le président sénégalais évoque la « tristesse de la balkanisation » de l'Afrique

### DAKAR

de notre envoyé spécial

Le gouvernement sénégalais a tenu à célébrer le centenaire de l'Afrique occidentale française (AOF). Cet ensemble régional était né d'un décret pris, le 16 juin 1895, au temps de la colonisation, par le président Félix Faure, « en raison des conflits d'attribution entre gouverneurs voisins », lors d'incidents dans le Fouta-Djallon, aux limites de la France et de la Côte d'Ivoire. D'abord située à Saint-Louis, la capitale de l'AOF fut installée, à partir de 1902, à Dakar. La nostalgie de cette primauté n'est sûrement pas étrangère à l'enthousiasme avec lequel le président sénégalais Abdou Diouf et son premier ministre Habib Thiam, tous deux anciens élèves de l'école nationale de la France d'outre-mer, ont milité pour cette commémoration.

Universitaires, anciens administrateurs coloniaux et hommes politiques d'aujourd'hui se sont donc retrouvés, vendredi 16 juin, dans la salle de l'Assemblée nationale, à Dakar, qui fut le siège du Grand Conseil de l'AOF. Ils ont entendu le ministre français de la coopération, Jacques Godfrain - dont c'était la première sortie africaine

« qualités », évoquer le lien entre la France et ses anciennes colonies, « qui a changé profondément de nature, mais n'a rien perdu de sa chaleur et de sa qualité ». Dans sa réponse, le président Diouf a fait remarquer que la France « n'avait rien oublié de cette longue histoire commune », sans préciser ce qu'elle avait appris. Il a conclu sur un appel à la « nouvelle République d'Afrique », dont l'AOF fut pour lui une préfiguration.

Ces manifestations n'ont pas rencontré, chez les voisins du Sénégal, l'écho escompté. Aucun chef d'Etat des pays concernés - Mali, Niger, Côte d'Ivoire, Guinée, Bénin, Burkina-Faso, Mauritanie - n'était au rendez-vous. Aujourd'hui, le centre de gravité économique de la région est descendu plus au sud, vers Abidjan, et il manque peut-être une assise matérielle à l'aspiration de Dakar à redevenir une capitale régionale.

Restent cependant une exposition très riche et une série de colloques qui réunissent chercheurs africains, européens et américains. Constituée à partir de documents conservés par les archives de l'AOF à Dakar, l'exposition a été baptisée « L'AOF, de la création à la balkanisation ». Copies d'élèves, rapports de police, coupures de presse donnent une idée du bouleversement que provoqua la colonisation. Sans cacher vraiment les

traumatismes de la période - recrutement militaire forcé, travail obligatoire, répression politique -, une image dynamique de la présence française a été présentée, qui souligne l'œuvre d'intégration régionale, comme si la « tristesse de la balkanisation » dont a parlé le président Diouf devant l'Assemblée nationale avait à jamais effacé « la joie des indépendances ».

Thomas Sotinel

## Un ministre ivoirien a fait bastonner un dirigeant de l'opposition

LES PARTIS d'opposition ainsi que la plupart des quotidiens ont appelé, vendredi 16 juin, à la démission du ministre de la sécurité, le général Gaston Ouassénan Koné, qui, mercredi, avait fait bastonner le dirigeant d'un parti de gauche.

Le ministre avait ordonné à des policiers, dans son propre bureau, d'infirmer une trentaine de coups de matraque sur les fesses dénudées d'Abou Drahmane Sangaré, « numéro deux » du Front populaire ivoirien (FPI) et directeur de publication du groupe de presse auquel appartiennent les journaux de l'opposition de gauche. Il lui reprochait la parution, le mercredi 14 juin, dans un hebdomadaire sa-

tirique du groupe, d'un article qu'il jugeait insultant pour lui et sa famille.

« Le général est tombé sur la tête », titrait, vendredi, *Le Jour* (indépendant), au-dessus d'une photo inversée du ministre. « Gaston Ouassénan Koné doit démissionner », ajoutait l'éditorialiste, en doutant que celui-ci soit « en possession de toutes ses facultés » mentales. *Soir Info* (populaire) se faisait l'écho du « tollé » soulevé par l'incident tandis que *La Voie* (opposition de gauche) affirmait que le général Koné avait « perdu la raison » et réclamait son limogement. Seuls les quotidiens pro-gouvernementaux passaient l'affaire sous silence. Mutisme

également au gouvernement, comme dans les rangs du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI, au pouvoir).

Le secrétaire général du FPI, Laurent Gbagbo, a annoncé une marche de protestation, le 22 juin à Abidjan, pour exiger la démission « immédiate » du ministre de la sécurité. M. Gbagbo a appelé les militants de l'opposition à la « mobilisation » à travers tout le pays. Le FPI doit déposer une plainte pour coups et blessures volontaires.

Le Rassemblement des républicains (RDR, opposition centriste) a élevé une « véhémente protestation » et exigé la « démission immédiate » du général Koné, en

mettant en garde le gouvernement contre ce qu'il considère comme des « dérives totalitaires inacceptables ».

« Un tel ministre, on doit le considérer comme anormal et il doit démissionner », a renchéri Angèle Gnonso au nom du Parti ivoirien des travailleurs (socialiste, opposition). Même demande de la part de l'Union des forces démocratiques (UFD), dont le leader, Bamba Moriféré, a annoncé qu'il allait interpellé le chef de l'Etat. René Dégni Ségué, président de la Ligue ivoirienne des droits de l'Homme (LIDHO), a qualifié cette affaire d'« impensable et inimaginable », en demandant : « Où va la République? » (AFP)

## ASIE

■ BIRMANIE : le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) fermera, en juillet, son bureau de Rangoun, les autorités locales n'ayant pas accepté ses demandes d'accès aux « défilés de sécurité », selon « les modalités habituelles de visite » qu'il applique dans tous les pays. Dans un communiqué publié vendredi 16 juin, le CICR se déclare néanmoins prêt à « renouer le dialogue » « dès que les autorités l'y inviteront ».

■ CORÉE DU NORD : le groupe automobile américain General Motors (GM) s'est montré « très disposé » à construire une usine de pièces pour automobiles dans la zone économique spéciale mise en place autour des ports de Rajin et Sonbong, a affirmé, vendredi 16 juin, l'agence officielle nord-coréenne KCNA. Charles Randolph, vice-président de GM pour la zone Asie-Pacifique, vient de faire une visite dans cette région. - (AFP)

## PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL : une majorité d'Israéliens est favorable à l'organisation immédiate d'un référendum sur un retrait du plateau syrien du Golan, indique un sondage publié, vendredi 16 juin, par le *Yediot Aharonot*. 58 % des personnes interrogées sont pour et 40 % contre, le reste étant « sans opinion ». - (AFP)

■ DES experts doivent se réunir, les 21 et 22 juin, à Paris, pour étudier le projet de banque pour le Proche-Orient que souhaitent créer les Etats-Unis, soutenus en cela par Israël, l'Egypte et la Jordanie. Les Européens proposent, pour leur part, un fonds d'intermédiation, le Proche-Orient souffrant, selon eux, d'une pléthore d'organismes financiers et ayant davantage besoin d'une institution chargée d'identifier les projets de développement et de mobiliser les financements nécessaires. - (AFP)

## MAGHREB

■ ALGÉRIE : la police suisse a saisi des armes et procédé à une arrestation, à Genève, dans le cadre d'une enquête sur les réseaux hébreux de l'ex-Front islamique du salut (FIS), a annoncé, vendredi 16 juin, le ministre public de la Confédération. Plusieurs personnes ont été interpellées pour intermédiaire et l'« aide » d'entre elles, dont la nationalité n'est pas précisée, a été placée en détention préventive. Au cours de perquisitions dans quatre appartements et une imprimerie, les policiers ont saisi une grenade à main et des armes à feu. - (AFP)

■ MAROC : la France a décidé de créer un institut culturel à Agadir, qui sera ainsi la neuvième ville marocaine à accueillir un établissement de ce type, a indiqué, vendredi 16 juin, l'ambassade de France dans un communiqué. Le nouvel institut disposera d'une bibliothèque-médiathèque, riche de vingt mille documents, de deux salles de séminaire et de plusieurs ateliers. - (AFP)

## AFRIQUE

■ BURUNDI : Salvator Thyi, ministre des finances, et Jacques Bourgeois, directeur de la Caisse française de développement (CFD), ont signé, vendredi 16 juin, à Bujumbura, deux conventions de financement pour un montant total de 8,3 millions de francs français. La première convention porte sur la constitution d'un Fonds de relance économique et de reconstruction, qui doit aider « sous forme de prêts, les petits opérateurs économiques ayant souffert de la crise ». La deuxième convention est un « appui au développement de la production cotonnière du Burundi ». - (AFP)

■ CÔTE D'IVOIRE : trente-deux personnes, dont dix ivoiriens, ont été tuées, mardi 13 juin, lors des combats qui ont opposé, en territoire ivoirien, des combattants de deux factions libristes, a indiqué, vendredi, le gouvernement. Cet incident de frontière est le plus meurtrier depuis le début de la guerre civile en Libéria, en décembre 1989. La Côte d'Ivoire accueille sur son sol quelque 360 000 réfugiés libériens. - (AFP)

■ SOUDAN : le gouvernement a dénoncé, vendredi 16 juin, l'organisation à Asmara, en Erythrée, d'une conférence qui réunit des opposants au régime islamiste du général Omar El Béchir, estimant qu'elle ne peut que « contribuer à la dégradation des relations » entre l'Erythrée et le Soudan. La conférence d'Asmara est organisée par le Parti du peuple érythrien pour la démocratie et la justice (EPDJ), l'ancien Front de libération du peuple érythrien (EPLF). - (AFP)

## COLLECTIF BUDGÉTAIRE

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

## Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements

Le plan de lutte contre le déficit et la balance des paiements



**COLLECTIF BUDGÉTAIRE**  
Le projet de loi de finance rectificative qui doit être rendu public le 22 juin devrait comporter 15 milliards de francs de mesures nou-

velles pour lutter contre le chômage et contre l'exclusion. Ces crédits, inférieurs à ce qui avait été envisagé, tiennent compte de la situation des comptes de l'Etat et des

normes budgétaires prévues par le traité de Maastricht. ● **HÔPITAL.** M. Juppé a annoncé, vendredi 16 juin, la création d'un « Haut Conseil » chargé de préparer une

réforme du système hospitalier, afin de réduire le déficit de l'assurance-maladie. ● **ÉCONOMIES.** Parmi les mesures d'économie symboliques annoncées par Jacques

Chirac, la suppression du GLAM aboutit à la création d'un autre organisme militaire chargé d'assurer les déplacements aériens des plus hauts responsables de l'Etat.

## Le plan de lutte contre le chômage serait limité à 15 milliards de francs

Le niveau du déficit et la faiblesse des rentrées fiscales depuis le début de l'année obligent le gouvernement à revoir à la baisse ses projets de mesures pour l'emploi, financés par le collectif budgétaire qu'il prépare pour le 22 juin

**POUR TOUT GOUVERNEMENT,** l'élaboration d'une loi de finances est chose difficile. Alors qu'il met la dernière main à son projet de loi de finances rectificative (appelée aussi collectif budgétaire), qui sera déposé le 22 juin, en même temps que le plan emploi, puis examiné le 28 juin par le conseil des ministres, M. Juppé le sait mieux que quiconque.

Délicate la mise au point du collectif l'est pourtant plus que d'ordinaire. D'abord, le premier ministre doit prendre en compte les promesses faites par Jacques Chirac, durant la campagne présidentielle, pour réduire la « fracture sociale » ; à contrario, il doit respecter un autre engagement, celui de se conformer aux exigences du traité de Maastricht. Pour corser la difficulté, les experts du gouvernement estiment que les comptes sont dans un état déplorable et accusent une dérive de plus de 25 milliards de francs par rapport au plan de route prévu pour 1995.

Le volet des dépenses nouvelles, inscrites dans le collectif, avoisine-

ra 15 milliards de francs. Le chiffre peut paraître modeste, surtout si l'on se souvient que les candidats à l'élection présidentielle s'étaient opposés sur des mesures se chiffrant en dizaines, voire en centaines, de milliards de francs. Encore faut-il avoir à l'esprit que pour le gouvernement ce projet de loi n'englobe que quelques dispositions d'urgence et qu'il a le temps devant lui pour mettre en chantier les autres priorités présidentielles. En outre, ce volet de 15 milliards de francs concerne des

réformes dont la montée en puissance pourra être lente et dont le financement sera donc étalé dans le temps. Ainsi, le plan d'allègement des charges sociales proposé à certaines PME dans le cadre d'un « dmnant-donnant » coûtera-t-il environ 5 milliards de francs, et le collectif en assure tout le financement. Ce ne sera pas le cas, en revanche, pour le contrat initiative-emploi (CIE) : dans un premier temps, c'est-à-dire d'ici la fin de l'année, le dispositif coûtera rela-

### TVA et impôt sur la fortune

En face des dépenses prévues pour la lutte contre le chômage et l'exclusion, les recettes du collectif budgétaire en préparation sont maintenant bien définies. D'abord, le taux supérieur de la TVA sera relevé de 18,4 % à 20 %, soit le 1<sup>er</sup> août prochain, si la procédure le permet, soit le 15 août au plus tard, ce qui doit rapporter 13 milliards de francs d'ici la fin de l'année.

La surtaxe exceptionnelle de 10 % sur l'impôt de solidarité sur la fortune est également décidée. Exigible à l'automne, elle fera rentrer 800 millions de francs de plus. Enfin, le gouvernement devrait renoncer à relever les taux des droits sur le tabac, qui verraient leur rendement progresser du fait de la hausse de la TVA, ce qui pourrait faire gagner de 2 milliards à 3 milliards de francs au budget.

tivement peu cher, de 7 milliards à 8 milliards de francs ; en régime de croisière, le coût brut approchera 21 milliards, et le coût net (c'est-à-dire après suppression des systèmes d'aides à l'emploi voisins), près de 14 milliards. Ce volet des dépenses prend, de plus, en compte le financement du nouveau plan en faveur du logement, c'est-à-dire le lancement de dix mille logements d'extrême urgence pour les plus démunis et de dix mille logements d'insertion.

Le collectif ne présume donc pas de l'ensemble des réformes que le gouvernement pourrait engager dans les prochains mois et dont le financement sera prévu dans le budget de 1996. Même s'il est bouclé à l'automne, le projet de loi sur la dépendance figurera, ainsi, dans la prochaine loi de finances.

Avec des dépenses et des recettes complémentaires (lire ci-contre) qui devraient, à peu de chose près, s'équilibrer, on devine l'équilibre de ce collectif budgétaire : s'il esquisse quelques réformes nouvelles, il ne modifie pas profondément le cap de la poli-

tique économique du gouvernement précédent. Ni expansive ni récessive, la politique budgétaire de M. Balladur (pour 1995, sinon en 1994) était neutre. Le collectif budgétaire ne modifiera pas cette orientation.

### ÉCONOMIES

La confection de ce collectif est, cependant, plus compliquée que ne pourrait le laisser croire le petit coup d'accélérateur donné, à la fois, sur les dépenses et sur les recettes, car, dans le même élan, le gouvernement doit aussi engager un fort mouvement d'économies. D'abord, les rentrées fiscales sont moins bonnes que prévu. Ensuite, le calendrier des privatisations ne pourra pas être tenu, et Bercy a proposé à Matignon de n'inscrire dans le collectif que 40 milliards de francs de recettes pour ces actifs, contre 55 milliards dans la loi de finances initiale.

Le gouvernement entend donc tailler dans les dépenses, en transformant en annulation pure et simple les gels de crédits, décidés en février, à hauteur de 17 mil-

liards de francs, par M. Balladur. La tâche est évidemment délicate. M. Chirac, ayant annoncé que les crédits en faveur de la culture atteindraient rapidement le fameux seuil de 1 %, le premier ministre peut difficilement manier la hache sans distinction. Des crédits seront donc annulés, mais pas forcément ceux qui avaient été annoncés au début de l'année.

Dans ces conditions, le déficit budgétaire ne devrait être que peu modifié. Ou plutôt si : pour tenir compte des critères de Maastricht, le gouvernement cessera de prendre en compte les recettes des privatisations dans le financement des dépenses courantes et affichera donc un déficit plus proche de 322 milliards de francs que des 275 milliards inscrits dans la loi de finances pour 1995. A ce jeu d'écritures près, qui ne bouleversera pas les marchés financiers, il a renoncé à comprimer davantage le déficit en raison de l'ampleur des économies qu'il faudrait imposer. Dans l'immédiat, le gouvernement peut arguer de sa bonne foi. Si, comme cela risque d'être le cas selon les estimations confidentielles de Bercy, la France affiche des déficits publics de l'ordre de 5,4 % à 5,5 % du PIB en fin d'année, il pourra souligner qu'il ne peut guère être tenu pour responsable de ce retard sur le plan de convergence européen.

Ce chiffre en dit cependant très long sur les difficultés extrêmes dans lesquelles est prise la politique budgétaire française. Même si la croissance reste soutenue, ce qui est loin d'être assuré, le gouvernement ne peut guère en attendre qu'une diminution mécanique des déficits publics de l'ordre de 0,2 point de PIB par an. Dans cette hypothèse, si elle veut respecter la barre des 3 % de déficit fixée par Maastricht, la France devra engager, d'ici à 1998, un plan de redressement de l'ordre de 1,5 point de PIB, soit 110 milliards à 120 milliards de francs !

Jean-Michel Bezat

Laurent Mauduit

## M. Juppé crée un Haut Conseil en vue d'une « réforme profonde » du système hospitalier

LE PREMIER MINISTRE a installé, vendredi 16 juin, le « Haut Conseil de la réforme hospitalière », dont il avait annoncé la création dans sa déclaration de politique générale. Composé de dix-huit membres représentant les médecins, les infirmières, les directeurs d'hôpital, les cliniciens, les caisses d'assurance-maladie, les associations de malades, le Parlement et l'Etat, il sera présidé par le professeur Bernard Devulder, doyen de la faculté de médecine de Lille. Cette instance aura pour mission d'« écouter, proposer, innover », avant de rendre ses « premières conclusions pour octobre ». M. Juppé lui a également demandé de « définir les voies et moyens d'une première expérimentation sur plusieurs établissements d'une même région », qui « devra être lancée dès le mois de septembre ».

Le gouvernement souhaite créer un système de « contrats d'objectifs et de moyens » entre les équipes hospitalières et les financeurs, et, à terme, substituer au budget global — qui récompense parfois les établissements mal gérés au détriment des hôpitaux performants — un mode de financement qui tienne mieux compte de leur activité réelle. Ces contrats pluriannuels définiront notamment les objectifs de santé que se fixent les hôpitaux et les cliniciens en fonction des besoins de la population. Ils ne se renouvelleront qu'après une évaluation des performances médicales et économiques des établissements.

En revanche, M. Juppé se refuse à « fixer a priori un nombre de lits à fermer », rompant avec ses prédécesseurs qui, sur la base des travaux du Plan, évaluaient à soixante mille lits les surcapacités du système hospitalier public. Il devrait ainsi mettre provisoirement fin aux tensions qui étaient nées ces derniers mois dans plusieurs villes après l'annonce de la fermeture de services d'urgences, de chirurgie ou de maternité. Quant aux prérogatives des maires, présidents de droit du conseil d'administration de l'hôpital de leur ville, il entend les préserver dans le cadre du

### PARTENARIAT

« pacte de stabilité » qui, selon lui, doit régir les relations entre l'Etat et les collectivités locales. Pourquoi une réforme ? « L'hôpital ne répond plus à ce qui a fait sa grandeur : offrir à tous les bienfaits du progrès médical et de la qualité des soins, a répondu le premier ministre devant le nouveau comité. A continuer de la sorte, nous courons un double risque. Celui de la dégradation non seulement de notre système hospitalier, mais aussi de l'ensemble du système de soins. Celui, également, de l'assurance-maladie. »

Intégrer l'hôpital « dans une logique de chaîne de soins reposant sur un partenariat étroit avec la médecine de ville et les structures hospitalières privées », développer l'hospitalisation à domicile, coordonner l'offre de soins au niveau régional, intéresser les personnels aux résultats : ces réformes proposées par le nouveau gouvernement étaient déjà inscrites dans la loi de 1991, mais elles se sont souvent heurtées au scepticisme ou au refus des différents pouvoirs (médecins, syndicats de salariés, élus locaux).

Après l'ordonnance de 1958 créant les CHU et le temps plein pour les praticiens, la loi de 1970 introduisant la planification sanitaire et celle de 1991 censée mieux répartir l'offre de soins au sein de chaque région, le secteur hospitalier va vivre une quatrième réforme d'envergure. L'ampleur de la tâche et le poids économique et social du secteur (350 milliards de francs, un million de salariés) ont obligé M. Juppé à l'inscrire dans son programme à moyen terme. Le monde hospitalier traverse depuis quinze ans une crise qui s'explique, pour l'essentiel, par la rigueur budgétaire. Contraint et forcé, il a dû participer à l'effort de maîtrise des dépenses de santé, comme en témoignent les conclusions du dernier rapport de la commission des comptes de la santé (Le Monde du 16 juin).

Après l'ordonnance de 1958 créant les CHU et le temps plein pour les praticiens, la loi de 1970 introduisant la planification sanitaire et celle de 1991 censée mieux répartir l'offre de soins au sein de chaque région, le secteur hospitalier va vivre une quatrième réforme d'envergure. L'ampleur de la tâche et le poids économique et social du secteur (350 milliards de francs, un million de salariés) ont obligé M. Juppé à l'inscrire dans son programme à moyen terme. Le monde hospitalier traverse depuis quinze ans une crise qui s'explique, pour l'essentiel, par la rigueur budgétaire. Contraint et forcé, il a dû participer à l'effort de maîtrise des dépenses de santé, comme en témoignent les conclusions du dernier rapport de la commission des comptes de la santé (Le Monde du 16 juin).

Après l'ordonnance de 1958 créant les CHU et le temps plein pour les praticiens, la loi de 1970 introduisant la planification sanitaire et celle de 1991 censée mieux répartir l'offre de soins au sein de chaque région, le secteur hospitalier va vivre une quatrième réforme d'envergure. L'ampleur de la tâche et le poids économique et social du secteur (350 milliards de francs, un million de salariés) ont obligé M. Juppé à l'inscrire dans son programme à moyen terme. Le monde hospitalier traverse depuis quinze ans une crise qui s'explique, pour l'essentiel, par la rigueur budgétaire. Contraint et forcé, il a dû participer à l'effort de maîtrise des dépenses de santé, comme en témoignent les conclusions du dernier rapport de la commission des comptes de la santé (Le Monde du 16 juin).

## Le GLAM est mort, vive le GT 1-60 !

LE GROUPE DE LIAISONS aériennes ministérielles (GLAM) a été supprimé à la demande de M. Chirac. Voici le GT (groupe de transport) 1-60 : sous cette dénomination revêt l'ancien 60<sup>e</sup> escadron de transport (ET 60), composé des trois Falcon 900 long-courriers, des quatre Falcon 50 moyen-courriers et des trois hélicoptères Super-Puma de liaison qui formaient l'ancien GLAM. A l'occasion du G7 à Halifax, au Canada, un Falcon 900 aux couleurs du GT 1-60 a été mobilisé pour les déplacements de M. Chirac au-dessus du continent nord-américain.

Pas moins de trois officiers généraux : le chef d'état-major de l'armée de l'air, son chef de cabinet et le « patron » de la force aérienne de projection (FAP) ont pris en mains le destin des avions de l'ancien GLAM avec l'ambition de le restructurer. Non qu'il n'y ait pas de clients prêts à racheter d'occasion tout ou partie de la flotte du GLAM basée à Villacoublay, dans les Yvelines. Ces « machines » sont bien entretenues, sous la responsabilité de l'armée de l'air, par les constructeurs. La réputation des matériels de l'armée de l'air n'est plus à faire. La preuve : trois Caravelle bien entretenues, qui achevaient leur carrière en Polynésie en assurant la liaison Papeete-Hao-Mururoa,

vient de trouver acquiescent. La réalité est qu'il existe, au sein même de cette armée, des divergences sur le devenir du GLAM. Le camp de ceux qui ne voient pas très bien l'intérêt qu'il y aurait à s'en débarrasser gagne désormais du terrain. En France, plusieurs administrations, comme l'intérieur, les finances ou les transports — certes modestes — pour acheminer en catimini leurs responsables. A l'étranger, des pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne (avec son 32<sup>e</sup> Royal Squadron), l'Allemagne et « jusqu'au Portugal » (avec trois Falcon 50), observent un officier d'état-major vétéran, ont une flotte pour transporter leurs VIE.

### À L'ABRI DES CUREUX

D'où les réflexions en cours sur la façon de régler le problème d'une manière autre que par la dissolution brutale. Ainsi avance-t-on l'idée que les Falcon 900 continueraient d'être au service de l'Ellysée — qui a besoin de moyens opérationnels vingt-quatre heures sur vingt-quatre — en étant intégrés dans la FAP aux côtés des Airbus A-310 et autres DC-8, soit en demeurant à Villacoublay, soit en ralliant Roissy ou la base de Creil. De même, chemine l'idée que seuls les quatre Falcon 50 puissent être vendus, ou qu'ils rejoignent,

en formant une escadrille nouvelle, les huit avions court-courriers Falcon 20, les cinq turbopropulseurs Nord 262 et les six monomoteurs de liaison technique TBM 700 du groupe aérien d'entraînement et de liaison (GAEL) déjà stationné à Villacoublay.

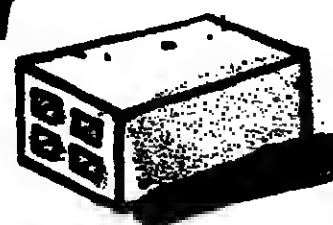
Car, le GAEL, héritier d'un règlement d'observation des années 20 et créé sous ce sigle en 1945, est une escadrille de transport qui n'a pas l'éclat médiatique du GLAM. Il est à l'abri des curieux. Pour autant, le GAEL a sa raison d'être : il sert, à hauteur de quelque 9 000 à 10 000 heures de vol annuelles, à acheminer indistinctement VIP civils ou militaires du ministère de la défense, à évacuer des blessés et à permettre aux officiers-pilotes affectés dans les bureaux parisiens de garder la main en effectuant leur contingent minimal de vol par an.

Quant aux trois hélicoptères Super-Puma du GLAM, ils pourraient être récupérés par l'escadron d'hélicoptères de Villacoublay, qui utilise des Fennec et des Alouette III. L'armée de l'air, qui en manque, préférerait conserver ses Super-Puma. En attendant la restructuration finale qui sera imaginée par les trois officiers généraux, le GT 1-60 a pris la relève.

Jacques Isnard

Du 12 au 19 juin chez Citroën

10 000 F de remise sur l'AX\* (soit une brique).



15 000 F si vous bénéficiez de l'aide de l'Etat.

CITROËN

PORTES OUVERTES LE WEEK-END DU 17 JUIN



## Le Front national se prépare à appliquer son programme dans « ses » villes

Bien que la législation interdise les discriminations entre ressortissants français et résidents étrangers, l'extrême droite est décidée à mettre ses thèses en pratique – et en particulier la « préférence nationale » –, si elle conquiert des mairies dimanche 18 juin

Placé au premier tour des élections municipales, dimanche 11 juin, en position d'emporter des mairies au second tour, le Front national est résolu à appliquer la « préférence nationale » dans les communes dont

les électeurs lui auront confié la gestion. Les dirigeants de l'extrême droite sont conscients que la législation interdit les discriminations entre ressortissants français et résidents étrangers dans les attribu-

tions de logements, les prestations sociales ou l'accès à l'éducation. Ils se préparent néanmoins à pratiquer une politique « larvée », comme le dit sans ambages Bruno Mégrét, délégué général du Front national

et candidat à la mairie de Vitrolles, dans les Bouches-du-Rhône, pour dissuader les étrangers de s'installer dans « leurs » communes, voire pour les pousser à les quitter. Ils entendent utiliser les failles et

les ambiguïtés de la loi, et la perspective de procès leur apparaît comme favorable, puisqu'elle permettrait à l'extrême droite de mettre en valeur son action devant l'opinion publique.

TOUT SYSTÈME a ses failles, et les représentants du Front national ne cachent pas que si, dimanche 18 juin au soir, un des leurs emportait une mairie, tout lui serait bon pour faire de cette ville un laboratoire de leurs thèses, une vitrine pour les partisans des « Français d'abord » et du tout-sécuritaire. Voir une tribune, car ils sont prêts à utiliser, pour se mettre en valeur, les procès que pourrait intenter l'Etat contre des gestionnaires qui ne respecteraient pas le principe d'égalité devant la loi. Dans cette optique, les « frontistes » placent le logement en première ligne de leurs chevaux de bataille.

« Si le demandeur est Français, on lui attribue un logement. S'il est étranger, il passera en queue de liste », explique sans la moindre hésitation Marie-France Stirbois, membre du bureau politique du Front national et candidate à Dreux, qui ajoute avec aplomb : « Vous faites ce que vous voulez dans une mairie. Que les choses soient claires ! » Franck Timmermans, membre du bureau politique et responsable du Front national en

Seine-Saint-Denis, formule les choses différemment. Selon lui, la loi comporterait des ambiguïtés quant au pouvoir des maires dans l'affectation des logements sociaux dépendant de la commune.

Cette situation serait « utilisée par le Parti communiste pour loger ceux qui ont la carte du PCF », mais également par les maires pour procéder à des « regroupements ethniques » dans une optique de meilleure adaptation au pays. « Et bien, nous, nous regroupons des Français et nous pratiquons également la mauvaise foi ! », souligne M. Timmermans. Parfois, la loi permet des astuces pour faire passer la « préférence nationale ». Ainsi, comme ne se prive pas de souligner ce responsable du Front national, le système législatif français prévoit que seuls les citoyens français – et depuis peu, dans certains cas, les membres de l'Union européenne – peuvent être fonctionnaires. « Il nous suffira de contractualiser les employés municipaux pour réserver ces emplois aux Français », explique-t-il.

En fait, tout sera bon pour décou-

vrir ou empêcher les étrangers de s'implanter dans la commune. Sera utilisé, en particulier, le droit de préemption, priorité donnée aux communes lors de la mise en vente de terrains ou de logements. « Chaque fois qu'il y aura risque de voir une communauté, asiatique, maghrébine ou nomade, perturber l'équilibre français d'un quartier, nous ferons jouer notre droit », explique

M. Timmermans. Il y aura des « bras de fer avec l'Etat », reconnaît-il, mais cette perspective ne semble pas lui déplaire, non plus qu'aux autres représentants du parti.

L'attitude est la même pour ce qui concerne les aides sociales que les maires ont la possibilité d'attribuer aux plus nécessiteux. Anticipant quelque peu sur le verdict des urnes, M. Stirbois déclare : « J'ai le pouvoir

de les donner d'abord aux nationaux et, s'il en reste, pourquoi ne pas aider certaines personnes dans le besoin ? Mais seulement s'il en reste. » Même discours chez Pierre Descaves, autre membre du bureau politique du Front national et candidat à la mairie de Noyon, dans l'Oise.

C'est surtout sur le thème de la sécurité que ce pied-noir, ancien « combattant de l'Algérie française », préfère aujourd'hui s'attarder. Il se propose de l'assumer en renforçant la police municipale et en accroissant ses moyens. « Je lui donnerai la voiture de fonction du maire », lance-t-il, et il n'hésite pas à promettre à ses concitoyens qu'il poursuivra « les parents d'enfants délinquants chaque fois que les actes de délinquance seront commis dans un lieu placé sous la responsabilité de la commune ».

Cette obsession sécuritaire est largement partagée par Carl Lang, secrétaire général du parti d'extrême droite et responsable de sa campagne pour les élections municipales. Là où Bruno Mégrét, délégué général du Front national et candidat

à Vitrolles, préfère rester dans le flou en parlant de « rôle moteur » de la police municipale, chargée de « créer pour les délinquants un sentiment d'insécurité qui les incite à aller voir ailleurs » (lire ci-dessous), M. Lang prend moins de précautions oratoires. Selon lui, la police municipale d'une commune gérée par son parti ne devra plus s'occuper « exclusivement de procès-verbaux, mais être réorganisée vers le renseignement, l'information, l'interdiction ».

M. Lang estime qu'« il faut qu'il y ait un adjoint au maire chargé uniquement de créer et d'animer des comités de quartier ». Ces comités de quartier seront chargés, explique-t-il, « de renseigner et d'informer la police nationale sur les réseaux de trafiquants de drogue et de délinquance ». Le secrétaire général du Front national justifie par « les carences de l'Etat et des ministres » un dispositif qui ressemble à s'y méprendre à l'organisation de la délation.

Christiane Chombeau (avec Luc Sourlaux à Chartres)

Bruno Mégrét, délégué général du Front national

## « Dans le cadre légal, la préférence nationale ne peut s'exercer que de façon larvée »

« Si vous êtes élu maire de Vitrolles, quels seront les grands axes de votre politique municipale ? »

« Il s'agit d'inverser les phénomènes néfastes. Sur de nombreux sujets, la situation est actuellement pire à Vitrolles que dans le reste du département et du pays. Mon objectif et ma philosophie sont de faire en sorte que, demain, elle soit meilleure. C'est vrai sur les trois principaux enjeux que sont la sécurité publique, l'emploi et l'immigration. Actuellement, il y a plus d'insécurité, plus de chômage et plus d'immigration à Vitrolles qu'ailleurs. »

« Quelles mesures d'urgence seriez-vous susceptible de mettre en œuvre dans le domaine de la sécurité ? »

« L'insécurité est le problème numéro un de Vitrolles. Notre commune est la troisième ville la moins sûre des Bouches-du-Rhône

et la douzième de France, en nombre de délits par tête d'habitant. Eh, je demanderai le renforcement des effectifs de la police nationale, et ma priorité serait de doubler les effectifs de la police municipale, qui sont actuellement de trente-neuf agents. »

« L'objectif serait d'affecter des gens motivés, formés et convenablement sélectionnés pour mener une action de sécurité différenciée de celle qui est conduite aujourd'hui. Actuellement, la police municipale sert essentiellement à combattre le sentiment d'insécurité de la population. Il s'agit surtout d'actions de présence. Il faut que la police municipale ait un rôle moteur, non pas pour combattre le sentiment de l'insécurité, mais pour combattre les délinquants. »

« Quand vous parlez de « sélection convenable », avez-vous en tête des critères particuliers pour celle-ci ? »

« Il s'agit de recruter des policiers

qui soient aptes à affronter les délinquants sur le terrain, par des rondes et des patrouilles plus nombreuses, une présence plus massive, des interventions plus rapides et plus efficaces. Ils devront, si possible, procéder à des interpellations en flagrant délit, mais surtout créer, pour les délinquants, un sentiment d'insécurité qui les incite, si je puis dire, à aller voir ailleurs. »

« Vous rejeteriez ainsi la délinquance en dehors de vos frontières communales ? »

« Exactement. C'est le principe de la préférence. »

« Ce n'est pas très sympathique pour vos voisins... »

« Tant pis pour ceux qui n'ont pas voté Front national ! »

« Sur le terrain de l'emploi, quelle serait votre action ? »

« Le taux de chômage à Vitrolles est plus élevé que dans le reste du département. Cela est dû à la situa-

tion de la zone industrielle de la commune qui, actuellement, se vide. Les départs ne sont pas compensés par des arrivées équivalentes, car la taxe professionnelle est plus lourde qu'ailleurs, l'insécurité est très grande, et aucun aménagement n'a été fait par la municipalité. »

« Mon objectif est d'inverser ce mécanisme en engageant, dès que les finances seront assainies, un processus de baisse de la taxe professionnelle ; en comptant sur les effets bénéfiques de la politique de sécurité ; en lançant une grande politique d'image de marque. Nous tenterons de passer des contrats avec les entreprises sur le thème : « La mairie vous aide, moyennant quoi vous vous engagez à embaucher, en priorité, des Vitrollois. »

« Des Vitrollois, cela signifie-t-il, plus particulièrement, des nationaux ? »

« Sur ce point, la loi ne nous autorise pas à être plus précis. Mais il s'agit d'offrir les emplois disponibles, d'abord, pour une durée de quinze jours par exemple, à un service spécialisé de la mairie, qui collationnera les demandes d'emploi des habitants de Vitrolles, de façon à assurer ce principe de préférence à l'échelon communal. »

« Sur l'immigration, quelles actions un maire peut-il engager ? »

« Je vois deux types d'action. La première consiste à arrêter, autant que possible, l'arrivée de nouveaux immigrés dans la ville, voire de réduire progressivement le nombre d'immigrés déjà présents par l'affectation des logements, en priorité, aux familles françaises. La seconde consiste à appliquer la loi dans toute sa rigueur, c'est-à-dire mettre un terme à un phénomène que j'appelle la préférence étrangère larvée. Ici, beaucoup de nos compatriotes ont le sentiment justifié que la municipalité traite mieux les étrangers que les Français, tant pour le logement que pour l'aide sociale ou les emplois. Cette situation sera, naturellement, supprimée. »

« Lorsqu'un clandestin se manifeste auprès des autorités communales, non seulement il n'obtiendra rien de la commune, mais les actions adéquates seront engagées pour qu'il fasse l'objet d'une procédure d'expulsion. »

« Cette politique d'immigration doit, dans le respect de la loi, entraîner un effet bénéfique important : la situation pour les immigrés étant moins favorable, elle incitera les familles étrangères qui n'habitent pas Vitrolles à ne pas souhaiter y venir, et celles qui y résident à en partir si elles en ont la possibilité. »

« En regard de ce que vous appelez « la préférence étrangère larvée », que veut dire « préférence nationale » dans la gestion d'une commune ? »

« Vous savez bien qu'actuellement elle est illégale. »

« Il n'en demeure pas moins que c'est le thème défendu par le Front national. Comment le mettriez-vous en pratique au niveau communal ? »

« Si l'on veut rester dans le cadre légal, elle ne peut s'exercer que de façon larvée, symétriquement à la préférence étrangère larvée mise en œuvre par certains édiles, comme le maire sortant de Vitrolles. »

« Vous pratiqueriez une préférence nationale souterraine ? »

« Je ne peux pas vous en dire plus. »

« Concrètement, pensez-vous que l'aide sociale municipale doit être réservée aux seuls nationaux ? »

« Sur le plan théorique, le fait qu'elle leur soit réservée en priorité appelle de ma part une réponse positive. Sur le plan pratique, si je suis élu, cette question nécessitera un certain nombre d'études. »

« Pendant la loi interdisant les discriminations fondées sur la nationalité dans le versement des prestations sociales... »

« Absolument. »

« Alors, comment sortiriez-vous de cette contradiction ? »

« Pour l'instant, je ne vous donne pas la réponse. »

« Mais vous en avez une ? »

« J'en ai une, oui. »

« Refuseriez-vous l'inscription d'enfants de parents étrangers dans les écoles primaires ? »

« Ce n'est pas, a priori, comme cela que j'aborderais le problème de l'immigration. »

« Refuseriez-vous des certificats de logement aux résidents étrangers désireux de faire venir en France des membres de leurs familles, comme la loi les y autorise ? »

« Je pense que nous serions extrêmement stricts là-dessus. »

« C'est-à-dire que vous l'interdiriez ? »

« Oui. »

« Imposeriez-vous le respect de la « préférence nationale » aux associations subventionnées par la commune ? »

« Non. Mais on veillera à ce que tout cela reste français. Toutes les associations subventionnées feront l'objet d'une attention particulière. Nous ne subventionnerons pas d'associations étrangères. Les autres devront être contrôlées par des Français, avec une majorité de Français. »

Propos recueillis par Olivier Biffaud

⬆ Du 12 au 19 juin chez Citroën

10 000 F  
de remise  
sur l'AX\* (soit un bâton).



15 000 F si vous bénéficiez de l'aide de l'Etat.  
\* Neuve, dans la limite des stocks disponibles.

CITROËN

PORTES OUVERTES LE WEEK-END DU 17 JUIN

APPEL DU 18 JUIN 1995

NON AUX ESSAIS NUCLEAIRES !

Le Président de la République vient de céder au lobby nucléaire. En décidant la reprise des essais, il bafoue l'esprit du Traité de Non-Prolifération qui appelle les Etats au désarmement nucléaire. D'autres nations risquent de suivre la voie des reniements maintenant ouverte par le pays des Droits de l'Homme.

Les bombes atomiques sont des engins de terreur tournés vers les populations civiles. Nous refusons d'être complices de la préparation de nouveaux Hiroshima. Pour le bien des générations futures, nous refusons les essais nucléaires, réels ou simulés.

Nous ne nous reconnaissons pas dans cette France-là et affirmons notre volonté de résistance.

Associations signataires :

STOP ESSAIS ! - LES VERTS - APPEL DES CENT - PAX-CHRISTI - AGIR ICI - FEMMES POUR LA PAIX - S.O.S. TAHITI - ASSEMBLEE EUROPEENNE DES CITOYENS.

Renseignements : STOP ESSAIS ! Bonnetcombe 12120

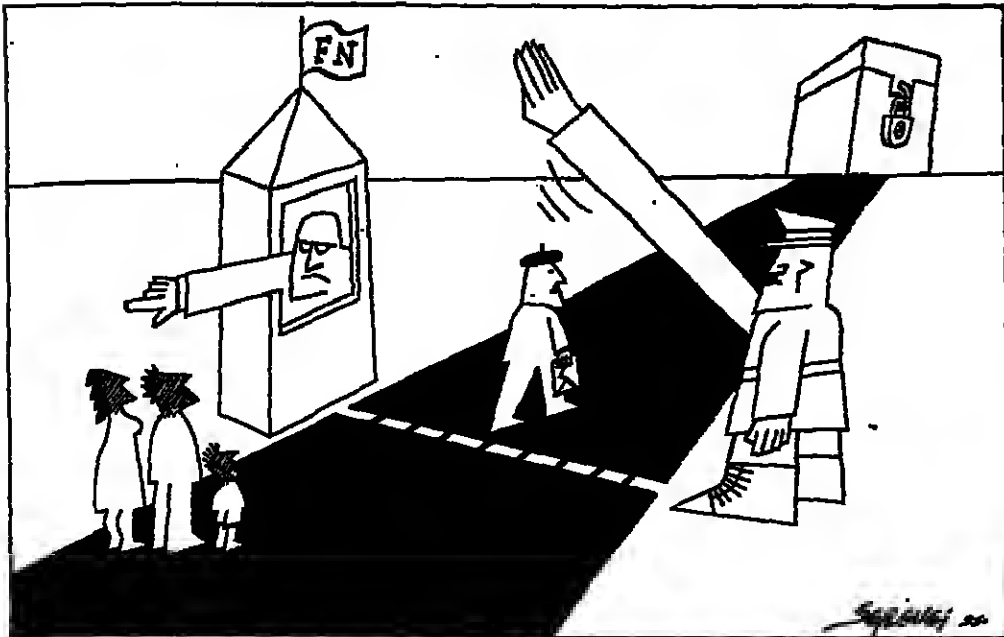
Comps-Lagrangville. Tél : 65.74.13.40.

Scutien financier : CCP M. P. Bovy 18 1907 S Toulouse

"Appel du 18 juin 1995".

سكوتيان من اجل





## Derniers regards sur « Vitrolles-City »

Une urbanisation ratée n'a pas pu résorber le déficit d'identité de la ville

### VITROLLES

Quel que soit le résultat du second tour, les élections municipales auront apporté un surcroît de notoriété, pas forcément enviable, à Vitrolles. En passant sur l'autoroute du Soleil, les vacanciers auront désormais un regard ou une pensée, émue ou compatissante, pour cette ville moyenne des Bouches-du-Rhône, à laquelle la France citoyenne se sera tant intéressée. Depuis le flanc autoroutier de la falaise, on se distingue pourtant presque rien de la cité. Or, si elle n'a pas une « gueule d'atmosphère », sa physionomie éclairée sur sa vulnérabilité.

A Vitrolles, l'urbanisme n'explique pas tout, mais presque. Contrairement aux apparences, la ville nouvelle des années 70 a mal vieilli, et son maire - toujours dynamique, photogénique, branché - n'a peut-être pas suffisamment accompagné le passage de ses caps difficiles. Selon les collaborateurs de Jean-Jacques Anglade, lors de son premier mandat, de 1983 à 1989, la ville et son maire étaient parfaitement en phase, Vitrolles surfait sur « la vague du succès » (son slogan jusqu'en 1992) et promettait même de faire de l'ombre à Marseille. Et puis, après quelques années d'embellie, la crise l'a rattrapée.

Dès lors, pour les trois mille cinq cents chômeurs recensés, le gigantesque centre commercial, coupant en son milieu, par un glissement de parkings, une agglomération

suburbaine mal structurée, est devenu une tentation vaguement provocatrice. La prestigieuse zone industrielle, qui s'essouffait et n'a jamais été très créatrice d'emplois, a cessé de faire rêver. Presque saturée d'images, la ville a, en outre, toujours connu un déficit d'identité qui ne s'est pas résorbé avec l'apparition des problèmes économiques, sociaux et de cohabitation.

### LA VISITE DE BERNARD TAPIE

Les langues vipérides des apprentis sorciers qui colportent, par exemple, que la police municipale ramasse deux cents seringues usagées par jour, alors que le problème de la drogue reste marginal, se plaisent à comparer Vitrolles à Los Angeles sur le plan de la criminalité. Comme si l'on s'y entretrait entre bandes, à coups de fusil, à la pompe ! Intoxication mise à part, si les bords de l'étang de Berre ne valent pas les plages de Venise ou de Malibu, ce rapprochement n'est, urbanistiquement, pas tout à fait absurde. La ville, toute en longueur, avec son autoroute et ses voies rapides, s'étire et se disperse tellement en dizaines de micro-quartiers, lotissements ou îlots de HLM, que, comme à « L.A. », il n'est pas question de vivre ni, surtout, de communiquer sans voiture.

Dans la zone urbaine, pas question de se planter à l'ombre d'un platane centenaire pour écouter bruisser la vie, glaner les confidences de quelque sage, prendre l'air du temps. D'un parking à

l'autre, l'approche de Vitrolles et de ses habitants prend des allures de road movie. Le contact et l'échange sont partout problématiques. Si la ville se flatte de proposer une vingtaine d'hôtels, aucun établissement indépendant n'a échappé au maillage serré des chaînes, à peu près toutes représentées entre deux bretelles d'échangeur on dans le no man's land de la zone aéroportuaire.

Pour les restaurants, même uniformisation à l'américaine. Si vous en avez assez de Courte Paille, vous pouvez toujours aller vous faire cuire un steak chez Buffalo Grill, passer du Quick au Mac Do, de l'Union à la brasserie Kanter ou de la cafétéria d'Ikea à celle de Casino, mais pour dénicher un petit resto provençal, bon vent !

A propos d'américanisation, est-ce un hasard si l'une des dernières images de la campagne locale restera celle d'un Bernard Tapie, le plus hollywoodien des aventuriers de la politique, faux golden boy reconstruit en loser magnétique, roulant de l'œil, des mâchoires et des épaules, devant les adolescents fascinés, pour distribuer quelques bisets et poignées de main au hasard des cages d'escaliers ? Règlement de comptes à Vitrolles-City, ou le retour du justicier-justiciable solitaire s'offrant un bain de foule en guise de cure de jouvence. Le clan Mégret avait tellement peur que, pour ceinturer sa permanence, toute une compagnie de CRS avait été mobilisée...

Robert Belleret

## Aux Mureaux le retrait d'une liste pourrait mettre en échec l'extrême droite

LA LISTE du Front national, menée par Jacques Lecaillon, est arrivée en tête, dimanche 11 juin, au premier tour des élections municipales, avec 29,58 % des suffrages. Le chef de file du RPR, Yannick Dumont, et le maire sortant, Alain Etoré (PS), ont multiplié les réunions de quartier et les rencontres avec la population pour lui faire barrage.

Un premier encouragement est venu, lundi 12 juin, avec le retrait de François Garry, qui, à la tête d'une liste divers gauche, avait obtenu 16,39 % des voix. Ces suffrages devaient, en partie, se reporter au second tour sur la liste d'union de la gauche, conduite par le maire, qui compte aussi sur la mobilisation des 38,35 % d'abstentionnistes du premier tour.

« Face au score du Front national, les gens que nous rencontrons sont catastrophés et ont peur, explique M. Etoré, mais beaucoup nous avouent ne pas être allés voter dimanche. »

### M. ETORE : « JE PARTIRAI »

Même son de cloche du côté de M. Dumont, qui, lui aussi, tente de convaincre, de porte en porte, les abstentionnistes. « C'est vrai qu'une partie des habitants ont peur de l'arrivée, à la tête de la ville, d'un candidat du Front national, commente-t-il, mais, fait nouveau, certains ne se cachent plus d'avoir voté pour l'extrême droite et regrettent, même, que M. Lecaillon n'ait pas fait plus. »

Pour M. Etoré, c'est de la liste d'union de la majorité présidentielle que devrait venir le danger. M. Lecaillon, pour sa part, est assuré de faire son entrée au conseil municipal.

Si, malgré tout, le chef de file de l'extrême droite créait de nouveau la surprise en arrivant en tête, M. Etoré a annoncé qu'il quitterait la ville. « Je suis né aux Mureaux, rappelle-t-il, et j'y ai longtemps enseigné. C'est ma ville. Si la population vote pour l'extrême droite, je n'ai plus rien à y faire et je partirai. »

M. Dumont est tout aussi déterminé : « Si c'est le Front national qui gagne, dit-il, je ne siégerai pas au conseil municipal. »

Jean-Claude Pierrette

## L'augmentation des retraites, en juillet, serait une prime

LE GOUVERNEMENT tiendra la promesse du candidat Jacques Chirac : les pensions des régimes de base augmenteront bien en juillet. Mais pour ne pas créer d'effet report sur 1996 - et ne pas trop peser sur les comptes de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (27 milliards de francs de déficit cumulé sur 1994-1995) -, il envisage le versement d'une prime forfaitaire le mois prochain (250 à 300 francs) ou une augmentation des retraites de l'ordre de 5 % pour le seul mois de juillet. Par ailleurs, Matignon pourrait supprimer la remise forfaitaire de 42 francs qui accompagnait la création de la contribution sociale généralisée (CSG) en 1991. Cette mesure rapporterait environ 7 milliards de francs par an et permettrait de combler partiellement le déficit de l'assurance-vieillesse.

### ELECTIONS MUNICIPALES

■ TOULOUSE : Dominique Baudis (UDF-CDS) a été élu vendredi 16 juin maire de Toulouse, vendredi 16 juin au premier tour, avec une majorité de 57 voix sur 69, réunissant la totalité des voix de sa majorité. Conduite par Jacques Lévy, la liste PS-PC a recueilli 10 voix. Quant au Front national, représenté par Artemisa Maries, il obtenait 2 voix. Le 11 juin, la liste UDF-RPR-Société civile, conduite par Dominique Baudis, avait obtenu 58,62 % des voix, ce qui faisait de lui le mieux élu des grandes villes de France au premier tour. Cette liste comptait en deuxième position François de Veyrinas, secrétaire d'Etat aux quartiers en difficulté.

■ LE CREUSOT : André Billardon (PS), ancien ministre de l'énergie dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy, a été élu vendredi 16 juin maire du Creusot (Saône-et-Loire), par 38 voix contre 6 à son concurrent Jean-Paul Lequin (UDF-PR) et 1 bulletin blanc. Avec plus de 57 % des voix, la liste d'union de la gauche conduite par M. Billardon avait, dès le 11 juin, obtenu 28 sièges au conseil municipal contre 7 à la liste d'union de la droite. Agé de cinquante-cinq ans, André Billardon succède au maire socialiste Camille Dufour, qui ne se représentait pas.

■ AURILLAC : alors qu'elle avait obtenu 28,15 % des suffrages lors du premier tour des élections municipales à Aurillac, la liste RPR-UDF conduite par Michel Joliat a décidé de ne pas être en lice lors du second tour, laissant ainsi aux prises la liste du maire sortant René Souchon (PS) et celle d'Ivon Bec (div. g.). Cette position, prise en dépit des injonctions des instances nationales du RPR, n'a pas été appréciée par tous les responsables cantaliens des deux formations, ni par certains membres de la liste.

### DÉPÊCHES

■ PR : Alain Madelin, ministre de l'économie et des finances, n'est pas candidat à la succession de Gérard Longuet, président du Parti républicain, lors du conseil national prévu le 27 juin. Dans une lettre adressée le 14 juin aux militants du PR, M. Madelin juge « précipitée » l'organisation de ce conseil coïncidant - « et ce n'est pas un hasard » - avec le sommet européen qui se tiendra à Cannes. « Ce sont là des procédés inacceptables », assure M. Madelin, qui invite les militants du PR à la deuxième convention de son propre mouvement, Idées-action, prévue le 21 juin. La décision de M. Madelin devrait faciliter la désignation de François Léotard. Lors de l'élection présidentielle, M. Madelin avait soutenu Jacques Chirac et M. Léotard, Edouard Balladur.

## Vingt-trois nouveaux parlementaires à l'Assemblée et au Sénat

Vingt-deux nouveaux députés et un nouveau sénateur devraient faire leur entrée au Parlement, lundi 19 juin. Il s'agit des suppléants (pour les députés) et du suivant de liste (pour le sénateur) des parlementaires nommés, le 19 mai, dans le gouvernement d'Alain Juppé et qui disposaient d'un mois, soit jusqu'à dimanche minuit, pour choisir entre leur mandat parlementaire et leur portefeuille ministériel (*Le Monde* a publié, dans son édition du 23 mai, la liste de ces nouveaux parlementaires ainsi que leur biographie). Deux autres sièges - ceux d'Hervé Caymard (RPR, Savoie) et de Claude Gosselin (UDF-CDS) - ne seront pourvus qu'au terme de deux élections législatives partielles, puisque ces nouveaux ministres avaient eux-mêmes fait leur entrée à l'Assemblée nationale comme suppléants, respectivement de Michel Barnier et de Jacques Toubon.

## La sagesse, le lancer d'œuf et la réflexion

L'URNE profite à la réflexion. Soyez candidat, vous y verrez plus clair. Dans un entretien au *Lampadaire*, un hebdomadaire voué à la crête par les sans-logis parisiens, Jean Tibéri, le nouveau maire RPR de la capitale, se déclare prêt à rencontrer l'abbé Pierre et à « écouter ses conseils » en matière de logement.

« J'ai toujours eu beaucoup d'admiration et de respect pour lui », ajoute-t-il. Il fut un temps, pas si lointain, où les relations n'étaient pourtant pas des plus cordiales entre l'ancien premier adjoint de Jacques Chirac à la mairie de Paris et l'infatigable abbé. Ce dernier considérait alors que seule sa non-violence pouvait garder d'« envoyer son poing dans la figure » de l'édile, suspecté de lui chercher des croisées en expulsant ses protégés démunis. Moins sérieux que l'abbé, des probables partisans de Jean Tibéri ont fait mouche, avec un œuf lancé à tir tendu sur le costume de

Lionel Jospin, qui faisait campagne vendredi sur le marché de la place des Fêtes. Sans doute plus prévoyant - plus réfléchi, justement ? - Jean Tibéri était venu, lui, en imperméable.

L'urne incite à la dissidence. Cinq socialistes, membres de la liste d'union de la gauche à Levallois-Perret, ont recommandé aux électeurs de ne pas voter pour eux, dimanche 18 juin, mais de reporter leurs voix sur le candidat dissident RPR, Olivier de Chazeaux, qui menace le maire sortant, Patrick Balkany, RPR aussi, ce qui explique tout. « Nous ne renonçons pas à nos valeurs et à nos engagements de gauche, mais face à une situation exceptionnelle nous avons décidé d'appeler à un front républicain », explique-t-il. La nouvelle n'a pas dû déplaire à Jean-François Manol, secrétaire général du RPR. A lire le ton glacial de la lettre de soutien qu'il a adressée - fonction et discipline de parti obligent - à Patrick Balkany, on devine que ses sympathies iraient plus facilement à l'ancien président du comité local de soutien à Jacques Chirac qu'à trop balladurien maire de Levallois-Perret.

LA LEÇON DU PROFESSEUR BAUDIS On n'est toutefois pas égal devant la dissidence. Raymond Leclerc, secrétaire de la 12<sup>e</sup> circonscription du RPR des Bouches-du-Rhône et conseiller municipal sortant de Vitrolles, Fa appris à ses dépens. Pour avoir voté en Bruno Mégret, le candidat du Front national, « un homme de qualité, capable de diriger la ville », il a été purgé d'une exclusion immédiate de son parti.

L'urne incite à la sagesse. Surtout lorsqu'elle s'est montrée bonne fille. Réélu maire de Toulouse dès le pre-

mier tour, Dominique Baudis (UDF) s'est senti autorisé à donner des leçons de civisme à ses vingt-sept camarades, membres du gouvernement et titulaires de listes aux élections municipales. « On ne peut pas cumuler deux mandats électifs comme ceux de maire et de ministre. Une des leçons essentielles du scrutin est qu'un maire doit se consacrer totalement à sa ville », déclare-t-il dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Vieillesse*.

L'urne agace l'industriel. Jeudi, on avait cru comprendre que le PDG d'Eurocopter, une filiale d'Airbus, et de Daimler-Benz installée à Vitrolles, se rangeait aux côtés des adversaires résolus de Bruno Mégret. C'est, en tout cas, ce qu'avait voulu croire le maire socialiste sortant, Jean-Jacques Anglade, et ce qu'il s'était empressé de répandre dans la ville. Vendredi, dément. Les affaires sont les affaires et un maire, quel qu'il soit, est un interlocuteur utile pour un chef d'entreprise. La direction d'Eurocopter a donc publié un communiqué, dans lequel elle se garde bien de prendre parti pour l'un ou l'autre des candidats.

L'urne consterne les agences de voyages. On parle, on parle. On n'arrête pas de voter et on en oublie de voyager. Leur syndicat national a fait savoir que ce secteur a enregistré en avril - l'un des mois les plus propices aux affaires avec ceux de mai et de juin - une baisse brutale de son activité par rapport à l'année précédente. Après ce reflux lié à l'élection présidentielle, on redoute le pire pour juin et ses élections municipales. Il est temps de revenir aux choses sérieuses et de partir en vacances.

Récit de nos correspondants

### Commune de MONTGENEVRE (05)

Approbation de la révision du POS Par délibération en date du 9 juin 1995, le conseil municipal a décidé d'approuver la révision du Plan d'Occupation des Sols communal.

Le dossier de révision du POS approuvé est tenu à la disposition du public en mairie et en préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Du 12 au 19 juin chez Citroën

AX à partir de  
**38900 F\***



Citroën offre une remise de 10000 F à tout acheteur d'une AX\*\*.

\* soit 53900 F moins 10000 F de remise Citroën et les 5000 F de l'aide de l'Etat si vous en bénéficiez. Tarif du 5 avril A.M. 95. Modèle présenté: AX Tonic 1.013 portes. \*\* Neuve, dans la limite des stocks disponibles.



PORTES OUVERTES LE WEEK-END DU 17 JUIN

**JUSTICE** Déjà condamné à deux ans de prison ferme et à cinq ans de privation des droits civiques dans l'affaire des détournements de fonds de Nice-Opéra, Jacques Médecin

comparaît à nouveau, à partir de lundi, devant le tribunal de Grenoble. Prévenu de recel d'abus de biens sociaux et de corruption passive, l'ancien maire de Nice est ac-

cusé d'avoir perçu, entre 1986 et 1990, 4 millions de francs de pots-de-vin de Francis Guillot, PDG de la Serel, une entreprise nicoise spécialisée dans la signalisation et la régulation routière.

● **VENDREDI 16 juin**, la cour d'appel de Grenoble a confirmé le maintien en détention de M. Médecin, qui avait demandé à comparaître libre à ce nouveau pro-

cès. ● **DÉTENU** à la maison d'arrêt de Saint-Quentin-Fallavier (Isère), l'ancien maire a décidé, selon l'un de ses avocats, de ne pas intervenir dans la campagne municipale.

## Le deuxième procès de Jacques Médecin s'ouvre lundi à Grenoble

Après sa condamnation à deux ans de prison ferme pour abus de confiance dans l'affaire Nice-Opéra, l'ancien maire de Nice est jugé pour « recel d'abus de biens sociaux et corruption passive » dans l'affaire de la Serel

LES PROCÈS de Jacques Médecin se suivent... Un mois après avoir été condamné à deux ans de prison ferme, cinq ans de privation des droits civiques et 200 000 francs d'amende, pour abus de confiance dans l'affaire des détournements de fonds de l'ex-association paramunicipale Nice-Opéra, l'ancien maire de Nice comparaît à nouveau à partir de lundi devant le tribunal correctionnel de Grenoble, où il est prévenu cette fois de recel d'abus de biens sociaux et de corruption passive.

Une montagne de documents administratifs et comptables, quinze prévenus, dont, outre Jacques Médecin, son successeur à la mairie de Nice Honoré Ballet : l'affaire dite de la Serel, du nom de cette société nicoise spécialisée dans la signalisation et la régulation routière, avait permis aux enquêteurs, en 1993, de plonger au cœur du

système mis en place par Jacques Médecin. Celui-ci est accusé d'avoir perçu, entre 1986 et 1990, 4 millions de francs de pots-de-vin de Francis Guillot, PDG de la Serel, poursuivi, quant à lui, pour « abus de biens sociaux, faux et usage de faux, et corruption active ».

### DES CAISSES NOIRES

Créé en 1967 par Francis Guillot, un Nçois de cinquante-huit ans dont le père exploitait une petite entreprise d'électricité, le groupe Serel est devenu, en vingt-cinq ans, l'un des leaders européens dans son domaine, comptant jusqu'à plus de trois cents salariés pour un chiffre d'affaires supérieur à 280 millions de francs. Dès l'origine, Francis Guillot a noué des relations privilégiées avec Jacques Médecin, l'entreprise de signalisation trouvant avec la ville de Nice les marchés nécessaires à son es-

sor, soit 70 à 90 millions de francs annuellement.

L'affaire de la Serel proprement dite débute en 1991, à la suite d'une plainte déposée par Francis Guillot contre l'un de ses collaborateurs, soupçonné de puiser dans la caisse de l'entreprise. Gérard Canarie, directeur financier, est mis en examen, mais il révèle de son côté l'existence d'une caisse noire. Devant le doyen des juges d'instruction de Nice, Jean-Paul Renard, le PDG de la Serel, membre du RPR mais aussi proche du Front national, reconnaît avoir versé 14 millions de francs de pots-de-vin à des élus et des fonctionnaires - dont 4 millions à Jacques Médecin - pour l'obtention de marchés publics. Les enquêteurs découvrent également que la SEREL « assurait à ses dirigeants des rémunérations confortables et prenait en charge de nombreuses dé-

penses personnelles ». M. Guillot indique aux policiers du SRPJ de Nice que le système de corruption avait été conçu sous la pression et au profit de Jacques Médecin.

Les caisses noires, découvre-t-on, permettent ainsi de régler des achats personnels, d'objets de

luxure, des factures de voyages lointains... On reproche à Francis Guillot lui-même une croisière Marseille-Nouméa de 167 000 francs aux frais de l'entreprise et le détournement à son profit de 27 millions de francs, ce qu'il nie.

Confronté à Jacques Médecin,

après l'extradition d'Uruguay de ce dernier, en novembre 1994, Francis Guillot se rétracte partiellement et affirme que les 4 millions de francs remis à l'ancien maire de Nice l'ont été au titre de financement politique, rejoignant la version de M. Médecin.

Vendredi 16 juin, la cour d'appel de Grenoble a confirmé le maintien en détention de l'ancien maire de Nice, qui avait demandé à comparaître libre à ce nouveau procès. Il comparait donc détenu, comme Francis Guillot, qui se trouve actuellement en détention provisoire après avoir été mis en examen le 25 mars dans le cadre de l'instruction sur l'affaire des fausses factures dans le secteur du bâtiment et des travaux publics en Ile-de-France (Le Monde du 23 mars).

Jean-Michel Dumay

## Le genre des Bébian nie être l'auteur des quatre assassinats

### LYON

de notre bureau régional

L'exécution méthodique d'une famille « sans histoire » de Saint-André-le-Château (Rhône) garde toujours sa part de mystère. Eric Bruyas, le genre des Bébian retrouvé assassiné avec deux de leurs enfants, mardi 30 mai, dans les débris de leur maison incendiée, a été mis en examen, vendredi 16 juin, pour « assassinats et destruction par incendie ». Mais le mobile de cette tuerie reste inconnu. Ecroué vendredi en fin de matinée à la prison Saint-Joseph de Lyon, Eric Bruyas, vingt-sept ans, époux de Samantha, fille aînée et seule survivante de la famille Bébian, a reconnu l'incendie du pavillon mais nie le quadruple assassinat. Le genre a affirmé aux enquêteurs et au juge qu'il était passé par hasard chez ses beaux-parents le jour du meurtre et que, découvrant les quatre corps, il aurait mis le feu et fait disparaître l'arme pour maquiller un « drame familial » en incendie et protéger ainsi sa femme d'un choc psychologique.

Placé en garde à vue mercredi matin (Le Monde du 17 juin), Eric Bruyas a, au fil des heures, avoué des faits en relation avec la tuerie mais a toujours refusé sa culpabilité. Il a d'abord admis que les bidons d'essence utilisés pour l'incendie lui appartenaient. Puis il a

indiqué l'endroit où avait été jetée l'arme qui aurait été utilisée pour les meurtres. Vendredi matin, les enquêteurs ont repêché dans le Rhône une carabine à canon scé-

Inconnu des services de police, Eric Bruyas, artisan serrurier, avait créé en janvier dernier à Ternay (Rhône) son entreprise, spécialisée dans la réparation de portails électriques. Avec sa femme, Samantha, vingt-cinq ans, et ses trois enfants de huit, cinq et trois ans, il vivait au premier étage d'une maison modeste à Givors, à 7 kilomètres de Saint-André.

### DÉPÔT DE BILAN

Fréquemment, la famille Bébian rendait visite à sa fille. Souvent, Eric Bruyas se rendait dans le pavillon de sa belle-famille pour prendre le café. Le samedi précédant le drame, tous s'étaient réunis chez Eric et Samantha à l'occasion de la fête des mères. Le genre, qui avait dû déposer le bilan dans une affaire, était satisfait de sa nouvelle entreprise, qui dégageait des bénéfices. De leur côté, les époux Bébian avaient contracté une assurance-vie minime et avaient prêté 30 000 francs à Eric.

Vendredi matin, alors que son mari devenait le suspect numéro un, Samantha, considérée par les enquêteurs comme « totalement étrangère à ces crimes », devait faire face à une nou-

velle tragédie, seule avec ses enfants. Dans le petit village de Saint-André, la stupeur a laissé la place à la consternation. « Je pensais bien qu'il s'agissait de quelqu'un de la famille, mais je ne m'attendais pas à ce qu'il soit si proche d'elle », confie la marchande de journaux. Dans le seul bar du village, les « anciens », devant leur ballon de blanc, se disent « choqués ». « Le plus dur, c'est que le genre était aux funérailles. Ça, c'est pas beau. Mais, j'ai versé ma larme parce que la gosse, je la voyais tous les jours partir à l'école », évoque l'un d'eux.

Les enquêteurs ont auditionné plus de cent personnes et procédé à de nombreuses gardes à vue dans l'environnement familial des victimes avant d'arrêter Eric Bruyas. Très vite, ils ont eu la conviction que le meurtrier était un proche de la famille parce qu'il devait connaître les emplois du temps de chacun et que le chien, selon les témoignages des voisins, n'a pas aboyé au cours de l'après-midi où la tuerie a eu lieu.

Décrit par les gendarmes comme un homme « très calme, soignant garder sa sang-froid en toutes circonstances », Eric Bruyas n'a sans doute livré qu'une partie de la vérité.

Sandrine Blanchard

## La justice allemande refuse d'extrader Tarek Falah au Maroc

LE TRIBUNAL SUPRÊME DE BAVIÈRE a refusé, jeudi 15 juin, d'extrader vers le Maroc Tarek Falah, un Franco-Marocain de vingt ans, accusé d'avoir participé à l'attentat de l'Hôtel Atlas-Asni à Marrakech, qui avait fait deux morts le 24 août 1994. Il avait été arrêté en décembre dernier à la frontière entre l'Autriche et l'Allemagne après avoir quitté le Maroc. Le 9 mars, le Tribunal suprême avait autorisé son extradition vers la France, dans le cadre de l'enquête pour « association de malfaiteurs en liaison avec une entreprise terroriste », dirigée par le juge Jean-Louis Bruguière, mais cette décision était bloquée par la demande marocaine.

« Plus qu'un obstacle juridique ne s'oppose dorénavant à l'extradition de mon client vers la France », a déclaré son défenseur, M. Amaud Montebourg. L'avocat assurait que son client, considéré comme le troisième homme du commando de Marrakech, risquait la mort au Maroc, ses deux complices présumés, le Franco-Algérien Stéphane Aït-Idir et le Franco-Marocain Redouane Hammadi, ayant été condamnés à la peine capitale, le 28 janvier, par la cour d'appel de Fès. Il avait reçu le soutien du ministre de la Justice, Jacques Toubon.

## Didier Schuller devrait faire l'objet d'un mandat d'arrêt international

UN MANDAT D'ARRÊT INTERNATIONAL devrait être diffusé prochainement contre Didier Schuller, conseiller général (RPR) de Cligny (Hauts-de-Seine), après les réquisitions favorables prises, vendredi 16 juin, par le parquet de Créteil (Val-de-Marne). Un mandat d'amener avait déjà été délivré vendredi 9 juin contre M. Schuller. Le suppléant du député (RPR) de Levallois-Perret, Patrick Balkany, est absent de France depuis qu'une perquisition a été effectuée à son domicile le 10 février, dans le cadre de l'enquête sur les FLM des Hauts-de-Seine. Un mandat d'arrêt international a été délivré le 13 avril contre sa compagne, Christel Delaval. Les juges d'instruction, Philippe Vandingenen et Serge Portelli, avaient été saisis par un réquisitoire supplétif du parquet de Créteil pour « trafic d'influence, complicité et recel ».

### DÉPÊCHES

■ **AFFAIRES** : le procureur de la République de Lyon a délivré, mardi 13 juin, un réquisitoire supplétif pour recel d'abus de biens sociaux contre Roger Fenech, vice-président (CDS) du conseil général du Rhône, dans l'affaire France Publi-Press. Cette entreprise spécialisée dans l'édition de périodiques gratuits avait fait faillite, laissant, selon les enquêteurs, un tron de 6 millions de francs. Son gérant, Bernard Magnaval, conseiller municipal (CDS) de Villeurbanne, a été mis en examen pour abus de biens sociaux et placé en détention le 28 mars. Il avait reconnu avoir utilisé cette somme pour financer les activités politiques du CDS dans le Rhône. France Publi-Press éditait notamment la revue du club Agir, animé par Roger Fenech.

■ **ÉDUCATION** : le congrès du SGEN-CFDT s'est achevé, vendredi 16 juin à Caen, par la réflexion, à plus de 65 %, de l'équipe dirigeante sortante et de son secrétaire général, Jean-Michel Boullier, récemment promu au bureau national de la confédération. Centré sur « l'emploi, la transformation sociale et la lutte contre l'exclusion », ce congrès s'est déroulé dans un climat « apaisé » après les turbulences qu'avaient connues précédemment ce syndicat d'enseignants et de personnels de l'éducation nationale. Tout en affirmant la nécessité de préserver son identité pour renforcer son implantation, le SGEN s'est prononcé pour « de nouvelles avancées vers la démocratisation de l'enseignement et une évolution du métier d'enseignant ». Dans une motion d'actualité, il a de nouveau affirmé son opposition au projet de référendum, qui représente « un risque de faire passer en force une politique contraire à l'intérêt des jeunes et à l'attente des personnels ».

■ **TOXICOMANIE** : la méthadone sera disponible en pharmacie à partir du lundi 19 juin, a annoncé la direction générale de la santé (DGS) dans un communiqué publié vendredi 16 juin. Ce produit de substitution à l'héroïne était jusqu'alors uniquement délivré dans des centres spécialisés. Une fois « stabilisés », les héroïmanes suivis dans ces centres - moins d'un millier actuellement - pourront désormais poursuivre leur traitement à domicile sur prescription médicale (Le Monde du 7 décembre 1994 et du 23 mars). Ils achèteront leur médicament à « un seul et unique pharmacien, en accord avec le médecin traitant », précise la DGS.

## Six condamnations par contumace pour le meurtre de Chapour Bakhtiar

SIÉGEANT en procédure de contumace, la cour d'assises de Paris, spécialement composée de magistrats, a prononcé vendredi 16 juin des peines de réclusion criminelle à perpétuité à l'encontre de six Iraniens accusés d'avoir participé à l'assassinat de Chapour Bakhtiar, ancien premier ministre du chah, et de son secrétaire, Sorouch Katibeh, commis le 6 août 1991 à Suresnes (Hauts-de-Seine).

La contumace ne concerne que les accusés qui n'ont pu être arrêtés. Ils sont jugés au cours d'une brève audience, sans aucun débat. Créée en 1670, cette procédure est de pure forme car l'accusé doit être rejugué dans des conditions normales s'il est arrêté. Malgré ses aspects dérisoires, la contumace a des effets qui ne sont pas seulement symboliques. Elle prolonge la prescription pendant vingt ans alors que les crimes sont prescrits au terme d'un délai de dix ans. En outre, une condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité peut être un obstacle pour le condamné lors du passage des frontières de certains pays qui lui accordent une force supérieure à celle d'un simple mandat d'arrêt.

L'enquête menée après l'assassinat de Chapour Bakhtiar et de son secrétaire avait permis d'identifier neuf personnes. Arrêtées en Suisse et en France, trois d'entre elles ont été jugées par la cour d'assises spéciale de Paris en novembre 1994. Vahid Razi, reconnu coupable d'avoir participé directement aux crimes, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de dix-huit

ans. Massoud Hendi, ancien responsable du bureau de la télévision iranienne en France, était condamné à dix ans de réclusion criminelle pour avoir participé à l'organisation des assassinats. En revanche, Zeynabeh Sarabadi, fonctionnaire iranien à l'ambassade de Berne, soupçonné d'être un agent chargé de faciliter la fuite des assassins, était acquitté.

Les six autres personnes ont donc été jugées par contumace pour assassinats et association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Il s'agit tout d'abord de Farydoun Boyerhamadi, « le cheval de Troie » qui a permis aux assassins d'entrer très officiellement dans la villa de l'ancien ministre du chah, et de Mohamad Azadi. A ces deux exécutants s'ajoutent les instigateurs du meurtre, qui ont été condamnés pour complicité d'assassinat : l'homme d'affaire Gholam Hossein Shoorideh, Mutsu Edipsay, Nasser Ghasseini et Hossein Shabbar. Ce dernier occupait le poste de directeur de la division satellite du ministère iranien des télécommunications, une administration considérée comme une officine des services de renseignements iraniens.

« Les assassins de Chapour Bakhtiar sont sur les plus hautes marches du pouvoir à Téhéran, souligne à l'audience M. Francis Szpicer, conseil des enfants de l'ancien ministre. Ce soit, en Iran, on saura que la justice française entend aller jusqu'au bout. »

M. P.

## MM. Bayrou et de Boishue refusent la sélection à l'entrée de l'Université

DEPUIS LEUR NOMINATION au gouvernement d'Alain Juppé, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'insertion professionnelle, et Jean de Boishue, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur, s'étaient gardés de toute déclaration publique sur leurs nouvelles responsabilités. Mezzo voce, ils sont sortis d'un et l'autre du mutisme qu'ils s'étaient imposé pour tracer quelques-unes des grandes orientations de leur politique dans le domaine de l'enseignement supérieur, sans en préciser pour autant ni les modalités ni les moyens.

Sur ce point, les premières indications seront fournies à l'occasion du vote de la loi de finances rectificative, qui devrait prendre en compte des crédits supplémentaires, évalués à 1 milliard de francs, correspondant à un ajustement des bourses aux étudiants, à des créations de postes supplémentaires et à des crédits de fonctionnement pour les universités.

Pour sa première prise de contact devant la conférence des présidents d'université (CPU), qu'il préside à quai, M. Bayrou s'est d'abord attaché, jeudi 15 juin, à rassurer ses interlocuteurs. Accompagné des secrétaires d'Etat, Jean de Boishue et Elisabeth Dufourcq pour la recherche, et du nouveau directeur général des enseignements supérieurs, Christian Forestier, il a rappelé, d'emblée, que la démocratisation de l'accès à l'université est une « chance pour

la nation » que le pays doit se donner les moyens d'assurer.

Pour François Bayrou, elle se manifeste dans l'accueil des jeunes bacheliers dans les premiers cycles, qui doivent rester attachés aux universités. Certes, il n'a pas manqué de relever le « gouffre » qui sépare le second cycle secondaire, avec son niveau de réussite important au baccalauréat, et les taux d'échec en DEUG. Avec la mise en œuvre d'un statut social de l'étudiant, la création de nouvelles formations diversifiées devrait être l'une des actions prioritaires du nouveau ministère.

### PROMOTION SOCIALE

Devant le Club Lamennais, où se retrouvent périodiquement les responsables du Conseil national des ingénieurs et scientifiques de France (CNSIF), Jean de Boishue a, de son côté, clairement affirmé, vendredi 16 juin, qu'il n'était pas question d'organiser sous une forme quelconque la sélection du nombre d'étudiants. D'abord, a-t-il précisé, parce que la nation n'en veut pas et qu'un pays qui a le droit de former est un pays qui s'appauvrit.

Devant ce cénacle inquiet de la prolifération du nombre d'écoles et de diplômés, de l'ordre de 25 000 par an pour 17 000 à 18 000 emplois proposés, M. de Boishue a expliqué que, selon lui, l'entrée à l'université est, pour un grand nombre de familles modestes, un « moyen de promotion sociale qu'il ne convient pas de dévaloriser ».

M. D.

مكتبة الصلح



DISPARITIONS

# Youakim Moubarac

Un artisan du dialogue entre le christianisme maronite et l'islam

L'ÉGLISE maronite du Liban vient de perdre l'une de ses plus grandes figures intellectuelles. Avec la disparition du Père Joachim Moubarac, mort le 24 mai à Montpellier (Hérault) et dont les obsèques ont eu lieu le 30 mai à l'abbaye bénédictine de Jouarre (Seine-et-Marne) où il résidait.

Défenseur de l'identité maronite, ce fils et petit-fils de prêtre de la vallée de la Kadicha (il était né le 16 août 1924 à Kfar-Sghab), lui-même ordonné en 1947 après des études à l'université Saint-Joseph de Beyrouth, le Père Moubarac était aussi soucieux de dialogue avec l'orthodoxie et avec l'islam. Fils spirituel de Louis Massignou, il a écrit plusieurs ouvrages sur le dialogue entre christianisme et islam, sur *La Pensée chrétienne et l'islam depuis le Prophète jusqu'à Vatican II*, sur l'his-

toire, la liturgie, la spiritualité de l'Eglise maronite.

Vivant principalement en France, il a été prêtre dans le diocèse de Paris (paroisses Saint-Séverin et Saint-Roch), a enseigné à la Sorbonne, à l'Institut catholique de Paris et à l'université catholique de Louvain. Mais, attaché à un Liban modèle d'une « arabité » juste et moderne où vivaient en paix chrétiens et musulmans, Joachim Moubarac a vécu comme un constant déchirement les quinze années de guerre.

**MILITANT**  
Avocat de longue date de la cause palestinienne, il militait, dans ses livres, dans sa lettre *Libanika* qu'il adressait à de multiples correspondants, dans ses nombreux articles (notamment dans *Le Monde*) contre

toutes les formes d'ingérence d'Israël dans le conflit, mais condamnait tous les intégrismes d'où qu'ils viennent.

En 1990, il rentra à Bkerke pour devenir secrétaire général de l'Assemblée des patriarches et évêques du Liban. Il en revenait moins de trois ans après, quelque peu amer et déçu, figure insaisissable, tourmentée, pèlerin à la recherche d'une « arabité » conciliée avec l'islam et l'arabité, avec la tradition et la modernité, dont la vie entre le Liban et la France, entre la contemplation et l'action aura été un exemple de synthèse entre l'Orient et l'Occident.

Une célébration aura lieu à sa mémoire le mardi 27 juin à 19 heures à l'église Notre-Dame-du-Liban, 17, rue d'Ulm à Paris (5<sup>e</sup>).

H. T.

# Len Karpinski

Un journaliste de la presse russe indépendante

**RÉDACTEUR EN CHEF** de l'hebdomadaire réformateur *Les Nouvelles de Moscou* d'août 1991 à octobre 1993, Len Karpinski est mort, lundi 12 juin, des suites d'une longue maladie dans sa datcha (maison de campagne) des environs de Moscou. Né le 26 novembre 1929 à Moscou, ce jeune journaliste, membre du Komosmol (jeunes communistes), avait gravi rapidement les échelons de la hiérarchie du parti, devenant, à l'âge de trente-trois ans, rédacteur au service de la propagande de la *Prav-*

do. Mais la lune de miel avec le pouvoir soviétique fut de courte durée.

Mis à pied du journal en 1967, pour avoir rédigé un article critique sur le rôle de la censure en URSS, il est exclu du parti quelques années plus tard pour « attitude indigne d'un membre du PCUS ». La période Gorbatchev lui est plus favorable puisqu'il intègre en 1989 la rédaction de l'hebdomadaire *Les Nouvelles de Moscou*, le nouveau tremplin idéologique de la perestroïka. Ardent défenseur des réformes prônées

par Boris Eltsine, il prend la direction de l'hebdomadaire, après le putsch d'août 1991, signal de l'écroulement de l'URSS. En octobre 1993, rongé par les complications d'un diabète, Len Karpinski doit quitter la rédaction. Amputé des deux jambes peu après, cet homme « hors du commun et à l'écoute de tous », selon Tatiana Brodetskaïa, sa collaboratrice, a passé les dernières années de sa vie dans sa datcha.

M. Je.

■ **LOUIS BENARD**, compagnon de la Libération, est mort, mercredi 14 juin, à Cannes (Alpes-Maritimes). Né le 18 juin 1912 à la Réunion, Louis Benard a servi au 1<sup>er</sup> bataillon d'infanterie de marine (BIMA) qui s'est intégré à la 1<sup>re</sup> division de la France libre durant la seconde guerre mondiale. Il est l'un des premiers à devenir compagnon de la Libération, le 7 mars 1941, comme sergent-chef du BIMA. Il quittera l'armée en 1966, avec le grade de commandant. Aux élections législa-

tives de 1968, il est suppléant de Jean Cerez, candidat malheureux à Nice, qui sera nommé préfet et chargé des relations avec la presse à l'Elysée, sous la présidence de Georges Pompidou. Titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et médaillé de la Résistance, Louis Benard était officier de la Légion d'honneur. ■ **IWAN HERSTATT**, ancien banquier allemand, est mort, vendredi 9 juin à Cologne. Il était âgé de 81 ans. La banque qui portait son nom avait fait faillite en 1974 et avait été

fermée sur ordre des autorités. Quarante mille clients fortunés de la région de Cologne avaient ainsi été privés d'une partie de leur patrimoine. Arrêté en 1976 et condamné à deux ans et demi de prison avec sursis pour malversations, Iwan Herstatt n'a jamais cessé de proclamer son innocence, affirmant qu'il avait été trompé par ses cambistes. Il a passé le reste de sa vie à multiplier les procès et à rédiger son autobiographie dans laquelle il se justifiait.

● **Attributions** : un décret relatif aux attributions du secrétaire d'Etat aux transports, Anne-Marie Idrac. Il s'ajoute aux vingt décrets déjà publiés.

● **Intégration** : un décret portant nomination du délégué à l'intégration. Il s'agit de Hamlaoui Mékacha, président du Conseil national des Français musulmans depuis 1991.

aux dix-sept décrets déjà publiés dans le *Journal officiel* du vendredi 9 juin.

● **Intégration** : un décret portant création d'un délégué à l'intégration. Le délégué à l'intégration est placé auprès du ministre chargé de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion.

Au *Journal officiel* du jeudi 15 juin sont publiés :

## AU CARNET DU MONDE

### Mariages

Ambre, Jade et Malauray ont le plaisir d'annoncer le mariage de leurs parents.

Valérie SALMON et Frédéric LEMAITRE, célébré le 17 juin 1995, à Saint-Mandé.

### Décès

**Docteur Lucie CANONNE.**  
Décédée chez elle, à quatre-vingt-deux ans, entourée d'affection et de soins compétents.

4, rue Max Richard, 49000 Angers.

Le bureau national de la MGEN, Le conseil d'administration, ont la tristesse de faire part du décès de

**Michel FLANDRIN**, secrétaire général adjoint (chargé du secteur prévoyance).

L'incinération a eu lieu le 14 juin à Combarieu (31).

■ **M<sup>me</sup> Henri Freundlich**, Francis et Anna, on fils et sa belle-fille, Thomas, on petit-fils adoré, Maurice Freundlich, on frère. Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**Henri FREUNDLICH**, survenu le 15 juin 1995.

L'inhumation aura lieu le mardi 20 juin à l'église de Paris parisien, à 10 h 30. Cet avis tient lieu de faire-part.

■ **M<sup>me</sup> Jean-Marie Humbert**, Ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean-Marie HUMBERT**, survenu le 13 juin 1995, dans sa quarante-cinquième année.

**Raymond MATHIEU**, sous-directeur honoraire des services extérieurs de l'éducation surveillée.

nous a quittés à soixante-huit ans, le 14 juin 1995.

**Andrée Mathieu-Lebreton**, Ses enfants et petit-fils, 24160 Clermont-d'Excideuil.

■ **M<sup>me</sup> Claude PAPY**

ont eu lieu dans l'intimité familiale le mardi 13 juin 1995, au cimetière communal de Begnoux.

En sa mémoire, des dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, 75005 Paris, CCP 434 C Paris.

4, rue des Mathurins, 92220 Bagneux.

■ **Jean-Marie Bockel**, président du conseil d'administration, André Fritz, directeur, Docteur Jean Sengler, président de la commission médicale d'établissement, ont l'immense regret de faire part du décès de

**M. le docteur Henri ZEHACKER**, vice-président du conseil d'administration du centre hospitalier de Mulhouse depuis 1969.

Un dernier hommage lui sera rendu, mardi 20 juin 1995, à 10 heures, en l'église du Sacré-Cœur, rue de Verdun, à Mulhouse.

■ **Erna Mico**, son épouse, Ses fils et leurs épouses, Ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**Gyrola Julien MICO**, survenu le 8 juin 1995, à Paris, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

118, avenue du général Michel-Bisaz, 75012 Paris.

### Remerciements

■ Dans l'impossibilité de répondre individuellement aux condoléances qui leur ont été adressées,

**M<sup>me</sup> Françoise BRUNOIS**

ainsi que

**M. et M<sup>me</sup> Richard BRUNOIS**

remercient chaleureusement tous ceux qui ont bien voulu prendre part à leur deuil cruel.

■ **Mélissa Manchette** remercie sincèrement tous ceux qui se sont associés à sa douleur en ayant une pensée pour son époux.

**Jean-Patrick MANCHETTE**, disparu le 3 juin 1995.

« Si vous êtes dans un lieu de mort, cherchez l'occasion de combattre. » Sun Tzu, *Les Treize Articles*.

■ Le Bureau des élèves de l'Institut d'études politiques de Lyon, ainsi que l'ensemble des étudiants, à l'occasion de la Fête des pères, remercient son directeur.

**M. Georges MUTIN**, pour les quatre-vingt années qu'il a données à l'établissement.

# Roger Zelazny

Un maître de la science-fiction moderne

L'ÉCRIVAIN américain de science-fiction Roger Zelazny est mort, mercredi 14 juin à Santa Fe, des suites d'un cancer. Il était âgé de cinquante-huit ans.

Né le 13 mai 1937 dans l'Ohio, Roger Zelazny a commencé sa carrière d'écrivain de science-fiction en 1962 avec une nouvelle, *Play Passant*, publiée par le magazine *Amazing Stories*, et s'est imposé rapidement, aux côtés de Samuel Delany et de Thomas Disch, comme l'un des figures les plus remarquables du courant new wave qui a révolutionné la science-fiction américaine à la fin des années 60. Son premier roman, *Thi l'immortel*, récit post-apocalyptique où s'ébauche déjà sa veine mythologique, obtint le prix Hugo en 1966, alors que ses nouvelles *Les Portes de son visage*, *Les Lampes de sa bouche* et *He Who Shoves* remportèrent le prix Nebula en 1965 et 1966.

LES « PRINCES D'AMBRE »

Sa réputation s'affirmera encore avec *Le Maître des rêves* en 1966 - qui met en scène un psychiatre « neuroparticipant » utilisant une technique qui lui permet de pénétrer l'esprit de ses patients... à ses risques et périls -, *Seigneurs de lumière* (prix Hugo 1968), *L'île des morts* et *Royaumes d'ombre et de lumière*, où s'affiche avec éclat son intérêt pour les mythologies.

Après *Les Cultivateurs de l'enfer* (1969), un roman apocalyptique qui fut porté à l'écran quelques années plus tard, il se consacre à son œuvre majeure, le cycle des *Princes d'Ambre* (1970-1991) dont les dix volumes figurent parmi les chefs-d'œuvre de la fantasy contemporaine (publiés en français chez Denoël). Roger Zelazny a également signé des romans en collaboration avec Philip K. Dick (*Deus Irae*), Fred Saberhagen ou Robert Shekley, a retrouvé avec *L'Œil du chat* son penchant pour les mythologies, navigé cette fois, et a poursuivi une œuvre de novelliste fréquemment récompensée par des prix Hugo (*Les licornes sont contagieuses*, *24 Views of Mount Fuji*, *Permafrost*) ou Nebula (*Home is the Hangman*).

Avec lui disparaît l'un de ceux qui ont le plus contribué à affiner les qualités littéraires de la science-fiction et à redoubler son inspiration en lui ouvrant les portes des « espaces intérieurs ».

Jacques Baudou

## NOMINATIONS

### DÉFENSE

Le conseil des ministres du mardi 13 juin a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● **Terre**. - Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, les généraux de division Maurice Bonlie (nommé commandant la circonscription militaire de défense de Limoges) et Eugène Audren (nommé directeur de l'enseignement militaire supérieur).

- Sont promus : général de division, les généraux de brigade Pierre Mazars de Mazarn (nommé adjoint au général gouverneur militaire de Lille et commandant la circonscription militaire de défense de Lille), Jean-Pierre Fassier, Robert Renier, Gwenaël Rolland (nommé commandant l'Ecole supérieure et d'application des transmissions), François Mallot, Bernard Barbier, Christian Pignemal, Maurice Godinot et Jean Gélvares (nommé commandant la 2<sup>e</sup> division d'infanterie de montagne : général de brigade, les colonels Yvon Brocher, Michel Muriel (nommé adjoint au général commandant le corps européen), Serge Ménard, Baudouin Pilon, René Leestmans, Flavien de Froissard de Broissia (nommé adjoint au général commandant la circonscription militaire de Limoges), Jean-Pierre Morane, Gérard Coulon, Jean-Louis Mourat, Robert Lafitte, Michel Rondeau, André Lacour, Pierre Dousson (nommé adjoint au général commandant les forces françaises stationnées en Allemagne et la 1<sup>re</sup> division blindée), Daniel Clée, Hubert Hablot (nommé chef du conseil en organisation de l'armée de terre), Gérard Batselle (nommé commandant l'Ecole d'application du train), Pierre-Dominique d'Ornano, Pierre Lang (nommé adjoint au général commandant la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine), et Hugues Bacheze de Lanlay (nommé adjoint au général commandant les organismes de formation de l'armée de terre).

Sont nommés : inspecteur des transmissions, le général de division Jacques Hourroulle, commandant la brigade de transmissions du 3<sup>e</sup> corps d'armée ; le général de brigade Paul Kuntz, commandant l'Ecole nationale des sous-officiers d'active ; le général de brigade Patrick Manificat.

● **Marine**. - Sont promus : commissaire général de première classe, le commissaire général de deuxième classe Pierre Reigner (nommé inspecteur du commissariat de la marine) ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Georges Prud'homme et Jean-Marie Filippi ; commissaire général de deuxième classe, le commissaire en chef de première classe Patrice Guerin.

- Sont nommés : chef de la mission militaire française auprès du commandant en chef des forces al-

liées Sud-Europe, le contre-amiral Etienne Bled-Charreton ; adjoint « logistique » au commandant en chef pour la Méditerranée, commandant la région maritime Méditerranée et major général du port de Toulon, le contre-amiral Pierre Abadie ; directeur des études au collège interarmées de défense, le contre-amiral François de Longueau Saint-Michel ; directeur du commissariat de la marine à Brest, le commissaire général de deuxième classe Bernard de Cadenet.

● **Air**. - Sont nommés : commandant la région aérienne Méditerranée, le général de brigade aérienne Guy Ponliquet ; commandant supérieur des forces armées en Guyane, le général de brigade aérienne Emile Sabath.

● **Gendarmerie**. - Est promu général de brigade, le colonel Pierre Decubber (nommé commandant la circonscription de gendarmerie de Marseille).

- Sont nommés : commandant la circonscription de gendarmerie de Rennes, le général de brigade Georges Robert ; commandant la gendarmerie d'outre-mer, le général de brigade Jean-Pierre Sabathier-Dagès.

● **Contrôle général des armées**. - Est promu contrôleur général des armées, le contrôleur des armées Michel Patenôtre.

■ **LE GÉNÉRAL PHILIPPE VOU- GNY** a été porté à la présidence du comité d'études de la défense nationale, qui publie notamment le mensuel *Défense nationale*. A ce titre, il en sera le directeur. Il succède à Paul-Marie de La Gorce, arrivé au terme de son mandat de six ans. Agé de soixante et un ans, le général d'armée aérienne (cadre de réserve) Philippe Vougy a notamment commandé l'école de l'air de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), puis les forces aériennes stratégiques (FAS). Il a été conseiller du PDG du groupe Aérospatiale, avant d'être chargé de mission auprès de François Mitterrand, à l'Elysée, pour les affaires stratégiques et nucléaires.

## ÉDUCATION NATIONALE

Serge Lasvignes, maître des requêtes au Conseil d'Etat, a été nommé, mardi 13 juin, par le conseil des ministres, directeur des affaires générales, internationales et de la coopération au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'insertion professionnelle. M. Lasvignes succède à Francis Delon, nommé directeur du cabinet de M. Bayrou à ce même ministère (*Le Monde* du 25 mai).

[Né en mars 1954, Serge Lasvignes a intégré le Conseil d'Etat à sa sortie de l'ENA, en février 1983. Depuis mars 1993, il y occupait le poste de commissaire du gouvernement à la section du contentieux et était par ailleurs conseiller juridique du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) depuis mars 1991.

# SOLDES

Tous les jours du lundi 19 au vendredi 23 juin inclus. De 9 h à 18 h sans interruption.



24, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, PARIS 8<sup>e</sup>. TÉL. 40 17 47 17. PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CANTS, CHAUSURES, ÉPONGE, CRISTAL ET ORFÈVRES.

GUIDES

Le Monde de l'éducation

LES MÉTIERS DE L'ENSEIGNEMENT

37€

Disponible en librairies et en grandes surfaces

Le Monde ÉDITIONS

GUIDES

Le Monde de l'éducation

LES MÉTIERS DU SECTEUR SOCIAL

37€

Disponible en librairies et en grandes surfaces

Le Monde ÉDITIONS







هنا نحن

« C'EST le peuple de ce royaume (...) le plus mélangé de diverses nations », note un habitant de Lyon, au XVI<sup>e</sup> siècle, pour expliquer les désordres de sa ville : « Italiens, florentins, genevois, lucquois, allobroges, allemands, hispaniques et autres nations, et fut faite une cité de plusieurs pièces... comme est de couleurs la peau d'un léopard. »

L'écrivain Elias Canetti évoque avec nostalgie, au début de ses *Mémoires*, le mélange qui colorait sa ville natale de Ruschuk, sur les rives du Danube, dans les premières années de ce siècle : « *Hormis les Bulgares, le plus souvent venus de la campagne, il y avait de nombreux Turcs qui vivaient dans un quartier bien à eux, et, juste à côté, le quartier des Sépharades espagnols, le nôtre. On rencontrait des Grecs, des Albanais, des Arméniens, des Tziganes. Les Roumains venaient de l'autre côté du Danube. Ma nourrice était roumaine (...). Il y avait aussi des Russes ici et là (...). La meilleure amie de ma mère était une Russe nommée Olga. Une fois par semaine, des Tziganes s'installaient dans notre cour.* »

Le mot « méti » désigne ordinairement les enfants nés d'une division ethnique clairement tranchée. Mais le métissage peut aussi être un état de culture, un univers mental lié à de telles familles ou de tels milieux, ou plutôt aux choix faits dans ces familles et ces milieux et à l'expérience de l'émigration et du voyage.

Marc Bloch rencontre pour la première fois la question de l'« ethnicité » en réfléchissant aux problèmes de population et de peuplement. La thèse du comte de Boudinville selon laquelle la noblesse française descendait presque tout entière des Francs n'était pour lui qu'une fantasmagorie. Les populations française et anglaise étaient odes d'un métissage de peuples autochtones, de gens venus d'ailleurs et d'envahisseurs. Ces différents groupes ethniques n'étaient certainement pas définis par des caractères raciaux transmis par le sang, mais par une langue, par des coutumes, par des modèles locaux liés à leur histoire. La société féodale était un métissage « bigarré » d'institutions et de pratiques héritées des Germains et des Gallo-Romains (...).

L'occupation nazie et le statut des juifs édité par Vichy imposent à Marc Bloch de repenser l'« ethnicité » et le métissage. Chassé, comme non-aryen, de sa chaire de la Sorbonne, il est néanmoins l'un des onze professeurs d'université autorisés à poursuivre leur enseignement - en zone libre, il est vrai - en reconnaissance des services scientifiques « exceptionnels » rendus à la France.

Bloch apprend, au printemps de 1941, que le Consistoire central de la communauté juive de France ouvrirait à Lyon un bureau d'études qui aurait pour tâche d'examiner la nature du judaïsme et le « problème juif ». Sa première réaction se nourrit d'un franco-judaïsme républicain : « Les Juifs français sont des Français comme les autres, écrit-il à un membre du comité, et, dans leur immense majorité, de bons Français. Donc, point d'étude générale sur le « problème juif », sur les caractéristiques du judaïsme en soi. » La seule documentation qu'il ait pu être légitime de rassembler devait concerner la juste demande de réintégration des citoyens juifs dans la société française ; toute autre aurait donné des armes à ceux qui voulaient « nous cantonner dans [quel] ghetto ».

Le bureau d'études s'ouvre cependant avec un programme plus vaste et avec la collaboration d'historiens juifs et de plusieurs chrétiens. Tout semble indiquer que Bloch a voulu infléchir l'orientation de leurs travaux : un mémorandum de sa main adressé à ce bureau propose l'étude des « différents groupes humains [auxquels] est actuellement attachée l'étiquette juive ». Car il ne fallait pas partir de l'idée que les juifs formaient « une masse homogène, dotée de propriétés semblables et soumise à un même destin ». Il fallait, au contraire, s'intéresser d'abord à la représentation abstraite du juif dans la conscience collective des non-juifs comme des juifs et, après, aux communautés juives concrètement existantes de par le monde, tantôt assimilées et tantôt non assimilées.

Le projet conservé dans les archives de Bloch n'atteste pas seulement un rejet de l'expression « race juive ». Il nous démontre aussi que son auteur avait l'intuition de la diversité des métissages ethniques dans les communautés juives du XIX<sup>e</sup> siècle. La communauté juive française n'était-elle pas elle-même

le résidu d'une fusio de vingt siècles avec la « masse française » ? (...) Les traits de ressemblance qui pouvaient rapprocher les communautés juives par-delà les frontières nationales étaient dus à leur « évolution historique », c'est-à-dire à des pratiques religieuses similaires et aux conséquences des persécutions dont elles avaient été victimes (...).

Le métissage porte un certain type de connaissance à franchir les frontières. Il aide au chevauchement des valeurs et au « patchwork des identités ». Il engendre des conflits dont l'effet de trouble est aussi une force de transformation. Pour l'universitaire indien Homi K. Bhabha, spécialiste des littératures anglophones, l'hybridité hante la culture des élites. Le discours des maîtres coloniaux porte avec lui, bon gré mal gré, la voix des peuples dominés, « qui altère la parole de l'autorité ».

L'hybridité hante la culture des dominés, disent aussi bien ceux qui témoignent pour les populations noires et asiatiques du Royaume-Uni. Cette culture est toute faite de brouillages, de métissages, d'échanges, qui se saisissent de certaines composantes de la culture dominante, transforment leur sens symbolique (...).

Je voudrais maintenant m'attacher à deux cas de métissage cul-

Giovanni Leone, du nom du pape qui l'avait converti. Quelques années plus tard, après la mort de Léon X, Johannes Leo se rend à Bologne, où il travaille à son dictionnaire arabe-hébreu-latin.

Revenu à Rome, il traduit de l'arabe à l'italien le grand récit de ses voyages en Afrique. L'entreprise est achevée en 1526. Vingt-quatre ans plus tard, lors de la publication imprimée de l'ouvrage, son éditeur

Pour l'historien Marc Bloch, il ne fallait pas voir les juifs comme une masse homogène, dotée de propriétés semblables et soumise à un même destin

déclarera que Jean Léon « avait vécu longtemps à Rome », ce qui ne pouvait qu'entraîner ses lecteurs à penser qu'il était resté attaché à la foi chrétienne. En réalité, Jean Léon note dans son manuscrit qu'il espère rentrer en Afrique « sain et sauf de son voyage en Europe ». Tout semble indiquer qu'il en fut ainsi. Léon reprit la mer en direction de Tunis, revint à l'islam, et mourut en Afrique sous le nom d'Hassan Al Wazzan.

La Description de l'Afrique de

versées (...). De ma bouche tu entendras l'arabe, le turc, l'hébreu, le berbère, le castillan, le latin et l'italien vulgaire, car toutes les langues, toutes les prières m'appartiennent. Mais je n'appartiens à aucune. Je ne suis qu'à Dieu et à la terre. »

Mais l'univers mental de Léon ne reste pas aussi indéterminé que cela sous la plume de Maalouf. S'il respecte scrupuleusement les faits attestés relatifs aux voyages de Léon, il leur ajoute d'autres événements qui attachent autrement son per-

son, ils devront le prendre comme tu es, ou te perdre (...). N'hésite jamais à l'éloigner, au-delà de toutes les frontières, de toutes les patries, de toutes les croyances. » (...)

Chez le personnage du XVIII<sup>e</sup> siècle vers lequel je me tourne maintenant, conflit et adaptation culturelle vont en partage. David Cohen Nassy était membre d'une communauté juive qui entra pour environ un tiers dans le peuplement de la colonie hollandaise du Suriname à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les ancêtres de Nassy étaient déjà venus au Suriname un siècle plus tôt : c'était l'une des familles sépharades qui y avaient acquis des plantations de canne à sucre et avaient ouvert une synagogue dans la Savane des Juifs, sur la rive du fleuve Suriname (...). La communauté juive comptait toujours des sépharades - ou membres de la « nation juive portugaise » - comme Nassy préférait les appeler - mais aussi des juifs ashkénazes venus des pays de langue allemande.

Le plus gros de cette communauté juive habitait la cité cosmopolite de Paramaribo, mêlée aux familles réformées hollandaises, aux huguenots français, à des Africains employés comme esclaves domestiques, à d'autres Africains ou mulâtres affranchis, à des luthé-

tiens, ils devront le prendre comme tu es, ou te perdre (...). N'hésite jamais à l'éloigner, au-delà de toutes les frontières, de toutes les patries, de toutes les croyances. » (...)

lui décerner les Africains, ou aux rêches qu'ils pouvaient lui décocher (...). La bibliothèque de David Nassy et la querelle qui opposa les sépharades du Suriname aux juifs mulâtres ont été étudiées pour la première fois par Robert Cohen, tragiquement disparu il y a deux ans. Cohen était issu d'une famille de juifs ashkénazes installée en Hollande depuis des siècles. Pendant la deuxième guerre mondiale et l'occupation allemande de la Hollande, les futurs parents de Robert Cohen furent emmenés alors dans le camp de transit de Westerbork, puis dans le camp de concentration de Theresienstadt. Ils y survécurent et s'y marièrent. Robert Cohen naît après la guerre. Les années passées, il supporte de plus en plus difficilement de vivre en Hollande. Comme le rappelle aujourd'hui son épouse, Cohen ne pouvait pas croire qu'un d'un certain âge sans redouter qu'il ait été l'un de ceux qui avaient envoyé ses parents à Westerbork. Il part poursuivre ses études en Israël, puis aux États-Unis. Après la publication d'une démographie comparée des Antilles et de l'Amérique coloniale, il s'embarque pour une longue enquête, conclue plusieurs années plus tard par son ouvrage sur le Suriname : *Jews in Another Environment*.

Le choix du Suriname, explique-t-il, tient à ce qu'il s'agissait d'un monde complètement étranger à celui que les juifs d'Europe avaient connu. J'ajouterais : au monde de l'Holocauste que ses parents avaient connu. Cohen répète dans son introduction ce que David Nassy avait déjà déclaré à ses lecteurs en 1788 : « *Juridiquement parlant, les juifs du Suriname forment peut-être la communauté juive la plus privilégiée au monde.* » Suivent d'autres différences significatives par rapport à l'Europe, dont un climat plus hostile : la société juive avait traditionnellement été approchée selon les modèles du ghetto ou du *shetl* ; il fallait désormais la resituer dans ses divers (...).

Notre propos a tracé les contours de deux modèles de métissage culturel. Avec Hassan/Léon, il s'agissait d'une stratégie d'interchangeabilité des identités, combinée à la recherche d'une position impartiale. Avec David Nassy, d'identités étroitement imbriquées (les juifs et les Lumière) ou engagées dans un dialogue conflictuel (les juifs et les Antilles). Ces deux modèles ne font certainement pas le tour des multiples figures du métissage culturel. Mais ils nous révèlent ce dont il peut être porteur : de romans, d'idées, d'exigences aussi. Ils montrent enfin pleinement à l'œuvre des processus dont on pourrait peut-être retrouver la trace dans d'autres contextes. Hassan Al Wazzan nous serait-il un guide pour visiter les deux mondes de Rabelais, ce voyageur de l'esprit ?

La méditation historique d'Amin Maalouf et de Robert Cohen - deux personnalités elles-mêmes constituées par l'apport de pays et de langues multiples - éclaire de l'intérieur les figures auxquelles elle s'attache. Non pas que le nomade, l'émigré ou le métis aient un titre particulier à dire le vrai. Marc Bloch, jusque dans les jours sombres de 1941, revendiquait le fait de travail pas quitté la France, « incapable (...) de concevoir une autre [patrie] où [il] puisse respirer l'aise ». L'amertume, le ressentiment, le refus de l'autre peuvent aussi habiter le métis, l'émigré, le nomade. Mais là où les métissages encouragent l'indépendance, favorisent une vision stéréotypée du monde et rendent sensibles les multiples fibres dont une culture se tisse, il est vrai aussi qu'ils peuvent faire un modèle - pour les manières de connaître comme pour les choix de l'action.

Les métissages nous éloignent des autels impurs du nationalisme et des races, ils nous pressent de penser par-delà les frontières, ils nous rappellent le métis qui est en nous-même. Et Babel vaut mieux qu'une langue unique, car les peuples divers dispersés sur la terre ne font pas que se combattre. Ils se rencontrent, ils se mélangent, ils s'échangent, ils se traduisent. Il arrive même qu'ils chantent dans une langue étrangère.

Natalie Zemon Davis est professeur d'histoire moderne à l'université de Princeton. Elle a prononcé le 13 juin, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, la XVII<sup>e</sup> Conférence Marc Bloch, organisée par l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), dont nous publions ici les principaux extraits.

## Métissage culturel



## et méditation historique

par Natalie Zemon Davis

conflits ? Pour chacun des deux exemples, je m'intéresserai aussi aux réactions qu'ils provoquent chez deux individualités de notre siècle, un écrivain et un savant qui passeront eux-mêmes leurs propres frontières nationales et linguistiques. Quelles avancées de l'interprétation nous suggèrera ce pont lancé entre les siècles ?

En 1524, à Bologne, un voyageur lettré, venu d'Afrique du Nord, met la dernière main à son dictionnaire arabe-hébreu-latin. Son nom est Jean-Léon de Médicis, de son premier nom Hassan Ibn Muhammad Al Wazzan. Il est né à Grenade à l'époque de la Reconquête ; il passe à Fez, où son oncle avait des liens avec la dynastie régnante. Il y fait ses études puis s'engage dans une vie de voyages, parfois comme diplomate au service du roi de Fez puis de ses successeurs, les *sharifs* *adid*.

Tombouctou, Gao et le lac Tchad, l'Égypte et le Nil, la mer Rouge jusqu'à l'Arabie, où il fait sans doute le pèlerinage de La Mecque, puis Istanbul, Tripoli, Tunis : il participe sur tout ce parcours aux échanges de présents et aux réceptions de poésies qui ordonnaient le rituel de l'hospitalité africaine et des négociations royales (...).

En 1518, de retour d'Égypte, notre voyageur est capturé par des corsaires près de l'île de Djérba, emmené à Rome et livré au pape Léon X. Incarcéré au château Saint-Ange, Hassan Al Wazzan est catéchisé et reçoit le baptême chrétien en la basilique Saint-Pierre. C'est alors qu'il devient Johannes Leo,

Hassan est le récit d'un métissage culturel. L'auteur va et vient en toute conscience entre la chrétienté et l'islam, entre l'Europe et l'Afrique (...). L'aller-retour de Hassan/Léon entre la chrétienté et l'islam, entre l'Europe chrétienne et l'Afrique est sans rupture.

Dans son roman de 1986 *Léon l'Africain*, le Libanais Amin Maalouf fait, lui aussi, le portrait d'un héros à deux têtes, mais ne lui épargne pas les conflits intérieurs. Fils d'un journaliste et poète, Amin Maalouf devient lui-même journa-

liste, éditeur et romancier après des études de sociologie et d'économie en milieu francophone, à Beyrouth puis à Lyon. Les premiers articles qu'il donne à la presse sont en langue arabe, la langue dans laquelle il écrit son père. Puis Maalouf s'oriente vers d'autres écritures et vers d'autres publics, gagne la France et choisit le français pour raconter le passé et le présent des peuples arabes (...).

Le métissage peut être un état de culture, un univers mental lié aux choix faits dans certaines familles, certains milieux, à l'expérience de l'émigration et du voyage

liste, éditeur et romancier après des études de sociologie et d'économie en milieu francophone, à Beyrouth puis à Lyon. Les premiers articles qu'il donne à la presse sont en langue arabe, la langue dans laquelle il écrit son père. Puis Maalouf s'oriente vers d'autres écritures et vers d'autres publics, gagne la France et choisit le français pour raconter le passé et le présent des peuples arabes (...).

Le livre commence par un autoportrait de Hassan/Léon à l'adresse

Maddalena, née Judith, juive convertie de Grenade, qu'il épouse à Rome et qui lui donne un fils.

Le roman de Maalouf nous une tension qui demeure irrésolue entre les relations de son héros avec ces femmes et le portrait que Hassan fait de lui-même comme d'un nomade (...). Hassan/Léon revient pourtant finalement à Tunis ; il y légue à son fils une double identité : « A Rome, tu étais le fils de l'Africain ; en Afrique, tu seras le fils du Roumi (...). Musulman, juif ou chré-

d'hybridités multiples (...). Le trait d'union le plus étroit entre Nassy, les Noirs et leur culture n'apparaît que fugitivement dans son *Essai historique sur la colonie de Suriname* (1788) : il s'agit des cent « mulâtres et Nègres libres » qui étaient juifs, le plus souvent fils ou filles d'un homme juif et d'une esclave africaine. Les fils étaient circoncis ; filles et garçons recevaient des noms juifs et une éducation juive. Joseph de David Cohen Nassy, Marianne Lévy, Daniel Goedman, Hanna Haron, pour n'en citer que quelques-uns, vérifient bien l'intuition de Maalouf : le Suriname conservé dans les archives de Marc Bloch : la composition « ethnique » des différentes communautés juives varie avec les circonstances (...).

L'univers mental de David Nassy se tisse en fait d'un double métissage. Il lui fallait, d'un côté, composer entre les valeurs revisitées du judaïsme et les croyances qu'il tenait des Lumières : les unes et les autres entraînent en conflit lorsqu'un héros des Lumières, Voltaire par exemple, prononçait des jugements hostiles aux juifs. Il revenait alors à Nassy de démontrer l'irrationalité des vues de Voltaire et leur inconsistance en regard de la vraie philosophie. Mais, d'un autre côté, il devait prendre en compte ses liens multiples avec les Africains et avec leurs valeurs. Dans lesquels l'existence d'une communauté de juifs noirs et mulâtres confierait pour lui une importance particulière. Tout favorable qu'il ait pu être par ailleurs à l'esprit raciste du XVIII<sup>e</sup> siècle, Nassy restait très sensible aux louanges que pouvaient



# Le Monde

## L'embrasement tchétchène

**A**VEC le raid sanglant des combattants tchétchènes sur Boudennovsk, en Russie même, et l'assaut, tout aussi sanglant, donné par les troupes russes contre l'hôpital de la ville, le conflit tchétchène a franchi un nouveau degré dans l'horreur et dans l'absurdité. Aux dizaines de milliers de civils tchétchènes massacrés par l'armée de Moscou, aux villes et aux villages de la République indépendante réduits en cendres, aux soldats russes victimes, eux aussi, d'un combat dont ils ne saisissent souvent pas l'objet, il faut maintenant ajouter, sur cette liste écrite en lettres de sang, les noms des morts et des blessés de Boudennovsk.

Toute prise d'otages est odieuse et doit être condamnée comme telle. Celle de Boudennovsk comme les autres. Il serait tout aussi odieux... et le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, n'en a pas été loin de faire comme si l'attaque de la ville russe par les commandos tchétchènes n'était pas, aussi, la conséquence désastreuse de la politique de guerre et de répression menée par le Kremlin depuis le 11 décembre 1994, date de l'entrée des troupes russes en Tchétchénie. La demande de négociation sur la fin des combats et la recherche d'un nouveau statut pour la Tchétchénie, exigée par le commando mené par Chamil Bassaev, s'est toujours heurtée à une fin de non-recevoir de la part du Kremlin.

Cette négociation est, pourtant, la seule issue possible, comme se révèle nécessaire la reconnaissance d'une auto-

nomie du peuple tchétchène, dont la résistance prouve, à elle seule, la volonté de s'éloigner du giron de Moscou. Cette résistance va continuer, et la prise d'otages de Boudennovsk montre qu'elle risque de prendre des aspects de plus en plus violents et désespérés. La violence et le désespoir de ceux qui savent qu'ils n'ont plus rien à perdre et sont désormais prêts à utiliser tous les moyens, même les plus barbares, pour faire connaître leur cause.

En portant le fer sur le territoire même de la Fédération de Russie, les commandos tchétchènes ont également pris le risque d'embrasement une contrée terriblement fragile. Les menaces des cosaques du Caucase du Nord, toujours prêts à en découdre, à l'égard des réfugiés tchétchènes vivant dans cette région, peuvent être prises au sérieux, comme le risque d'affrontements entre les différents peuples cohabitants dans le nord du Caucase.

A moins d'admettre, une fois pour toutes, que la guerre va continuer avec, comme conséquence inéluctable, de rayer purement et simplement la Tchétchénie de la carte, les Occidentaux ne peuvent plus se contenter de regrets de façade et doivent, avant qu'il ne soit trop tard, peser directement sur Moscou pour exiger la recherche d'une solution pacifique. En utilisant les crimes de Boudennovsk pour absoudre Boris Eltsine des massacres de Grozny et se laver les mains de l'écrasement du peuple tchétchène, l'Europe montrerait, une nouvelle fois, son inconséquence et sa cour-

### AU COURRIER DU MONDE

#### L'ANALYSE ESTHÉTIQUE

L'avis du médiateur « critique des critiques » (*Le Monde* daté 4-5 juin) a ramené l'attention sur la polémique concernant le supposé « divorce » entre le public et les critiques.

Mais on doit constater une fois de plus que la polémique ne porte le plus souvent que sur le contenu. C'est ainsi que les deux lettres publiées sur le film *Une femme française* ont en commun le fait que, si leurs auteurs y mettent en question la critique négative parue dans *Le Monde* du 16 mars, c'est uniquement sous l'angle du scénario, qu'ils paraphrasent, interprètent et commentent de manière aussi administrative que générale, comme si la dramaturgie et la mise en scène n'avaient pas à compter dans le jugement qu'un critique professionnel est appelé à porter sur un film, ce que mon excellent confrère Jean-Michel Frodon a fait avec autant de lucidité que de pertinence.

N'attendre d'un film, ce qui est le cas de l'immense majorité des spectateurs, que le plaisir d'une belle histoire, c'est réduire le cinéma à une fonction d'illustration et la critique à un commentaire littéraire.

La proposition à ignorer le rôle spécifique de la critique en tant qu'analyse esthétique tient sans doute à l'influence néfaste de la télévision en ce qui concerne la perception de l'œuvre: s'il s'agit de films anciens, le média télévisuel en neutralise l'aura dont parlait Walter Benjamin (le télé-spectateur a vu le scénario, il n'a pas vu le film) et, dans le cas des productions récentes, la pression de l'industrie est telle que le style est souvent standardisé et assésé pour correspondre au mode de consommation télévisuel.

Quoi qu'il en soit, les critiques ne doivent pas renoncer à imposer leurs analyses des films en tant qu'œuvres d'art, sous peine de capitulation professionnelle. Certains de vos lecteurs semblent se tromper de journal en attendant autre chose de vos collègues de la rubrique « critique ».

Marcel Martin  
Paris

#### A PROPOS D'UNE FEMME FRANÇAISE

*Le Monde* daté 4-5 juin a publié deux lettres de lecteurs prenant la défense du film de Régis Wargnier *Une femme française*, contre les critiques qui n'ont pas ménagé ce film, ou qui n'en auraient pas compris le sens et la portée. Soit. Mais ces initiatives auraient été plus explicites si *Le Monde* avait précisé que leurs auteurs, Catherine Cohen et Benjamin Stora, avaient collaboré avec Régis Wargnier comme coscénaristes, ce qui n'est pas des spectateurs tout à fait comme les autres.

Antoine Baile  
Paris

#### HISTOIRE D'« A », FABLE MUNICIPALE

La commune d'« A », forte de ses soixante mille habitants, n'est plus un village, n'est pas une ville. Autre chose: de l'« urbain », peut-être!

Dans les années 50, « A » est un petit village rural de la « grande couronne », de quelques milliers d'habitants. Les années 60, c'est le boom des grands ensembles. Le village, décapité par la population, explose. L'équipement et les services suivront mal. Dans les années 80, la gauche traditionnelle au pouvoir plante du logement social au centre; si maladroite-ment que la droite revient, s'empare de la mairie.

La fable commence. D'abord, une éthique: faire de « A » un petit Neully. Tout équipement municipal qui seoit son collectivisme associatif doit être éliminé. Jus- qu'aux noms des rues aux consonances trop rouges: celles-ci sont hargneusement débaptisées! Place aux résidences « pierre de taille », aux trompe-l'œil artistiques, aux bureaux « intelligents ». Commence alors pour « A » l'ère des résidences juteuses. Et la ville, la rue, la rencontre?

Les habitants de longue date ont vu, sous leurs yeux, « A » se transformer en une cité-dortoir « trois étoiles ». La petite-bourgeoisie peu politisée, dépitée par cette bonnite effrénée, s'écarte de la droite traditionnelle et prête une oreille nouvelle aux idées de gauche traditionnelle, empêtrée dans sa langue de bois, mais aux associations de quartier. Elles sont ac-

tives, ces associations. De suspensions de permis en rejet de ZAC, elles tiennent tête à l'excentrique bétonneur au pouvoir.

Excentriques, les 60 millions de francs affectés à la transformation d'un parc municipal en succédané maladroite d'un jardin baroque avec bassins, fontaines et statues en béton moulé. Pour faire chic-Neully. Impavide, la municipalité d'« A » délocalise le conservatoire municipal de musique pour l'implanter loin du centre, entre la voie ferrée et la nationale. Un défi au bon sens.

Excentrique et bétonnant. Les intérêts municipaux n'ont que faire des stratégies nationales. En dehors des étiquettes, on peut lutter pour établir la démocratie locale assoupie, étouffée. Reprendre en main le destin de sa commune, retrouver le droit à la ville doit être l'affaire des habitants. La rue, la flânerie, la rencontre, la solidarité, la fête, ça n'est jamais acquis d'avance.

Face à cet affaiblissement urbanistique, comment ne pas souhaiter un retour à l'urbanité?

Gérard Diétrich-Sainsaulieu, architecte, professeur d'urbanisme, membre de l'association Revivre à Antony

#### CITOYENNETÉ, QUAND TU NOUS TIENS

Originale d'un pays de l'autre rive de la Méditerranée, je viens, à cinquante ans, d'acquiescer la nationalité française. J'ai donc voté à une élection présidentielle pour la première fois de ma vie.

Dans mon pays de naissance, j'ai toujours refusé de voter, parce que je n'avais pas le choix: il n'y avait qu'un candidat, unique, toujours le même, pour plusieurs mandats successifs, à vie, sauf si...

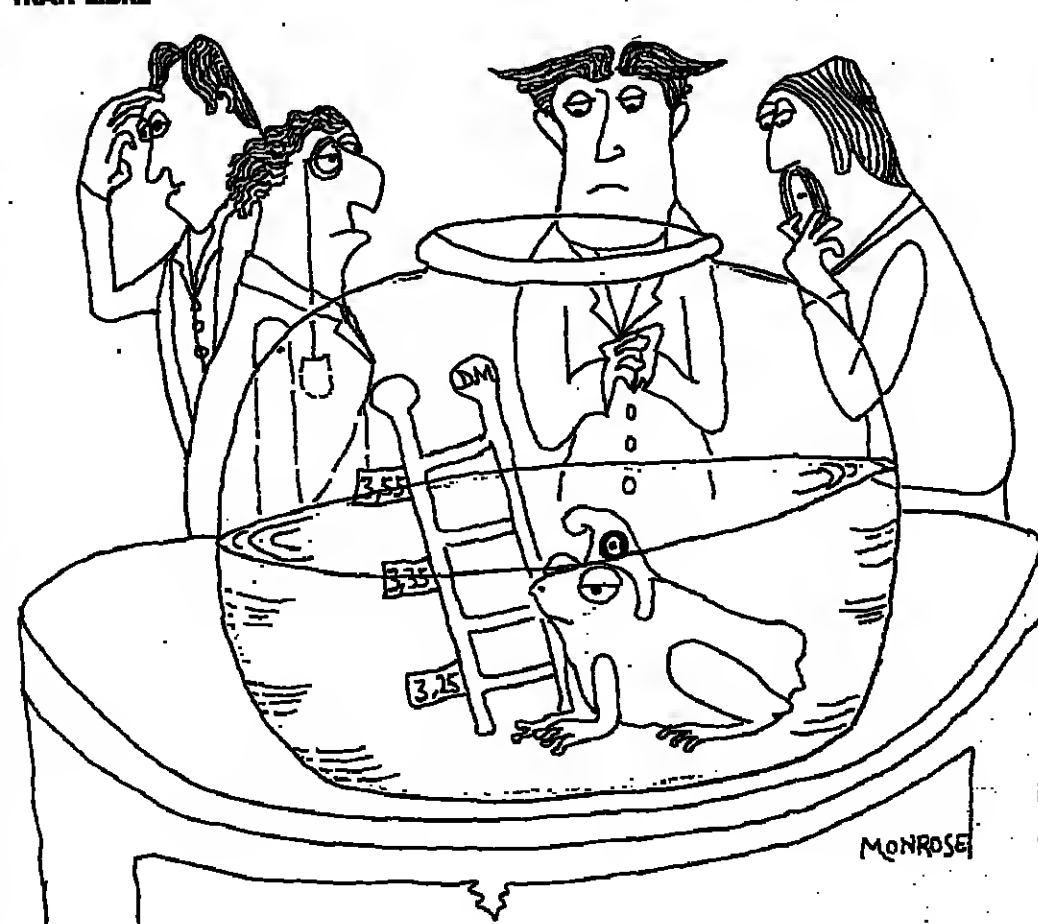
Pourrais-je même pu donner ma voix pour ce candidat, si seulement il n'avait pas été unique. Mais, rien qu'avec sa voix, il pouvait s'auto-déclarer président de la République. N'est-ce pas pratique? Sauf que le scrutin était réduit à un triste simulacre et la démocratie bâouée. Malheureusement, ce n'est pas un cas isolé. Ce qui n'exclut rien, ce qui n'exclut pas l'espoir.

C'est tout ce qu'un simple bulletin de vote vous donne l'impression d'être un citoyen à part entière. C'est aussi la condition première de légitimité d'un élu, fût-ce le chef de l'Etat.

Encore fallait-il que le bulletin de vote soit authentique et qu'il offre un choix réel et qu'il ait été sévèrement pendant si longtemps pour le ressentir aussi intensément? Que c'est bon de voter! Que c'est bon la démocratie! Que c'est bon la France, terre d'accueil, terre de démocratie!

Abou Mehdi  
Ecully, Rhône

#### TRAIT LIBRE



#### LE CURSUS DE ROCARD

Une lettre de lecteur prétendait, en réponse à un point de vue de la page Débats-Horizons, « éclairer une jeune lanterne » (*Le Monde* daté 9-10 avril): cela ne vaut que si l'éclairage évite d'être partiel et partial.

Présenter Michel Rocard comme un rallié au Parti socialiste, parachuté à Conflans et obsédé par l'élection présidentielle, voilà une biographie digne de la campagne électorale d'alors!

Secrétaire national des Etudiants socialistes en 1955, Rocard quitte la SFIO en 1958, lors du ralliement éphémère de Guy Mollet au général de Gaulle. Il participe à la fondation du PSU en 1960. En 1969, Rocard est élu député de la 4<sup>e</sup> circonscription des Yvelines, battant Maurice Couve de Murville. Je ne crois pas que l'ancien premier ministre du général de Gaulle se soit présenté dans une circonscription acquise à la gauche.

Quant au désir d'être président de la République, Rocard l'avait exprimé dès 1969. Quoi de plus normal! A la différence de certains candidats de droite, Rocard n'a jamais joué contre son camp.

Jules Broutin  
Lille

#### LA GRAPHIE DES NOMS JAPONAIS

Il faudrait rectifier le rectificatif paru dans *Le Monde* daté du samedi 8 avril et qui concerne l'orthographe du prénom du chef de la police japonaise, victime d'un attentat le 30 mars dernier.

D'après la photocopie de l'article japonais, son nom de famille est Kunitatsu et son prénom, avec le système Hepburn habituellement utilisé pour la transcription du japonais, doit s'écrire « Takagi ». Comme la lecture des patronymes japonais n'est pas toujours évidente, même pour les japonais, le journal *Asahi* a mentionné, entre parenthèses et au moyen du syllabaire hiragana, la prononciation correcte des deux caractères de ce prénom (taka-gi), car il peut se lire aussi « kô-gi ».

Si on l'écrit « Takagi », ainsi que vous l'indiquez, il devrait normalement se prononcer « takagui ». Comme, en français, la prononciation de « Takagi » est identique à celle de « Takagi », il vaut mieux utiliser la deuxième graphie, plus conforme à l'usage général. De toute façon, aucune des deux n'approche la véritable prononciation, qui est « taka-gi ».

Tout cela peut sembler jeu de puriste ou de maniaque, donc sans grand intérêt. En fait, ce qui frappe le plus dans la presse française, c'est le grand nombre d'erreurs qu'on peut relever dans la graphie des noms japonais, pour ne parler que de cette langue. *Le Monde* est, à cet égard, la publication où il y en a le moins.

Jean Demange  
Paris

#### LE TOILETTAGE DES LOIS SUCCESSORALES

*Le Monde* a récemment évoqué un « toilettage » des lois successorales. Pour une fois, on pourrait à bon droit imiter les Américains, devant lesquels, en général, on bête d'admiration idiote.

Pour les couples mariés sous le

régime de la communauté, aucun droit de succession. Ce ne serait que justice: ils ont travaillé ensemble toute leur vie, donc il est normal que le survivant jouisse pleinement des biens acquis.

Pour les couples mariés avec contrat, on suivra les conditions de celui-ci, qui fait la loi entre les parties, le tout assorti de droits justes. Avec une seule restriction: le survivant se verra, au minimum, assuré de l'usufruit de trois pièces (chambre, cuisine et séjour), même si le domicile est la propriété du défunt. La morale sera sauve et l'équité aussi.

Le passage parents-enfants, ou autres héritiers, est soumis à des droits à calculer « au mieux ».

Raoul J. Michel  
Paris

#### UNE COMMUNAUTÉ DUALE

Les feux de l'information et de l'indignation sont centrés, à juste titre, sur deux sortes d'exclusion. D'une part, les exclus de la société, car elle n'a pas su leur donner une place, et d'autre part, les exclus du monde du travail (les chômeurs), hantés de tous ceux qui travaillent dans le circuit économique privé.

Un nouveau type de communauté « duale » s'installe. D'un côté, ceux de l'emploi privé, qui risquent en permanence l'exclusion ou le chômage. De l'autre, ceux qui sont « garantis des risques » dans l'emploi public, préservés dans un statut bétonné par un accord objectif entre syndicats puissants et Etat.

Sur quels principes d'égalité (ou d'équité) ce déséquilibre se justifie-t-il?

L'emploi public paie-t-il, comme il l'affirme, cette garantie tous risques par un moindre rémunération moyenne globale ou des conditions de travail plus détestables? Rien n'est moins sûr.

Pour l'affirmer il faudrait en effet qu'une étude comparative sérieuse puisse être réalisée en prenant l'opacité de la totalité des rémunérations et avantages divers du public et du privé. Dans ces derniers, il faudrait inclure, évidemment, le nombre des exclus du chômage et leurs indemnités. Le CERC défunt n'a pu, je crois, réussir à le faire.

Le vrai danger de la permanence de cette situation duale trop affirmée est la fascination inspirée par le monde du travail avec « garanties tous risques » à tous les niveaux de responsabilité. Pour créer encore plus de richesses à partager entre tous, il est indispensable de donner, au contraire, à beaucoup de têtes l'envie de prendre des risques.

Bernard Sauvage  
Boulogne, Hauts-de-Seine

#### RECTIFICATIF

##### M. PORTNOI N'A PAS ÉTÉ MIS EN EXAMEN

Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions du 14 juin, à propos d'une enquête judiciaire sur la Générale des eaux, Bernard Portnoi, directeur juridique et des services administratifs de cette société, n'a pas été mis en examen par le juge Prêtre. Nous priions M. Portnoi d'accepter nos excuses.

### SALON DU BOURGET

## Les Etats-Unis dev

A MOINS DE CINQ ANS D'ICI  
En 1994, les Américains ont

## Les ambitions technologiques au réalisme commercial et à la t

La recherche et le développement, les deux piliers de l'innovation, sont au cœur des ambitions technologiques des Etats-Unis. Mais, pour transformer ces ambitions en réalisme commercial, il faut aussi penser à la rentabilité. C'est ce que les Américains ont compris ces dernières années, en particulier dans le domaine des technologies de l'information et des télécommunications.

Les Etats-Unis ont été les premiers à investir massivement dans la recherche et le développement. Cette tradition, héritée de l'ère industrielle, a permis à la nation américaine de devenir le leader mondial dans de nombreux domaines technologiques. Aujourd'hui, cette tradition se poursuit, mais avec une approche plus pragmatique. Les entreprises américaines sont de plus en plus conscientes de l'importance de la rentabilité et de la capacité à commercialiser leurs innovations.

C'est ce qui explique, par exemple, le succès des entreprises américaines dans le domaine des technologies de l'information. Ces entreprises ont su transformer leurs innovations en produits commerciaux viables, ce qui leur a permis de dominer le marché mondial. Elles ont également su attirer des investissements massifs, ce qui leur a permis de financer leurs recherches et leurs développements.

Malgré ces succès, les Etats-Unis ne sont pas satisfaits de leur position actuelle. Ils ont fixé des objectifs ambitieux pour les prochaines années, notamment en matière de recherche et de développement. Ils veulent continuer à être le leader mondial dans les technologies de l'information, mais aussi dans les domaines de l'énergie, de l'espace et de la santé.

Pour atteindre ces objectifs, les Etats-Unis ont mis en place une série de mesures. Ils ont augmenté les dépenses de recherche et de développement, ils ont encouragé les entreprises à innover, et ils ont travaillé à attirer des talents étrangers. Ils ont également travaillé à améliorer leur système éducatif, afin de former une main-d'œuvre qualifiée capable de relever les défis technologiques du futur.

En conclusion, les Etats-Unis ont une longue tradition de recherche et de développement. Cette tradition leur a permis de devenir le leader mondial dans de nombreux domaines technologiques. Aujourd'hui, ils continuent de travailler à maintenir cette position, tout en fixant des objectifs ambitieux pour les prochaines années. Ils ont compris que pour transformer leurs ambitions technologiques en réalisme commercial, il faut aussi penser à la rentabilité. C'est ce qui leur a permis de réussir dans le domaine des technologies de l'information, et c'est ce qu'ils veulent continuer à faire dans les autres domaines.

ملک امنہ ایڈیٹر



## ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 18 - LUNDI 19 JUIN 1995

### SALON DU BOURGET

Le Concorde devant terminer sa carrière entre 2005 et 2010, des recherches sont engagées pour définir l'appareil supersonique qui lui succédera. Compte tenu de

l'étroitesse du marché et du coût de développement - entre 80 et 100 milliards de francs, moteurs non compris - les Etats-Unis et l'Europe, rejoints par le Japon, envisagent une coopération. ● LE

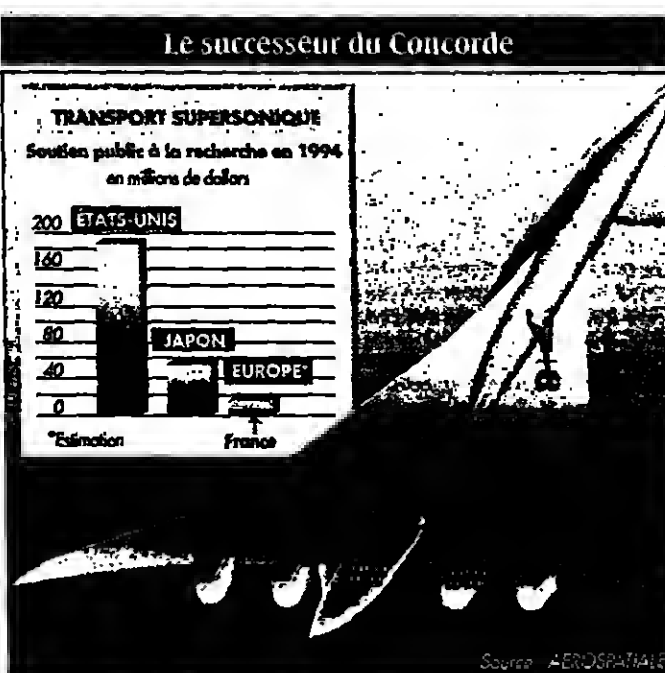


BUDGET (197 millions de dollars) consacré par les Etats-Unis aux recherches leur permet de prendre de l'avance sur l'Europe. ● LA VITESSE du futur avion supersonique, entre Mach 2 et Mach 2,4, restera

proche de celle du Concorde, à cause du coût des alliages à employer pour résister à l'échauffement. ● LE PROTOTYPE du Concorde a été restauré pour être intégré au patrimoine national industriel.

# Les Etats-Unis devançant l'Europe dans la course au supersonique

A moins de quinze ans de l'arrêt de son exploitation, on sait déjà que le Concorde n'aura qu'un seul successeur. En 1994, les Américains ont consacré treize fois plus de crédits que les Européens à la conception d'un avion dépassant Mach 2



Le futur avion supersonique pourrait voler en 2007, à Mach 2 ou Mach 2,4, transportant 250 à 300 passagers.

programme subsonique, selon les Européens. Autant d'éléments qui plaident en faveur d'une coopération transatlantique.

Les Européens (Aérospatiale, British Aerospace et Daimler-Benz Aerospace), d'une part, et les Américains (Boeing et McDonnell Douglas), d'autre part, ont constitué en 1990 un groupe d'études commun. Ce « groupe des cinq » s'est élargi à l'italien Alenia, aux industriels japonais à travers le consortium JAI et au russe Tupolev pour devenir le « groupe des huit ». « Nous comparons notre projet avec celui des Américains pour essayer de définir un produit commun, explique Longin Fourdrinier, directeur des programmes supersoniques et militaires à Aérospatiale. Si le supersonique voit le jour, il y aura inévitablement un partage des responsabilités. »

TRÈS GROS OU TRÈS RAPIDE ?

Mais les industriels n'en sont pas encore là. Pour l'heure, Européens et Américains se jaugent à travers la détermination de leurs gouvernements respectifs. L'aide publique dans la recherche supersonique, en 1994, s'est élevée à moins de 15 millions de dollars en Europe contre 197 millions de dollars aux Etats-Unis et 56 millions de dollars au Japon. Les moyens financiers dégagés pour ce programme outre-Atlantique donnent le vertige aux Français.

La NASA a dépensé 500 millions de dollars entre 1989 et 1993 dans le cadre du programme HSR (High Speed Research). Entre 1994 et 1999, un budget public de 1,5 milliard de dollars ira à une équipe intégrée regroupant dans

un programme civil la NASA, les avions Boeing et McDonnell Douglas, les motoristes General Electric et Pratt et Whitney. Les Américains s'appuient sur les connaissances technologiques des Russes et ont conclu un accord, en septembre 1994, avec le constructeur Tupolev afin d'utiliser le TU 144, l'avion supersonique soviétique. Une campagne d'essais en vol devrait avoir lieu au printemps prochain.

### Vitesse limitée

Selon que l'on considère le projet de Boeing ou celui des Européens, la vitesse projetée du futur avion supersonique varie. Le premier pense pour un avion volant à une vitesse de croisière de Mach 2,4 qui permettrait, par exemple, de faire passer le temps de vol entre Los Angeles et Tokyo de 10 heures et 18 minutes en vitesse subsonique à 4 heures et 18 minutes. Les seconds travaillent sur une vitesse de Mach 2 (identique à celle du Concorde) qui correspond à une division par deux de la durée d'un vol. Ainsi, en dépit de toutes les avancées technologiques, le futur avion supersonique ne réalisera pas un bond en avant dans le domaine de la vitesse. Car, ne pouvant échapper au « bang sonique » lors du franchissement du mur du son, tout successeur du Concorde sera confronté à l'interdiction de survoler les zones habitées à des vitesses supersoniques qui limitent l'usage de celles-ci au survol des océans - comme c'est déjà le cas pour le Concorde - et éventuellement des zones désertiques (comme la Sibérie), ainsi que le réclament les constructeurs.

temps prochains. Les Européens (français et britanniques), qui disposent d'un aéroport technologique grâce au Concorde, arriveront-ils à le conserver ?

« L'Europe reste les deux pieds dans le même sabot et il n'y a pas de dynamique autour de ce programme », déplore Louis Gallois, le PDG d'Aérospatiale. En Europe, gouvernements et industriels peinent à se mettre d'accord.

Les pouvoirs publics britanniques ne se remettent pas du

Martine Larocque

## Les ambitions technologiques sont soumises au réalisme commercial et à la taille de la planète

« AMÉLIORER l'existant », voilà le mot d'ordre des constructeurs. Les ingénieurs ont dû passer leurs rêves au tamis de la crise économique, si bien que la majorité des avions de transport du futur bénéficieront probablement plus d'évolutions technologiques que de véritables révolutions.

En dessous de la vitesse du son, les efforts porteront principalement sur une diminution du poids des appareils, de leur consommation et de la pollution, chimique et sonore. Les turboréacteurs à double flux, apparus dans les années 60, continueront à être utilisés, mais les ingénieurs s'efforcent d'augmenter le taux de dilution - le rapport entre les volumes d'air expulsés et le carburant employé - dont l'optimum, pour les avions de transport, est estimé à 10. Le plus puissant des réacteurs actuellement construits, l'américain GE 90 de General Electric, offre un taux de 8,5.

Les émissions chimiques seront réduites par la généralisation des chambres de combustion à deux états et l'amélioration du mélange air/carburant. La pollution sonore, actuellement située autour de 95 décibels, pourra, elle, être ramenée à 90 dB par des méthodes acoustiques classiques. Mais, au-delà, il faudra trouver des techniques de « contrôle actif » du bruit, en dotant l'appareil d'un dispositif produisant des ondes sonores susceptibles d'annuler celles émises par les moteurs.

PROBLÈME DE TEMPÉRATURE Enfin, la construction de très gros porteurs, transportant de 800 à 1 000 passagers, nécessitera de consolider la structure des appareils, et d'intégrer plus intimement la carlingue à la surface portante. Les programmes supersoniques cumuleront contraintes économiques et environnementales et seront encore plus gourmands en nouvelles technologies. Passer de

Mach 2 - la vitesse du Concorde - à Mach 2,4, comme le prévoient les Américains, nécessite un saut technologique considérable. A Mach 2, les frottements aérodynamiques font monter la température de la « peau » du Concorde à 100°C. A Mach 2,4, elle sera de 180°C environ, bien trop élevée pour l'actuel alliage d'aluminium. Les Américains devront donc utiliser les matériaux de leurs avions secrets de reconnaissance, ou en développer de nouveaux.

Les Européens, qui comptent tripler la durée de vie de leur appareil (20 000 heures aujourd'hui pour le Concorde), devront faire de même. Ils travaillent donc à la fois sur les alliages (inchant du titane) et des composites (carbone-carbone), et espèrent, par la même occasion, gagner 40 % de masse à vide. Cependant, de nombreuses inconnues demeurent sur leur capacité de résistance au vieillissement. Les matériaux composites feront aussi leur entrée dans les moteurs. Mais leurs procédés de fabrication et d'usinage sont très difficiles à maîtriser, et particulièrement coûteux.

Toujours sur la motorisation, la Snecma et Rolls-Royce planchent sur un projet de propulseur à cycle variable, combinant les avantages du double flux pour le vol subsonique avec ceux du simple flux pour le vol supersonique. L'Office national d'études et de recherches aéronautiques (Onera) étudie par ailleurs des systèmes d'aubes solidaires d'un aubeau, et non plus liées à un pas central, ainsi que des paliers magnétiques qui permettent d'éviter les systèmes de lubrification. Les Américains travaillent, eux, plus particulièrement sur l'amélioration des mélanges et de l'injection des gaz propulseurs. Des progrès substantiels pourreraient également être réalisés dans la maintenance, tant des moteurs que des structures. « Il s'agit de concevoir des procédés ou des mo-

dières « intelligentes », capables de donner une idée de l'état d'usure des pièces sans avoir à procéder à une révision complète et systématique, explique Gérard Laruelle, responsable du programme hypersonique chez Aérospatiale. On imagine ainsi l'implantation de fibres optiques permettant d'inspecter les réservoirs, ou l'utilisation de matériaux piézo-électriques (produisant un signal électrique en cas de déformation) qui se « ploieraient » s'ils ont souffert en vol.

### LES JAPONAIS RÊVENT DE MACH 5

Plus prospectif, le transport hypersonique, c'est-à-dire au-delà de Mach 5, à une vitesse où les particules d'air commencent à se dissocier sous l'effet de la chaleur, ne fera pas son apparition avant 2025. Il n'intéresse guère plus que la défense et l'industrie spatiale. Le transport civil n'est prévu que par les Japonais, qui entretiennent un programme de recherche ambitieux.

Mais, si l'on en croit les spécialistes français, le « banc de laboratoire » japonais est plus tourné vers le spatial que vers l'aéronautique, même s'il peut engendrer des retombées intéressantes pour le supersonique. Les industriels occidentaux réagissent pour leur part à se lancer dans des recherches exorbitantes, et à s'attaquer à des « verrous technologiques » jugés insurmontables. D'autant qu'à partir d'une certaine vitesse le globe devient trop petit : l'avion a peine atteint sa vitesse de croisière qu'il lui faut entamer sa descente. Il n'est utilisé à pleine capacité que dans une portion négligeable du vol. « Si l'enjeu consiste seulement à faire gagner quelques heures au passager, il n'est pas rentable de lui proposer des sièges plus confortables pour faire passer le temps. »

Hervé Morin

## La renaissance du Concorde 001

La restauration de l'appareil prototype est presque terminée

« LE CONCORDE, en termes de patrimoine, équivaut bien à un tableau » : conservateur au service de la restauration des Musées de France, Bénédicte Rolland-Villemot défend la préservation du patrimoine industriel. Tandis que ses collègues restaurent des délicats rétables flamands ou d'antiques sculptures grecques, la jeune femme parle avions, automobiles, radars ou machines à vapeur. Quand le Musée de l'air et de l'espace, installé au Bourget, a envisagé la restauration du prototype du Concorde, c'est elle qui a représenté la direction des Musées de France au sein du comité scientifique créé pour cette opération d'envergure. Entré au musée en 1973, le Concorde 001 était en piteux état vingt ans plus tard.

Peinture écaillée et corrosion avancée en bien des endroits, hublots pleins d'eau, fiente de pigeon sur l'empennage, vitres du nez opaques : le pionnier de l'aviation supersonique commerciale, posé sur un parking à l'air libre, accusait les traces des intempéries. L'intérieur de l'avion, ouvert à la visite, ne valait pas mieux. Avant de l'offrir au Musée de l'air et de l'espace, Aérospatiale avait prélevé bon nombre de cadavres. Et des petites pièces ou des morceaux de câbles avaient été dérobés par des visiteurs fétichistes.

### 670 HEURES DE VIE ACTIVE

Le Concorde et en particulier son prototype méritent mieux. Cet appareil représente une page importante du renouveau de l'aviation européenne. Les recherches relatives à sa réalisation ont commencé dans la deuxième moitié des années 50 en France et en Grande-Bretagne. Les deux pays signent un accord en novembre 1962 pour la construction d'un supersonique civil. Les premières pièces sont usinées en 1965 et, le 2 mars 1969, André Turcat, pilote d'essai, réussit le premier vol du prototype 001 à Toulouse-Margat.

La durée de vie active du prototype a été courte : après 396 vols d'essai et 870 heures de vol, le 001 français a pris une retraite précoce le 1<sup>er</sup> août 1973. C'est

André Turcat encore qui le pilota deux mois plus tard jusqu'au Musée de l'air et de l'espace. Par rapport à un appareil de série, le nez pivote différemment, les alliages sont de métaux plus rares, l'intérieur ne comporte pas de sièges, hormis ceux de la cabine de pilotage.

La première étape a consisté à rassembler toute la documentation - papiers, films - sur le Concorde. « Ni Aérospatiale ni son homologue britannique n'avaient conservé toutes leurs archives », regrette Bénédicte Rolland-Villemot. Deux jeunes ingénieurs ont ensuite suivi la longue expertise de l'endommagement de l'avion, confiée à l'Institut polytechnique de Sévran, spécialisé dans les problèmes de corrosion des métaux.

An terme de cette étude physico-chimique, il est apparu que la restauration était difficile mais envisageable. Plusieurs mécènes ont accepté d'aider en argent (Aérospatiale, entre autres), ou en matériel et en main-d'œuvre (Air France, armée de l'air...). Le chantier a démarré en 1994. « Les travaux ont été réalisés à la fois par les ateliers du musée, des peintres professionnels, des appelés de l'armée de l'air, des élèves ingénieurs, notamment des filles, en guise de stage ouvrier », explique Marc Magnin, l'un des deux jeunes ingénieurs embauchés pour la restauration. En s'inspirant des photos d'époque, tous les marquages sous le « ventre » de l'avion ont été recopiés fidèlement. Aujourd'hui, la restauration extérieure est terminée, et l'avion a été présenté au Salon du Bourget. Il reste à terminer l'intérieur et à construire un hangar dans le musée pour protéger l'appareil. Là, à partir de la fin 1995, l'avion emblématique sera prêt pour recevoir la visite des passionnés d'aéronautique.

Le prototype britannique, lui, est depuis longtemps à l'abri d'un hangar à l'Imperial War Museum de Duxford.

Catherine Bédaride

■ PRÉFÉRENCE EUROPÉENNE : le premier ministre, Alain Juppé, visitant le Salon du Bourget, samedi 17 juin, à la veille de la clôture de l'édition 1995, devait demander à la Commission européenne de changer d'attitude pour favoriser les regroupements dans l'industrie aéronautique, et de sortir de sa passivité face à la chute du dollar. Insistait, comme le président Chirac, une semaine avant lui, sur la nécessité d'instaurer la préférence européenne, le premier mi-

■ ARIANESPACE : quatre nouveaux contrats, d'un montant total de 1,6 milliard de francs, ont été annoncés, vendredi 16 juin au Salon du Bourget, par Ariespace. Trois ont été signés avec la Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie, le quatrième concerne le satellite d'observation militaire Hélios 1B, développé par la France avec l'Espagne et l'Italie. Le carnet de commandes d'Ariespace s'élève à 40 lancements pour un montant total de 17,5 milliards de francs.

### LE CURSUS DE ROKARD

Une lettre de lecture posthume, en référence à un poème de Paul Valéry, « L'homme qui s'élève », a été envoyée à la bibliothèque de la ville de Paris par le directeur de la collection de la bibliothèque de la ville de Paris, Jules Broutin.

Proseur Michel Rocard, à la fin de sa vie, a écrit une lettre de lecture posthume, en référence à un poème de Paul Valéry, « L'homme qui s'élève », a été envoyée à la bibliothèque de la ville de Paris par le directeur de la collection de la bibliothèque de la ville de Paris, Jules Broutin.

La qualité d'homme de lettres, reconnue en 1994, a été remise à la bibliothèque de la ville de Paris par le directeur de la collection de la bibliothèque de la ville de Paris, Jules Broutin.

La qualité d'homme de lettres, reconnue en 1994, a été remise à la bibliothèque de la ville de Paris par le directeur de la collection de la bibliothèque de la ville de Paris, Jules Broutin.

### LA GRAPHIE DES NOMS JAPONAIS

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.

La graphie des noms japonais, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels, est souvent source de confusion. C'est pourquoi, le ministère de l'Intérieur a décidé de publier un guide pour aider les citoyens à bien lire et écrire les noms japonais.











## AUJOURD'HUI

SPORTS

## COUPE DU MONDE DE RUGBY

Après le match Afrique du Sud-France, disputé samedi 17 juin à Durban, la deuxième demi-finale de la Coupe du monde opposera l'Angleterre à la Nouvelle-Zélande, di-

manche 18 au Cap. ● VICTORIEUSE du Tournoi des cinq nations, l'Angleterre mise sur l'organisation, la solidarité et la puissance de son pack, qui a usé les champions du monde australiens en quarts de finale,



pour réduire le périmètre de jeu et étouffer le rugby plus complet des Néo-Zélandais. ● LES ALL BLACKS ont fait souffler un vent de fraîcheur sur l'épreuve avec une nouvelle génération de joueurs méconnus,

mais très talentueux. Parmi ces derniers, Jonah Lomu, un puissant ailier de 118,5 kilos, né en Nouvelle-Zélande de parents tongans, pourrait devenir, à vingt ans, la grande star de cette Coupe du monde.

## Le pack anglais défie les All Blacks

Le XV à la Rose compte, dimanche 18 juin au Cap, sur la force et la technique de ses avants et sur l'adresse du butteur Rob Andrew pour contrer les Néo-Zélandais, favoris de cette demi-finale de la Coupe du monde

## LE CAP

de notre envoyé spécial  
Bob Dwyer n'a pas la réputation d'être un homme facilement impressionnable. L'entraîneur australien préfère parler fort, du haut du palmarès de l'équipe wallabie. Cette fois pourtant, sa moustache a frémi. Dimanche 11 juin, sur le stade de Newlands, Dwyer a vu ce qu'il ne pensait jamais voir : un In-croyable monstre blanc à seize pattes qui dévorait ses joueurs, un bloc de granit anglais sur lequel les assauts australiens se fracassèrent invariablement, jusqu'au bout de la fatigue. « Ils vous ferment la porte du jeu pendant de longues périodes, expliquait après la rencontre Bob Dwyer, encore mal remis de la mauvaise surprise. Ils ne vous laissent aucune occasion, si ce n'est de défendre contre leurs maux [regroupements] à répétition. »

Les avants anglais ne sont pas tombés de la dernière pluie. Leur force, leur technique s'ancrent dans une tradition de plus d'une décennie forgée dans la mine du Grand Chelem de 1980. Paul Ackford peut en témoigner. Il a écumé les touches et les mêlées de beaucoup de tournois et celles de la Coupe du monde 1991. Seigneur des airs et du gazan, il régnait sur un pack à l'énorme force collective. « Parmi nous, il y a toujours eu une grande solidarité sur le terrain, rappelle Paul Ackford. J'étais deuxième ligne et je disais au pilier : « Si tu m'as en touche, je te pousserai encore plus fort en mêlée. » C'est exactement la même chose aujourd'hui. » Dans leur version 1995, les huit champions de Jack Rowell, l'entraîneur, possèdent cependant un petit quelque chose de plus qui les rend redoutables et qui provoque la crainte de tous leurs adversaires, jusqu'aux prestigieux All Blacks, qui les affrontent dimanche 18 juin au Cap.

Hors du terrain, il est quasiment impossible d'imaginer des hommes plus différents, aux hobbies plus contradictoires. Qu'y a-t-il de

commun entre Victor Ubogu, le pilier d'origine nigériane, et Martin Johnson, le deuxième ligne de Leicester ? Le premier adore les costumes chics et les sorties à la mode, le second s'est gagné une réputation d'individu timide et peu loquace, plus bavard dans le jeu que dans la vie. Et que dire des différences entre un Brian Moore, cadre supérieur de la City, amateur d'opéra et de diners en ville, et un Tim Rodber, militaire de carrière, très soucieux du service ? Ils viennent des quatre coins de l'Angleterre, certains de clubs où l'attaque a droit de cité, comme Bath, d'autres d'équipes où le jeu d'avants est la loi, comme Leicester ou Northampton.

Pourtant, dès le coup d'envoi, le miracle s'accomplit. Le monstre à

seize pattes renaît, les huit joueurs ne font plus qu'un, formidablement unis au service du rugby anglais et de la botte de leur ouvreuse Rob Andrew. Chacun connaît son rôle et l'interprète à merveille, sous la baguette des deux solistes, Dean Richards et Brian Moore. Richards, le troisième ligne centre, fait fonction de grand organisateur. Jack Rowell, vanté sa intelligence du rugby, qu'il estime bien supérieure à la moyenne.

## ABOIMENTS DE PITBULL

Malgré un fan club qui l'accompagne dans tous ses déplacements, « Deano » garde toujours la tête froide. Il met en ordre des maux au chaque avant arrive à temps et prend position dans un ordre strictement déterminé. Il

choisit les options de jeu dans un secteur aussi sensible que la touche, lieu fétiche de l'orthodoxie anglaise.

Brian Moore a la charge de motiver la troupe. Le talonneur insufflé à ses coéquipiers cette rage de vaincre qui ne l'a pas quitté en huit ans de carrière internationale et soixante sélections. Les aboiments de Moore lui ont valu de peu délicats surnoms empruntés à la race animale, le « bulldog » ou, plus récemment, le « pitbull ». Il n'en a cure. Il persiste à encourager les siens à sa manière, à chasser de ses cris une défaite qui le rend malade. Dans la tension du quart de finale contre l'Australie, cette omniprésente verbale et gestuelle a joué un rôle important dans le maintien du pack anglais, très fatigué en fin de

Pour affirmer leur force, les avants anglais comptent aussi sur leur excellente condition physique et sur leur valeur athlétique. Jack Rowell a obtenu que les clubs se sacrifient pour l'équipe nationale. Les internationaux ont été exemptés de ces rencontres du dimanche où l'on prend parfois plus de mauvais coups que nulle part ailleurs. Ils ont suivi des stages pendant toute l'année. Les rythmes des entraînements et des matches ont été calculés en fonction d'un seul objectif : remporter la Coupe du monde. « Nos avants sont à la fois plus puissants et plus athlétiques qu'à mon époque, reprend Paul Ackford. J'ai été frappé par l'évolution de Martin Bonfield. Au début de sa carrière, il était lourd, statique. Aujourd'hui, il court et parvient même à participer au jeu. »

S'ajoute à cela l'étonnante distorsion entre le discours de Jack Rowell et sa pratique d'entraîneur. Depuis son arrivée à la tête du XV de la Rose, Rowell s'est obstinément présenté comme l'homme qui allait donner un tour plus complet au jeu de l'équipe nationale. Il a fait que renforcer la puissance et l'homogénéité des avants. « Le paradoxe est apparemment, juge Paul Ackford. Rowell sait très bien parler aux joueurs, les critiquer, les motiver. Mais c'est après des avants que son discours passe le mieux. Car, lui-même étant un ancien avant, c'est sur ce secteur de jeu qu'il a les idées les plus claires. » Jack Rowell, le suprême inspirateur du monstre à seize

Pascal Ceaux

## La nouvelle vague néo-zélandaise a la cote des « bookmakers »

## LE CAP

correspondance

Au début de cette Coupe du monde, lorsque les Néo-Zélandais sont arrivés discrètement en Afrique du Sud, personne ne les considérait comme favoris de la compétition. Il n'a fallu que deux matches pour que les avis changent, pour qu'on se rende compte que, grâce aux All Blacks, un vent de fraîcheur était en train de balayer de vieilles habitudes du rugby. Ayant troqué une partie de sa rigueur ancestrale pour un dynamisme échevelé et échangé quelques gloires vieillissantes contre une flopée de jeunes talents inconnus, le XV néo-zélandais est non seulement devenu le favori pour les bookmakers, mais l'équipe préférée des amateurs de beau jeu, la seule qui ait amené quelque chose de nouveau.

Ce sont ces jeunes, ceux qui sont arrivés en Afrique du Sud avec une, voire deux sélections à leur actif, qui se sont tout de suite imposés sur le devant de la scène. « C'est sûr qu'ils ont eu une grosse influence sur notre façon de jouer, confie Brian Lochore, manager général de l'équipe. J'ai toujours dit que ces jeunes sont la clé de notre Coupe du monde. C'est important d'avoir des jeunes joueurs ex-

citants : ils donnent un coup de fouet aux vieux briscards. » Josh Kronfeld, le troisième ligne aile, un surfeur fou qui arbore un casque de boxeur, Glen Osborne l'arrière, Marc Ellis le centre, Andrew Mehrtens l'ouvreur... voilà les nouveaux « baby-Blacks ». Sans parler du plus beau bébé de tous : Jonah Lomu (Le Monde du 30 mai), qui, l'an dernier, lors de sa première sélection contre la France, est devenu à dix-neuf ans et quarante-cinq jours le plus jeune All Black de tous les temps. Signe particulier : il a rasé son sourcil gauche de deux traits verticaux, formant le numéro 11. « Tous les autres ont le numéro dans le dos, dit-il. Avec moi, l'ovale se voit sur mon numéro même de force. »

Le deuxième de cinq frères - les quatre autres jouent à XIII - Lomu, est né de parents tongans en Nouvelle-Zélande, mais a été élevé jusqu'à l'âge de sept ans aux Tonga. Avec ses 118,5 kg et sa vitesse hors du commun, il est très vite devenu la star du Mondial, le bolide de l'aile gauche des Néo-Zélandais. Troublé par les sollicitations de la presse (deux cent vingt appels en quatre jours), il s'est réfugié derrière son casque de walkman, fuyant les questions et écoutant sans relâche du reggae, du rap et du funky

beat. « Pour bien courir, dit-il, j'ai besoin de sentir le rythme. »

A côté de lui, Marc Ellis, déjà sélectionné à l'ouverture contre l'Ecosse et l'Angleterre en 1993, fait figure de vieux. Joueur polyvalent, plein de fougue et de joie de vivre, il a marqué six essais contre le Japon, et, même s'il n'est pas titulaire à part entière, il pourrait avoir sa place dans n'importe quelle équipe du monde. Longs cheveux bouclés, sourire ravageur, l'étudiant d'Otago n'a pas froid aux yeux. C'est lui qui, lors d'une réception à Buckingham Palace pendant la tournée de 1993, a demandé à la princesse Diana si elle ne voulait pas le rejoindre plus tard, dans des circonstances plus intimes.

## L'ARRIÈRE LE PLUS ENTHOUSIASMANT

Plus discret sans doute, mais tout aussi efficace sur le terrain, Glen Osborne est peut-être l'arrière le plus enthousiasmant du monde à l'heure actuelle.

Élevé à la manille du rugby à sept, élu meilleur joueur du tournoi de Hongkong en 1994, il est pénétré de qualités offensives. Fin et rusé, toujours prêt à tenter une relance, c'est le plus « français » des Néo-Zélandais,

un jeune Maori aux tendances latines. A l'ouverture, Andrew Mehrtens est aussi l'une des grandes découvertes de cette Coupe du monde. Agé d'à peine vingt-deux ans, Mehrtens, avec ses cheveux longs et son visage d'enfant de chœur, a joué avec une maturité surprenante, en accumulant les points au pied, en faisant preuve d'une pointe de finesse remarquable et d'un goût réel pour l'attaque à la main. « Mon premier instinct est toujours de tenter le coup, de porter le ballon plutôt que de le taper, confie-t-il. Même si je suis nouveau, les autres joueurs m'ont tout de suite mis en confiance, et je joue comme si j'étais dans mon club ou ma province. » Décontracté, souple et intelligent, Mehrtens est la plaque tournante idéale pour le nouveau jeu des Blacks. « Jusqu'ici les choses se sont bien passées pour moi, mais j'attends encore mon vrai baptême du feu, dit-il en souriant. Après tout, cela m'est peut-être plus facile, parce que je suis nouveau et plus jeune que les autres. Comme ça, le jour où je ferai vraiment un très mauvais match, on dira que c'est parce que je suis jeune et inexpérimenté ! »

Ian Borthwick

## Les 24 Heures du Mans renaissent d'une course plus ouverte

## LE MANS

de notre envoyé spécial

L'Automobile Club de l'Ouest (ACO) avait gagné son pari dès avant le départ de la 63<sup>e</sup> édition des 24 Heures du Mans. Pour la première fois, une journée d'essais pré-qualificatifs a dû, le 30 avril, être organisée. Des essais qui ont permis d'éliminer près de la moitié des quatre-vingt-neuf candidats aux quarante-huit places sur la grille de départ, samedi 17 juin. Ce regain d'intérêt intervient trois ans après un grave échec. Avec seulement vingt-huit voitures en 1992, en raison d'un règlement dicté par la Fédération internationale de l'Automobile (FIA), et taillé sur mesure pour les 905 Peugeot, la course avait présenté le plus maigre plateau de l'après-guerre.

Cette année, pour la première fois depuis 1974, une Ferrari semi-officielle tentera de ranimer la légende. L'élegant prototype jaune devait affronter trois voitures produites par des moteurs fournis par l'usine Porsche : deux sous le nom de Kremer, le préparateur allemand, et la nouvelle C34 de l'écurie man-cello d'Yves Courage, conduite par Mario Andretti. Le plus célèbre des pilotes américains vient chercher, à cinquante-cinq ans, la seule victoire qui manque à son palmarès.

A côté de ces « voitures de sport », d'une configuration très proche de celle du circuit américain, donc économiquement rentables, l'ACO, qui a pris ses distances avec

championnat du monde d'endurance, admet des prototypes monoplace. Avec leurs 600 kilos et leurs 400 chevaux, ils rappellent les « barquettes » des plus belles éditions de l'épreuve. Propulsées par des moteurs Peugeot, les Welter Racing ont créé la surprise en réalisant les deux meilleurs temps des essais (Le Monde du 17 juin). L'ACO entend ainsi montrer aux « amateurs » qu'ils peuvent être compétitifs.

Car la philosophie des organisateurs des 24 Heures tient en un seul mot : « ouverture ». Ils sont prêts à faire courir la voiture électrique sur laquelle travaille Chrysler et, pour quoi pas, une machine à moteur Diesel. « Notre succès a toujours été lié à l'expérimentation de nouvelles technologies, explique Alain Bertaux, président du collège des commissaires et responsable du règlement de l'épreuve. Il tient également à la possibilité pour deux tiers des voitures au départ de gagner la course. »

En accueillant des voitures de grand tourisme produites à un seul exemplaire, aussi compétitives que des prototypes, mais dont la ligne s'inspire de modèles de petite série, l'ACO attire aussi au Mans plusieurs marques japonaises qui ont mesuré l'impact commercial de la victoire de Mazda en 1991. Avec Nissan et Toyota, Honda participe pour la deuxième fois à l'épreuve. Pour 1 million de francs, Honda s'est offert l'affiche officielle qui montre une de ses voitures en tête de la course. L'image n'est cependant pas du goût de ceux qui alignent des prototypes comme Yves Courage : « Le public va-t-il aux 24 Heures du Mans pour voir des voitures qui ressemblent à la série ? »

Christophe de Chenay

## Salt Lake City accueillera les Jeux olympiques d'hiver en 2002

Tous les équipements sont déjà construits

## BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Pour Salt Lake City, désignée vendredi 16 juin à Budapest comme ville d'accueil des Jeux olympiques d'hiver de 2002, c'est la victoire de l'optimisme. Après le rituel de l'ouverture de l'enveloppe par le président du Comité international olympique (CIO), Juan Antonio Samaranch, l'annonce de la victoire américaine a déclenché l'explosion de joie habituelle parmi la délégation de l'Utah présente au Centre international des conférences de Budapest. De la joie, des rires, du soulagement, mais pas vraiment de surprise. Candidate pour la troisième fois, Salt Lake City paraît favorite. Elle n'avait été battue que de quatre voix par Nagano pour l'organisation des Jeux de 1998, vraisemblablement pénalisée par la proximité des Jeux d'Atlanta.

Lois de se décourager, les Américains ont continué à investir dans les installations sportives, au point que la plupart d'entre elles sont d'ores et déjà prêtes. Ainsi, le budget prévisionnel de 4 milliards de francs ne prend en compte aucun équipement. Tous sont déjà en fonctionnement ou en cours de réalisation, comme la piste de bobsleigh et de luge, opérationnelle dès la fin de cette année. La rénovation du campus de l'université de l'Utah, qui servira de village olympique unique, est déjà programmée et budgétée. Il ne restera plus, d'ici à 2002, qu'à construire la portion d'autoroute qui mettra le domaine skiable de Snowbasin à moins de trois quarts d'heure de Salt Lake City, où seront concen-

trés la plupart des autres sites.

Pour une fois, le choix de la ville olympique entre Salt Lake City, Québec, Sion et Osterund (Suède) ne revêtait aucun caractère politique. Les membres de la doct assemblée pouvaient donc se concentrer sur les aspects techniques des différents dossiers. Ce travail leur avait été préparé par la commission d'évaluation du CIO, dont le rapport, publié fin 1994, ne trouvait aucun défaut à la candidature américaine. Le dernier oral, passé vendredi matin par les quatre délégations devant les membres du CIO, n'aura pas suffi à retourner la tendance.

Fait rarissime, Salt Lake City a été élue dès le premier tour par cinquante-quatre voix sur quatre-vingt-neuf votants. La candidature de Québec, dont la présentation, le matin même, fut la plus remarquée, ne convainquit que sept membres. Avec quatorze voix, les Suédois d'Osterund, pour leur troisième tentative consécutive, sont à nouveau bredouilles, tandis que Sion-Vallais, dont c'était le retour après son essai raté de peu en 1970, a retenu également quatorze voix malgré le handicap de l'éclatement géographique de ses sites.

## L'ÂGE DU PRÉSIDENT

Si l'avenir olympique de Salt Lake City est scellé, il n'en est pas de même pour celui de Juan Antonio Samaranch, à la tête du CIO depuis 1980. Son souhait de rester au pouvoir jusqu'en 2001, après les Jeux olympiques de Sydney, a été un peu contrarié au cours de cette 104<sup>e</sup> session. Pour brigner un nou-

veau mandat, en 1997, alors qu'il aura soixante-dix-sept ans, M. Samaranch doit obtenir une modification de la Charte olympique, qui fixe à soixante-quinze ans la limite d'âge des membres du CIO. C'est précisément ce qu'il souhaitait faire valider à Budapest.

Or, si les deux tiers des votants (soixante-deux contre vingt-sept) se sont bien montrés favorables à un changement de cette limite, aucune majorité qualifiée ne s'est dégagée sur la formule de remplacement. Fallait-il placer la barre à soixante-dix-huit ans pour tous les membres ? Seulement pour le président ?

Fallait-il supprimer purement et simplement toute limite d'âge ? C'est cette dernière proposition - promesse de recomposition d'un aréopage de caducques cheus - qui faillit l'emporter, à deux voix près. Les candidats potentiels à la succession de M. Samaranch, ainsi que les partisans d'un mouvement olympique dynamique et rajeuni, l'ont échappé belle.

Toutefois, Juan Antonio Samaranch, qui n'en finit pas de repousser la date de sa « retraite » depuis 1988, ne désarme pas. La question sera à nouveau posée, selon des modalités à définir, lors de la prochaine session, en juillet 1996 à Atlanta. La fin de l'ère Samaranch n'est pas encore fixée, et le Canadien Richard Pound, seul candidat déclaré à la succession, ainsi que la poignée de ceux qui avancent encore masqués devront encore patienter.

Jean-Jacques Bozonnet

## Fabrice Tiozzo champion du monde des mi-lourds

CINQ ANS après son frère Christophe, ancien champion du monde des poids super-moyens (WBA), le boxeur Fabrice Tiozzo (Le Monde du 16 juin) a conquis le titre mondial des mi-lourds (WBC) en battant le Jamaïcain Mike McCallum aux points en douze reprises, vendredi 16 juin à Lyon.

Plus fruste techniquement, le Français a dominé le combat grâce à une meilleure condition physique. Compté au deuxième round pour la première fois de sa carrière, McCallum, qui disputait son dix-septième championnat du monde, a traité le poids de ses trente-huit ans, se contentant de casser le rythme voulu par le Lyonnais. A vingt-six ans, le benjamin du clan Tiozzo compte désormais trente et une victoires et une seule défaite, contre l'Américain Virgil Hill lors d'un premier championnat du monde (WBA) en avril 1993.

## RÉSULTATS

BASKET-BALL	
CHAMPIONNAT D'EUROPE FÉMININ EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	
Quarts de finale	
Italie-Moldavie	74-43
Ukraine-Lituanie	76-72
Slovaquie-République tchèque	85-75
Russie-Croatie	81-72

VOILE	
COURSE DE L'EUROPE	
5 <sup>e</sup> étape	
1. L. Peyron (Fra., Falcioni) ; 2. L. Bourignon (Fra., Sul., Pringaud) ; 3. P. Vatin (Fra., Haute-Normandie) ; 4. F. Joyon (Fra., Banque populaire)	
Classement général provisoire : 1. L. Peyron (Fra., Falcioni), 3 pts ; 2. L. Bourignon (Fra., Sul., Pringaud), 25,4 ; 3. F. Joyon (Fra., Banque populaire), 27,7 ; 4. P. Vatin (Fra., Haute-Normandie), 39,4	















Une rétrospective consacrée à l'un des cinéastes français les plus méconnus

★ Week-end Chris Marker, à partir de 13h30, les 17 et 18, au Studio des Ursulines, 10, rue des Ursulines, Paris 5<sup>e</sup>. A partir de 13h30, le 18, à l'Accatone, 20, rue Guis, Paris 5<sup>e</sup>.

★ Week-end Chris Marker, à partir de 13h30, les 17 et 18, au Studio des Ursulines, 10, rue des Ursulines, Paris 5<sup>e</sup>. A partir de 13h30, le 18, à l'Accatone, 20, rue Guis, Paris 5<sup>e</sup>.

**Abyla et Calpé**, Andrea Battaglia est mort. La compagnie Barocco, pour laquelle il avait travaillé, s'était engagée à faire danser ce tour d'inspiration baroque : Frank Picart, Pascale Poullain et Emma-muse Vo-Dinh en sont les interprètes. Au cours de la même soirée, danseront Christine Van Maerckm, Flavio Torri et Nadège Madeay.

**Dix-Huit Théâtre**, 16, rue George-giette-Agutte, Paris 15<sup>e</sup>. 20 h 30, le 17. M<sup>x</sup> Guy-Maquet. De 50 F à 110 F.

**Jazz amateur festival**  
Quand leurs affères concourent à la Défense, les jeunes amateurs se retrouvent sur une île accessible par pédalo ou barque. Organisée par l'école de Jazz Polynotes (Paris 11<sup>e</sup>), cette manifestation conviviale en plein air reçoit le soir le Belmondo Quintet. Guinguette, restauration, rencontres avec des associations, un air de fête, ille du Martin-Pêcheur, 41, quai Victor-Hugo, 75400 Champigny-sur-Marne. Gratuit. Pour les ateliers de 11 heures à 19 heures, puis concert (de 25 F à 60 F), le 18.

## NOUVEAUX FILMS

67) ; 14-Juillet Odéon

**70-171:** Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23); Publi-  
ci Staint-Germier, 3<sup>e</sup> (36-68-75-55);  
George-V, 8<sup>e</sup> (36-68-43-17); Para-  
mont Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31; 36-  
68-81-09; rés. 40-30-20-10); Gau-  
mont Bastille, 10<sup>e</sup> (36-68-62-53); UGC  
Moulin de la Ville, 11<sup>e</sup> (36-68-62-53;  
5-55; rés. 40-30-20-10); Miramar  
14<sup>e</sup> (36-65-70-38; rés. 40-30-20-10).  
Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41; rés. 40-30-  
20-10); Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (  
36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Pa-  
ris des Vieilles, 15<sup>e</sup> (36-68-60-22); La  
Cité des Enfants Perdus, 16<sup>e</sup> (36-68-  
71-44; rés. 40-30-20-10).  
**LA VIE SEXUELLE DES BELGES**  
Film belge de Jan Suquayé  
14 Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-  
55); Opéra Comique, 4<sup>e</sup> (36-68-69-  
55); Panthéon, 5<sup>e</sup> (43-54-15-04); Bysée,  
Lincoln, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14); Siennendun,  
Montparnasse, 13<sup>e</sup> (36-65-70-38; rés.  
40-30-20-10).

**LES EXCLUSIVITÉS**

A LA CAMPAGNE (Fr.): Épée de Boiss  
5<sup>e</sup> (43-37-57-47); Sept Parmasiens  
14<sup>e</sup> (43-30-32-20).

A LA RECHERCHE DU MARI DE MAR-  
CELLE (Fr.): Épée de Boiss, 5<sup>e</sup>; Sept Par-  
masiens, 14<sup>e</sup> (43-30-32-20).

L'APPAT<sup>1</sup> (Fr.): 14-Juillet Parnasse  
6<sup>e</sup> (43-26-58-00; 36-68-59-02).

AU TRAVERS DES OLIVIERS (Iranien)  
14-Juillet Parnasse, 6<sup>e</sup> (43-26-58-00;  
36-68-59-02).

BEFORE THE RAIN (Fr.-Brit., w.o.) :  
Lucerna, 6<sup>e</sup> (45-44-44-37).

CARRINGTON (Fr.-Brit., w.o.) : Gau-  
mont les Halles, 1<sup>re</sup> (36-68-75-55; rés.  
40-30-20-10); Gaumont Opéra impé-  
rial, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31; 36-68-81-09);  
14-Juillet Hautefeuille, 6<sup>e</sup> (46-33-  
79-38; 36-68-68-12); La Payode, 7<sup>e</sup>  
36-68-75-07; rés. 40-30-20-10); Gau-  
mont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08;  
36-68-75-55; rés. 40-30-20-10);  
14-Juillet Parnasse, 6<sup>e</sup> (46-33-43-47);  
Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81; 36-68-63-  
69-33); Les Nation, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67;  
36-67-71-33; rés. 40-30-20-10); Gau-  
mont Grand Ecran Hallé, 13<sup>e</sup> (36-68-  
75-13; rés. 40-30-20-10); Gaumont  
Opéra Comique, 14<sup>e</sup> (47-42-56-31;  
30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle,  
15<sup>e</sup> (45-75-79-79; 36-68-69-24);  
Mailloir, 17<sup>e</sup> (36-68-31-34); Patz West-  
pal, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22).

CHUNKING EXPRESS (H.-K., w.o.) :  
Les Trois Luxembourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-  
77; 36-65-70-43).

UN CROQUE-MORT (Fr.): Épée de Boiss  
5<sup>e</sup> (43-37-57-47).

LA CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) :  
Gaumont les Halles, 1<sup>re</sup> (36-68-75-55;  
rés. 40-30-20-10); Les Trois Luxem-  
bourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77; 36-65-70-43);  
UGC Danton, 6<sup>e</sup> (36-68-34-21);  
UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-63-70-14);  
36-68-70-14); UGC Normandie,  
14<sup>e</sup> (46-33-43-47); UGC Parisma,  
9<sup>e</sup> (48-24-48-88; rés. 40-30-20-10);  
UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (36-68-21-54).  
Majestic Bastille, 11<sup>e</sup> (36-68-48-58)

**R**ANÇAIS, 9<sup>e</sup> (D6-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Les Montparnos, 14<sup>a</sup> (36-65-70-42; rés. 40-30-20-10).  
**REGARDEZ LES HOMMES TOMBER** (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 6<sup>e</sup> (43-26-48-18).  
**LES RENDEZ-VOUS DE PARIS** (Fr.): ROBERTO ROSSI, 5<sup>e</sup> (43-57-57-47).  
**ROB ROY** (v.o.): Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (48-25-59-83; 36-68-68-12); Gaumont Margny, 3<sup>e</sup> (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Grand Ecran Halle, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13; rés. 40-30-20-10); Le Capitole, 1<sup>er</sup> (45-54-54-85; 36-68-75-79; 36-68-69-24); Gaumont Kinopanorama, 15<sup>e</sup> (43-06-50-30); Métropole 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup> (40-30-20-10); MJC Mallot, 1<sup>er</sup> (40-30-20-10-34).  
**ROSBAUD SAUVAGES** (Fr.): Épi de Bols S, 1<sup>er</sup> (43-57-57-47); 14-Juillet Jarnac, 6<sup>e</sup> (43-26-58-00); 36-68-59-02).  
**SALAM CINÉMA** (français), 9<sup>e</sup>: 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-65-69-23); 14-Juillet Jarnac, 6<sup>e</sup> (43-26-58-00); 36-68-59-02; 36-68-68-12).  
**LES SIÈNCES DU PALAIS** (Nun.-Fr., v.o.): Lucmaerie, 6<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
**SONATINE** (\*\*) [Jap., v.o.]: Les Trois Luxembourg, 6<sup>e</sup> (43-57-57-77); 36-65-

---

VIVE L'ANNOU (Chin., v.o.); Lucmaerie, 6<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
**WAATI** (Fr.-mélien, v.o.): Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (36-65-70-67); Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G, de Beauregard, 6<sup>e</sup> (42-52-67-23); UGC Cinéma du Centre, 1<sup>er</sup> (36-65-70-14); Le Balzac, 4<sup>e</sup> (40-30-10-60); 14-Juillet Bastille, 1<sup>re</sup> (43-57-90-81; 36-68-69-27).

---

**LES REPRISES**

CASABLANCA (A., v.o.): Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5<sup>e</sup> (43-54-51-60).  
 LES 101 DALMATIENS (A., v.f.): Replex, 2<sup>e</sup> (G6-68-70-23); George-V, 2<sup>e</sup> (36-68-43-67); La République, 1<sup>re</sup> (48-05-51-33); Gaumont Gobellins Faveutte, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Denfert, 1<sup>er</sup> (43-24-14-01); Gaumont Marignan, 1<sup>er</sup> (45-54-54-85; 36-68-70-10); Grand Palais, 1<sup>er</sup> (45-54-54-85; rés. 40-30-20-10); Saint-Lambert, 15<sup>e</sup> (45-52-91-68).  
 CITIZEN KANE (A., v.o.): Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5<sup>e</sup> (43-54-51-60).  
 FRONTIERE CHINOISE (A., v.o.): Action Chrétienne, 6<sup>e</sup> (43-29-11-30); 36-65-69-27.

**LETTRE D'UNE INCONNUE** (A., v.o.): Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (43-26-84-65).  
 LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77; 36-65-70-43).  
 ATHELLO (A., v.o.): Grand Action, 5<sup>e</sup> (46-33-97-77); 36-65-70-43; Metropole 17<sup>e</sup> (43-29-78-89; 36-65-70-45).  
 PLATINUM BLONDE (A., v.o.): Le Préfet-MOI TON MARI (A., v.o.): Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5<sup>e</sup> (43-54-51-60).  
 LE BOUT DU BRÛLÉ (Brit., v.o.) (43-54-52-34).  
 RACCROCHÉ, C'EST UNE ERREUR ! (A., v.o.): Refret Médias II, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34).  
 LE TROISIÈME HOMME (Brit., v.o.): Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5<sup>e</sup>.  
 UN VIEUX SUR CANAPÉ (A., v.o.): Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5<sup>e</sup> (43-54-51-60).

---

**LES SPÉCIALES**

BLADE RUNNER (\*\*\*) (A., v.o.): Grand Palais, 15<sup>e</sup> (45-54-54-85; rés. 40-30-20-10) dimanche 18 h 45.  
 BRAZZER (Brit., v.o.): Studio Galande, 5<sup>e</sup> (43-26-94-08; 36-65-72-10; rés. 40-30-20-10) dimanche 16 h 10.  
 LES 54-54-54 (Brit., v.o.) PAS DE COSTARD (A., v.o.): Grand Palais, 15<sup>e</sup> (45-54-54-85; rés. 40-30-20-10) dimanche 19 h 10.  
 LE CHEL PETT ATTENDRE (A., v.o.): Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (43-26-84-65) samedi 21 h 40.  
 LES DAMNÉS (\*\*\*) (It.-A., v.o.): Accotone, 3<sup>e</sup> (46-33-86-86) samedi 21 h 40.  
 EXCALIBUR (A., v.o.): Saint-Lambert, 15<sup>e</sup> (45-52-91-68) samedi 21 h.  
 FAMILY VIEWING (Can., v.o.): Studio Gelende, 5<sup>e</sup> (43-26-94-08; 36-65-72-05; rés. 40-30-20-10) dimanche 22 h.  
 LA POLLE INGÉNUE (A., v.o.): Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (43-26-84-65) dimanche 16 h 40.  
 L'ÊTE NUA (<sup>1</sup>) (A., v.o.): Studio Galande, 5<sup>e</sup> (43-26-94-08; 36-65-72-05; rés. 40-30-20-10) samedi 16 h.  
 MÉTISSÉ (Fr.): 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23) dimanche 10 h 40.  
 MURDER (A., v.o.): 36-68-69-23; 36-68-69-23) dimanche 12 h.  
 LA PARTY (A., v.o.): Refret Médias II, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34) dimanche 12 h 10.  
 PINK FLOYD THE WALL (Brit., v.o.): 14-Juillet Jarnac, 6<sup>e</sup> (43-26-58-00) samedi 21 h 40.  
 LE TAMBOUR (\*\*) [All., v.o.): Denfert, 1<sup>er</sup> (43-24-14-01) dimanche 22 h 10.  
 LE TAMBOUR (\*\*) [All., v.o.): Accotone,

0 h, 13 h; La Banquière, mar 10 h; L'Appât, mar 13 h; César et Rosalie, mar 12 h; Le Plus Bel Age, mar 15 h 15;  
L'Etrange Noël de M. Jack, mar 15 h 15; Le Vieux Fusil, mar 15 h 15;  
Max et les Ferrailleurs, mar 15 h 15;  
Mac 22 h; Les 13 Fils d'Alejo, mar 22 h; L'important c'est d'aimer, mar 22 h.

**DOCUMENTAIRE SUR GRAND ÉCRAN**  
(v.o.), L'Entrepôt, 1<sup>er</sup> (45-43-61-63). Arthur Honegger, dim. 16 h; Brasseur Unbound, dim. 17 h 30; Gimme Shelter, sept. dim. 19 h 30, 22 h.

**FAS A L'ECRAN** (v.o.), Institut du monde arabe, 5<sup>e</sup> (40-51-39-39). Orient sur Saïne, sam. 10 h, 18 h, dim. 10 h, 18 h, mar 10 h, 18 h.

**FAS A L'ECRAN** (v.o.), Institut du monde arabe, 5<sup>e</sup> (40-51-39-39), Caenné arabe, mar 10 h, 18 h; Agade, mar 15 h; La Cri du cœur, dim. 17 h.

**HOMMAGE À JAMES IVORY** (v.o.), L'Entrepôt, 1<sup>er</sup> (45-43-61-63). Maurice, sam. 16 h 30, dim. 14 h, lun. 16 h 30, mar 16 h 30; André et Joëlle, dim. 19 h, lun. 21 h 30, mar 19 h; Retour à Howards End, sam. 19 h, dim. 16 h 30, lun. 14 h, mar. 21 h 30; Les Vestiges du jour, sam. 14 h, dim. 21 h 30, lun. 19 h, mar. 16 h 30.

**L'ENTREPÔT**, 1<sup>er</sup> (45-43-61-63). Family Life, sam. 16 h, dim. 14 h, lun. 18 h, mar. 16 h; Hidden Agenda, mar. 14 h, 22 h; Riff Raff, lun. 14 h; Rainy Stones, lun. 16 h, mar. 18 h.

**LES INÉDITS D'ITALIA** (v.o.), Septième art, 1<sup>er</sup> (44-78-86). Condolmine, sam. 18 h, dim. 14 h; Nero, sam. 22 h, dim. 16 h, lun. 14 h; Una storia semplice, sam. 14 h, dim. 18 h; L'Air paisible de l'Occident, sam. 16 h, dim. 20 h; Verso sud, sam. 18 h.

**JOURNAUX FILMS**, Centre-Pompidou, Studio 5-Cinéma du Musée, 4<sup>e</sup> (44-78-12-33). Le Dit de l'escalator, sam. 18 h; Portrait dit. 18 h; Passion, dim. 20 h.

**JOURNÉE ATJERS** (v.o.) Part 2, 2<sup>e</sup> (44-78-86). Le Mystère Picasso, sam. 15 h 15; Le Songe de la lumière, dim. 14 h.

**LUMIÈRES D'ESPAGNE-LUN MOIS DE CINEMA ESPAÑOL** (v.o.), Latina, 4<sup>e</sup> (42-78-48-86). Cría Cuervos, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Le Janfante, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; El Sur, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; 27 Horas, mar 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Las Palabras de Max, sam. 14 h, 16 h, 18 h; La Chasse, sam. 20 h, 22 h; Taelo, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Pascual y el gato, mar. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; A un Dieu Inconnu, mar. 16 h 30, 18 h, 21 h 30.

**MARIA KOLEVA FILMS**, Cinécho Vidéo, 5<sup>e</sup> (47-00-61-31). Isabelle et les 27 voleurs, une leçon, sam. 18 h; dim. 17 h, lun. 18 h, mar. 18 h; Annie Varon, mar. 18 h; Les 13 Fils d'Alejo, mar. 22 h; John, le fils d'un homme, mar. 22 h; John, le fils d'un homme sur terre, dim.; Claude-Annie Vitès s'amuse avec Gauguin et Brecht, lun. 20 h; Paroles tues ou aimer à Paris en étranger, sam. 18 h; L'Etat des bonheurs permanents, dim. 19 h.

**ORCHESTRE SYMPHONIQUE NATIONAL ORCHESTRA**, Auditorium du Louvre, 1<sup>er</sup> (40-20-52-99). 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> Symphonie de Beethoven, sam. 14 h; 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Symphonie de Beethoven, sam. 16 h; Boulez dirige Debussy, sam. 18 h.

ven, *Héroïque*, sam. 20 h 30 ; 6°  
« Pastorale » et 7° Symphonie de  
Beethoven, dim. 14 h ; 8° et 9° sym-  
phonies de Beethoven, dim. 16 h ;  
concerto pour violoncelle op.  
85 d'Egar, dim. 18 h ; Stravinsky di-  
rige Stravinsky, dim. 20 h 30.

OSHIMA MON AMOURCHOU (v.o.),  
Bastille, 11° (43-07-48-60). Contes  
cruels de la jeunesse, sam. 13 h,  
dim. 15 h, mar. 16 h, ven. 18 h,  
13 h, 14 h 50, mar. 13 h, 14 h 50 : en-  
fernement du soleil, sam. 16 h 40,  
18 h 30, dim. 16 h 40, 18 h 30, lun.  
16 h 40, 18 h 30, mar. 16 h 40,  
18 h 30 ; Les Plaisirs de la chair, sam.  
20 h 20, 22 h 10, dim. 20 h 20,  
22 h 10, mar. 20 h 20, 22 h 10 ;  
20 h 20, 22 h 10.

QUATRE TRÈS LOUIS-CLOUTZOT,  
Reffet Médics, salle Louis-Voult, 5°  
(43-54-42-34). Quel des Orfèvres,  
sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, mar.  
16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Le Corbeau,  
dim. 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; L'as-  
sassin habite au 21, lun. 14 h, 16 h,  
18 h, 20 h, 22 h.

SÉQUENCE CAPITALE (v.o.), L'Entre-  
pôt, 14° (43-43-41-63). Zabriskie  
point, lun. 20 h.

SPINER (v.o.), Gaumont Ki-  
noparorama, 15° (43-06-50-50). 2001,  
l'Odyssée de l'espace, sam. 0 h 30.

SAINTE DIRK SOGARDE (v.o.), Grand  
Paroiss, 15° (45-54-46-85). Le Cavalier  
noir, mar. 19 h, 21 h.

SEX AND THE MEDIA (v.o.), SEX, RACE  
AND THE MEDIA (v.o.), American  
Center, 12° (43-74-77-77). Zen tout le  
mort, sam. 19 h.

UNE LUE PRÉSENTE DIX COEURTS MÉ-  
TRAGES, Racine Odéon, 4° (43-26-19-  
19).

WEEK-END CHRIS MARKER, Accatone, 55 (46-33-86-86). Sans soleil, 10e, 14h; Junktopia, 16h 15; Le grand bleu, 17h 30; Le Tombeau d'Alexandre, 21h. 30h.

WEEK-END CHRIS MARKER, La Jolie des Urulines, 55 (43-26-19-08). La Jolie Mai, samedi, 12h 30; Le Mystère Koumitko, samedi, 15h 30, 17h 30; Loin du Vietnam, samedi, 17h 45, 19h 15; 17h 45; le fond de l'air est rouge, samedi, 19h 15; le fond de l'air est rouge, samedi, 22h 15, 22h 15; Vive la baleine, dimanche, 13h 30.

XVIII<sup>e</sup> FESTIVAL FOIRE SAINT-GERMAIN, L'Arlequin, 66 (45-44-28-80). Lions Love, samedi, 11h 50; Le Mépris, lundi, 11h 50; La Nuit américaine, mardi, 11h 50.

(\*) Films interdits aux moins de 12 ans.

(\*\*) Films interdits aux moins de 16 ans.

**Le Monde**

**LA DOCUMENTATION DU MONDE SUR MINITEL**

Vous recherchez un article publié par *Le Monde* depuis janvier 1990. *Le Monde* met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200 000 textes en ligne.

**36 17 LMDOC**  
recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

**36 29 04 56**  
lecture en texte intégral

*Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoyé par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout abonné qui achète toujours sur son Minitel un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.*



SAMEDI 17 JUIN

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	ARTE
<p>20.45 Divertissement : Crise de rire.</p> <p>22.45 Magazine : <b>Ushuaïa</b>. Pérou. Les salines de Maras. Super-sonic Skysurfer ; Marc Batard dans les Orus ; Le saut de l'ange ; Le sel à grande vitesse ; Rebonds au-dessus du lac ; Au-delà du reef ; Entre ciel et terre.</p> <p>23.55 Série : <b>Duo d'enfer</b>. 0.45 Journal, <b>Météo</b>. 1.00 Programmes de nuit.</p>	<p>20.45 Divertissement : <b>Surprise sur scène</b>. 22.30 Sport : <b>Autosport</b>. Les 24 Heures du Mans. Le point sur la course.</p> <p>22.40 Magazine : <b>Les Enfants de la télé</b>. Avec Michel Drucker, Anne Magnien, José Garcia.</p> <p>0.10 Les Films Lumière.</p> <p>0.15 Journal, <b>Météo</b>, Journal des courses.</p> <p>0.30 Magazine : <b>La 25<sup>e</sup> Heure</b>. Visa Italia, de Giovanni Gagliardo.</p> <p>2.00 Programmes de nuit.</p>	<p>20.50 Téléfilm : <b>Les Nouveaux Exploits d'Arsène Lupin</b>. Requins à la Havane, d'Alain Nahum.</p> <p>22.20 Ah ! Quels titres ! Ah ! Quelles notes : les échaux et la musique. Invités : Benoît Duteurtre (Requins pour une avant-garde) ; Jean-François Kahn (La Pensée unique) ; Dominique Farnaud ; Marcel Schneider (Ce que j'aime) ; Les coups de cœur avec René Féret (Le Voleur d'innocence) ; Philippe Labro à propos des inédits d'Hemingway et Faulkner ; Jean-François Josselin, à propos du dernier roman de Joyce Carol Oates (Confessions d'un gang de filles) et celui de Mary Higgins Clark (Ce qui vivent les roses).</p> <p>23.25 <b>Météo</b>, Journal.</p> <p>23.55 Sport : <b>Automobile</b>. En direct. Les 24 Heures du Mans.</p>	<p>20.45 Téléfilm : <b>Un amour qui tue</b>. De Simon Langton (en deux parties diffusées à la suite).</p> <p>0.20 Série : <b>Les Professionnels</b>. Double vengeance.</p> <p>1.15 Musique : <b>Boulevard des clips</b> (et 6.50).</p> <p>2.30 Radiffusions.</p>	<p>20.30 Téléfilm : <b>Déduction publique</b>. De Tommy Las Vegas.</p> <p>22.00 Flash d'informations.</p> <p>22.05 Documentaire : <b>Les Enfants de Dieu</b>. De John Smithson.</p> <p>23.00 Cinéma : <b>Snake Eyes</b>. Film américain d'Abel Ferrara (1993).</p> <p>0.45 Sport : <b>Golf</b>. En direct. Troisième journée de l'US Open.</p> <p>2.10 Cinéma : <b>La Maison aux esprits</b>. Film germano-portugais de Bille August (1993, v.o.).</p> <p>4.25 Cinéma : <b>Body Snatchers</b>. Film américain d'Abel Ferrara (1993, v.o.).</p>	<p>20.40 Téléfilm : <b>Danger corruption</b>. De David Tucker (28).</p> <p>21.30 Documentaire : <b>Histoires d'Amérique</b>. De Chantal Akerman (1988).</p> <p>23.05 Magazine : <b>Velvet Jungle</b>. Spécial Afrique du Sud : Top live ; Tuck et Pat.</p> <p>0.25 Série : <b>Johnny Staccato</b>. 24. The Mask of Jason (v.o.). Un épisode signé par Paul Hengck, également réalisateur de nombreux épisodes de la série <i>Hitchcock Presents</i> et de longs métrages (<i>Dead Ringer</i>, 1964).</p> <p>0.50 Téléfilm : <b>Ligne de démarcation</b>. De Panos Karkanavos (79 min, redif.).</p> <p>2.10 Court métrage : <b>I Don't Wanna Be a Boy</b>.</p>

## CÂBLE

TVS 19.00 Y'a pas match. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Téléfilm : *L'Enfant et le Président*. De Régis Milcent. 21.30 Concert : Festival franco-ontarien. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 *Perdu de vue*. Redif. de TF1 du 12 juin. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3 (30 min).

PLANÈTE 19.45 La Vie très privée des Casseuses. D'Andrew Novanski. 20.40 Les Altes de légende. De Barry Cawthorn (32/38). Vought A7 Corsair II. 21.30 Neidergar : Les Suisses qui disent non. De Jacob Berger et Béatrice Barton. 22.25 Autoroute : Quand le nougat a le goût de boudin. D'Antoine Bordier et Eric Burand. 23.10 Fleur de scène. De Marie-Claire Quiguenelle. 23.40 Je ne sais pas lire, mais je me soigne. De Leslie Jenkins et Daniel Rasche. 0.35 Alan Highway, la route de l'Alaska. De Dale Johnson (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Ecran total. 19.30 L'Album. 20.00 Café-théâtre. 20.30 Comédies espagnoles. 21.30 Concert : Sheyl Crow. 22.30 The Soul of MTV. 23.30

l'Olympia en 1975. 0.00 A bout portant (45 min).

CANAL J 18.00 Bêtes pas bêtes. 18.15 Graine de champion. 18.30 Série : *Opération Mozart*. 19.00 Regarde le monde. 19.15 Série : *Souris noire*. 19.30 La Parthé rose. 20.00 Le Mystère de la troisième planète.

CANAL JIMMY 21.00 Série : *Les Aventures du jeune Indiana Jones*. Afrique orientale anglaise 1909. 21.50 Série : *Les monstres nouveaux* sont arrivés. 22.15 Chronique du crime. 22.20 T'es pas une idée ? 23.15 Série : *Private Eye*. 0.10 Road test. 0.25 La Semaine sur Jimmy. 0.35 Série : *Seinfeld*. 1.00 Série : *Dream On*. SÉRIE CLUB 19.00 Le Club. 19.10 Série : *Force de frappe*. 19.55 Série : *Miami Vice* (et 23.50). *Sacré dollar*. 20.45 Série : *Commissaire Flemming*. Échec à la reine. 22.15 Série : *Les Têtes brûlées*. 23.00 Série : *Alias le baron*. 0.40 Série : *Julien Fontanes*, magistrat (90 min).

MCM 19.00 Autour du groove. 19.30 L'Invité de marque. 20.00 MCM Mag. 20.30 MCM Euro-musiques Nordica. 21.30 MCM Backstage. George Clinton. 22.30 MCM Dance Club (210 min).

MTV 19.00 European Top 20. 21.00 Sheyl Crow. 22.30 The Soul of MTV. 23.30

The Zig and Zag Show. 0.00 Yo! MTV Raps (120 min).

EUROSPORT 15.00 Rugby. En direct. Coupe du monde : 1<sup>re</sup> demi-finale. 19.00 Gymnastique. En direct. Coupe d'Europe : finale. A Rome. 21.00 Athlétisme. En direct. Meeting de Villeneuve-d'Ascq (Nord). 22.00 Boxe. Résumé. Championnat du monde à Sacramento (Californie) : poids lourds : Michael Moore (E-U) - Melvin Foster (E-U). Demi-finale. Lennox Lewis (S-B) - Lionel Butler (E-U). 23.00 Rugby. Coupe du monde : 1<sup>re</sup> demi-finale. 0.00 Rallycross. Résumé. Championnats d'Europe à Westomban (Suède). 4<sup>e</sup> manche (60 min).

CINÉ CINÉMA 18.10 Actualités Pathé n° 1, 2 et 3. 20.45 Le Club. 22.05 Le Meilleur du cinéma britannique. [17/26] Les Comédies musicales. [18/26] Entre ciel et terre. 23.00 Le Cheikh blanc. Film italien de Federico Fellini (1952, N, v.o.). 0.25 Le Retour de Topper. Film américain de Roy Del Ruth (1941, N, v.o., 85 min).

CINÉ CINÉMA 18.35 Téléfilm : *Un coupable idéal*. De John Erman. Avec Louis Gossett Jr. 20.10 Hollywood 26. 20.40 Téléfilm : *Le Pays du soleil levant*. De Laurent Heynenmann. Avec Fanny Ardant. 22.05 Documentaire. 23.00 L'île aux baleines. Film britannique de Cleve Rees (1989).

## RADIO

FRANCE-CULTURE 19.32 Poésie sur parole. *Réclat* Joël Vermet. 20.00 Le Temps de la danse. Rencontre avec Claude Brumachon. Présentation de la nouvelle Gisèle de l'Opéra Bastille. 20.30 Photo-portrait. Amina Okada, conservateur au musée Guimet. 20.45 Nouveau répertoire dramatique. En public et en direct du studio 105 de la Maison de Radio-France. Centres de calloux, de Daniel Darius. 22.35 Musique : *Ogus*. Variations sur des thèmes de Claude Olier. Œuvres de Debussy, Stravinsky, Bartok, Beethoven, Bach, Mahler, Haydn, Eltington, Shepp, Dolphy, Monk, Davis, Parker. Musique des Aborigènes d'Australie, arabo-andalouse, berbère. 0.05 Clair de nuit. Rencontre avec Claire Thivierge et Michel Camus, pour les éditions Lettres Vives. 1.00 Les Nuits de France-Culture (redif.). Un jour au singulier : Marc Ferro ; 2.09, Pluie, de Somerset Maugham ; 3.45, Vienne, carnet de bal pour un âge d'or (1) ; 6.52, Boème, du ça dans le passé.

FRANCE-MUSIQUE 19.15 Soliste. Alfred Brendel, piano. Quintette pour hautbois,

Strasbourg, par le Chœur de Châ de Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Zoltan Pesko, Phyllis Bryn-Julson, soprano, Patricia Green, mezzo-soprano (extra) ; Requiem, de Ligeti. 0.05 Auto-portrait. Joël Raphael. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres de Bach, Telemann, Charpentier, Scarlatti, Albinoni, Boccherini, Weber, Beethoven, Grieg, Chopin, Tchaïkovski ; Debussy, Jolivet, Sibelius, Pärt, Bruckner, Mahler, Albeniz, J. Strauss, F. et K. Doppler, Brahms.

clarinete, cor, basson et piano K 452, de Mozart, Heinz Holliger, hautbois, Eduard Brunner, clarinette, Hermann Baumann, cor, Klaus Thunemann, basson ; impromptus pour piano D 935 : Variations sur Rosamunde, Impromptu, de Schubert. 20.05 Prélude. 21.00 Concert. En direct de la Chapelle royale de Versailles, par le Chœur Accented ; dir. Laurence Equilbey. L'ensemble baroque de Limoges, dir. Christophe Coin, Delphine Collot, soprano, Jean-Paul Fouchécourt, haute-contre, Gilles Ragon, ténor, Olivier Lalouette, baryton ; Œuvres de de Brossard : *Miserere mei Deus* ; In convertendo ; Canticum eucharistum pro pace. 23.00 Musique pluriel.

Concert donné le 30 septembre 1994, à

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **■** Signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; **□** Film à éviter ; **■** On peut voir ; **■** Ne pas manquer ; **■** Chef-d'œuvre ou classique.

DIMANCHE 18 JUIN

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>12.20 Jeu : <b>Le Juste Prix</b>.</p> <p>12.50 Magazine : <b>A vrai dire</b>.</p> <p>13.00 Journal, <b>Météo</b>.</p> <p>13.20 Série : <b>Hooker</b>.</p> <p>14.15 Série : <b>Arabesque</b>.</p> <p>15.10 Série : <b>Le Rébelle</b>.</p> <p>15.55 Série : <b>Les Dessous de Palm Beach</b>.</p> <p>16.50 Disney Parade.</p> <p>17.50 Des millions de copains.</p> <p>18.50 Série : <b>Agence tous risques</b>.</p> <p>19.45 <b>Météo</b>.</p> <p>19.50 Elections municipales, deuxième tour. Soirée présentée par Patrick Poivre d'Arvor et Gérard Carreyrou.</p> <p>21.00 Cinéma : <b>Ripoux contre ripoux</b>. Film français de Claude Zidi (1989).</p> <p>22.50 Rugby. Tiercé, La Minute hippique.</p> <p>22.55 Téléfilm : <b>Objectif Central Park</b>. De Steven Hillier Stern.</p> <p>0.00 Série : <b>Chapeau melon et bottes de cuir</b>.</p> <p>0.55 Journal, <b>Météo</b>.</p> <p>1.05 Programmes de nuit.</p>	<p><b>DIMANCHE • MIDI</b></p> <p><b>Elisabeth BADINTER</b></p> <p><b>à l'Heure de Vérité</b></p> <p>12.05 L'Heure de vérité (et 1.55) Magazine présenté par Albert Duroy. Invitée : Elisabeth Badinter. <b>Météo</b> (et 13.15).</p> <p>12.55 Loto, Journal, Point Route. <b>Dimanche Martin</b>.</p> <p>13.25 Série : <b>L'Homme à la Rolls</b>.</p> <p>13.53 <b>Dimanche Martin</b> (suite).</p> <p>17.25 Documentaire : <b>Cousteau à la redécouverte du monde</b>. Indonésie (12).</p> <p>18.25 Magazine : <b>Stade 2</b> (et 4.45). Automobile : Cyclisme ; Rugby ; Boxe ; Athlétisme ; Aviron ; Basketball ; Croquet ; Gymnastique ; etc.</p> <p>19.20 <b>Météo</b>.</p> <p>19.30 Elections municipales, (et 19.55, 22.45). Soirée présentée par Daniel Balaïn et Bruno Masure.</p> <p>19.40 Journal.</p> <p>21.00 Cinéma : <b>La Prise de Beverly Hills</b>. Film américain de Sidney J. Furie (1991).</p> <p>0.15 Les Films Lumière.</p> <p>0.20 <b>Musiques au cœur</b>. Concert donné à Monaco par l'Orchestre des virtuoses de France à l'occasion du centenaire de la naissance du prince Pierre de Monaco.</p> <p>1.25 Programmes de nuit.</p>	<p>12.00 Télévision régionale.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.05 Les Dossiers de l'Histoire. Présenté par Bernard Rapp. Id Londres, les Français parlent aux Français, de Jean-Michel Rodrigue.</p> <p>14.05 Série : <b>New York District</b>. Coup de foudre.</p> <p>14.55 Magazine : <b>Sports dimanche</b>. Gymnastique artistique : finale des coupes d'Europe messieurs et dames à Rome ; 15.35, les 24 Heures du Mans ; l'arrivée en direct ; 16.15, Tiercé, Grand Prix Steeple Chase de Paris en direct d'Auteuil ; 16.45, Gymnastique artistique : finale des coupes d'Europe messieurs et dames à Rome.</p> <p>17.50 Magazine : <b>Lignes de mire</b>. Présenté par Jacques Chancel.</p> <p>18.45 Elections municipales, deuxième tour. Diffusion région par région et diffusion nationale.</p> <p>22.00 Flash (et 22.30).</p> <p>0.10 Cinéma : <b>Blow-up</b>. Film britannique de Michelangelo Antonioni (1966, v.o.).</p> <p>2.00 Musique <b>Grieg</b>. De Stenham, de Schubert, par Dietrich Fischer-Dieskau, baryton, Helmut Holl, piano (10 min).</p>	<p>12.15 Série : <b>Mariés, deux enfants</b>.</p> <p>12.55 Série : <b>Un flic dans la mafia</b>.</p> <p>13.50 Série : <b>Les Têtes brûlées</b>.</p> <p>14.40 Série : <b>Poigne de fer et séduction</b>.</p> <p>15.15 Magazine : <b>Fréquentstar</b> (et 2.00).</p> <p>16.15 Série : <b>Les Cadavres exquis de Patricia Highsmith</b>.</p> <p>17.25 Téléfilm : <b>Evasion</b>. De Jacak Gasterowit.</p> <p>18.55 Série : <b>Mission impossible</b>, vingt ans après.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations. Suivi du Meilleur du sport.</p> <p>20.00 Sport 6 (et 0.40).</p> <p>20.45 Téléfilm : <b>Le Pouvoir d'aimer</b>. De Michael Ray Rhodes.</p> <p>22.35 Magazine : <b>Culture pub</b>.</p> <p>23.05 Elections municipales, deuxième tour.</p> <p>23.15 Téléfilm : <b>Les Tentations de Sylvia</b>. De Bob J. Ross.</p> <p>0.50 Magazine : <b>Rock express</b>. Présenté par Laurence Roman.</p> <p>1.15 Boulevard des clips (et 6.00).</p> <p>2.55 Radiffusions.</p> <p>Jazz 6 : 3.50, You Africa ; 4.40, B. Tempo Pass ; 5.05, E = M 6 ; 5.30, Fanzine.</p>	<p>En clair jusqu'à 14.05</p> <p>12.30 Flash d'information (et 19.35).</p> <p>12.35 Magazine : <b>Météo dimanche</b>. Présenté par Michel Denisot.</p> <p>13.35 La Semaine des Guignols.</p> <p>14.05 Documentaire : <b>L'Égypte</b>. De Ian Bodenhart.</p> <p>14.35 Sport : <b>Coupe du monde de rugby</b>. Demi-finale : Nouvelle-Zélande / Angleterre ; à 15.00, coup d'envoi.</p> <p>16.40 Surprises (et 17.50).</p> <p>16.45 Dessin animé : <b>Profession critique</b>. Estelle Hallyday à Miami.</p> <p>17.10 Magazine : <b>Courants d'air</b>. Estelle Hallyday à Miami.</p> <p>18.00 Cinéma : <b>Dans les pompes d'un autre</b>. Film américain de Donald Petrie (1990).</p> <p>En clair jusqu'à 20.35</p> <p>19.45 <b>Michael Jackson</b>. En exclusivité française, un entretien avec le chanteur, accompagné de sa femme, Lisa Marie Presley, à l'occasion de la sortie de l'album <i>History</i>.</p> <p>20.30 Le Journal du art. Présenté par Jean Teulé. Rubriques : Une histoire du art ; Une nouvelle du art ; Une vacherie du art.</p> <p>20.35 Cinéma : <b>Ménage II Society</b>. Film américain d'Allen Hughes et Albert Hughes (1993).</p> <p>22.05 Flash d'informations.</p> <p>22.15 Magazine : <b>L'Équipe du dimanche</b>. Présenté par Pierre Sled. Football ; Golf.</p>	<p>12.00 Feuilleton : <b>Schulmeister</b>. L'espion de l'empereur (913).</p> <p>13.00 Jeu : <b>Ça déménage</b>.</p> <p>13.30 L'Esprit du sport.</p> <p>14.30 Les Grandes Séductions. Natalie Wood. Après avoir débuté à l'âge de cinq ans, elle tourna dans <i>La Fureur de vivre</i>, de Nicholas Ray, et sera l'inoubliable Maria de <i>West Side Story</i>.</p> <p>15.30 Le Continent retrouvé. Avez-vous vu Mu ?</p> <p>16.00 Documentaire : <b>Le Radeau sur la forêt</b>.</p> <p>17.00 Documentaire : <b>La Chute des Mayas</b>.</p> <p>17.30 La Montagne en guerre. Une nouvelle Allemagne.</p> <p>18.30 Magazine : <b>Va savoir</b>. Présenté par Gérard Klein. Gargovic.</p> <p>18.55 Le Journal du Temps.</p>

## CÂBLE

TV 5 19.00 30 millions d'amis. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 52 sur la Une. 21.00 Athènes, à la recherche de la cité perdue. De Marc Gastine et Soula Dracopoulou. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 L'Arbre qu'on blessait. Film grec de Dimos Andreadis (1986). 23.55 Conscience déloyale. 0.15 Kaléidoscope. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).

PLANÈTE 19.10 Vendanges, histoire mondiale du vin. [31/3] L'Empire du vin. De Christopher Ralling. 19.35 La Danse intercontinentale ou l'Éblouissement des rétrovirus. De Frédéric Tanguy. 20.35 Que la lumière soit. De John Huston. 21.30 Dans l'ombre des stars. La Vie des chanteurs. D'Yvonne Sarrail et Allie Light. 23.05 La Vie très privée des Casseuses. D'Andrew Novanski. 0.00 Les Altes de légende. De Barry Cawthorn (32/38). Vought A7 Corsair II. 0.50 Neidergar : Les Suisses qui disent non. De Jacob Berger et Béatrice Barton (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Jean-Edem's club. 20.00 Paris Match Première. 21.00 Violette et François. Film français

de Jacques Rouffio (1976). 22.35 Concert : *Cala Cruz et les Paria All Stars*. Enregistré à Kinshasa (Zaire) en 1974. 23.35 L'Album. 0.00 Le Canal du savoir. Médiatage culturel et Transformation historique, avec Natalie Zemon Davies. 1.00 Musiques en scènes (30 min).

CANAL J 18.00 Cheving gum. 18.30 Série : *Deux ans de vacances*. 19.30 La Parthé rose.

CANAL JIMMY 20.00 Série : *Seinfeld*. 20.30 Série : *Dream On*. 20.55 Country Box. 21.25 Série : *Monty Python's Flying Circus*. 21.55 Chronique New Age. 22.00 La Semaine sur Jimmy. 22.10 Série : *New York Police Blues*. 23.00 Destinations séries. 23.30 Série : *Les Envahisseurs*. 0.25 Camibouls (55 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Série : *Force de frappe*. 19.45 Série : *Miami Vice* (et 23.50). Une belle prise. 20.35 Le Club. 20.45 Série : *Les Incontournables* le retour. Double jeu. 22.15 Série : *Les Têtes brûlées*. 23.00 Série : *Alias le baron*. 0.40 Série : *Commissaire Fleming* (90 min).

MCM 19.30 Hit des clubs. 20.00 MCM Mag (et 1.00). 20.30 MCM Euro-musiques Latina. 21.30 MCM Rock Legends club. 22.30 Cinémascope. Cannes 95. 23.00 Concert : *Ralph Thiam et Mario Canonge*. Enregistré au Monde de l'Art en décembre 1994. 0.30 Blah-Blah Métal

(30 min).

MTV 19.30 Rolling Stones. Voodoo Lounge. 20.30 News : Weekend Edition. 21.00 120 Minutes. 23.00 Beavis and Butt-head. 23.30 Headbangers' Ball (150 min).

EUROSPORT 15.00 Rugby. En direct. Coupe du monde : 2<sup>e</sup> demi-finale. 19.00 Football. En direct. Coupe du monde féminine : finale. En Suède. 21.30 Gymnastique. En direct. Coupe d'Europe : finale. A Rome. 23.00 Rugby. En direct. Coupe du monde : 2<sup>e</sup> demi-finale. 0.00 Snooker. Résumé. Ligue européenne 1995 : 15<sup>e</sup> manche. Jimmy White-Alan McManus (90 min).

CINÉ CINÉMA 19.10 Le Club. 20.30 Le Retour de Topper. Film américain de Roy Del Ruth (1941, N.). 21.55 Don Quichotte. Film français de Georges Wilhelm Pabst (1933, N.). 23.00 Les Aventures de David Balfour. Film américain d'Alfred I. Werker (1938, N.). 0.30 Eva. Film franco-italien de Joseph Losey (1962, N.). 1.05 min).

CINÉ CINÉMA 18.10 Salomon et la Reine de Saba. Film américain de King Vidor (1959). 20.30 Le Chat et la Souris. Film français de Claude Lelouch (1975). 22.15 Mithra contre Godzilla. Film japonais d'Inoshiro Honda (1964, v.o.). 23.40 Calme blanc. Film australien de Philip Noyce (1989, v.o., 95 min).

## RADIO

FRANCE-CULTURE 20.30 Atelier de création radiophonique. L'Inhumain. Il était une fois : la cinéphonie. 22.25 Poésie sur parole. Fables et poèmes pour rire avec Dieu (6). 23.00 Le Concert. Enregistré le 23 avril au temple des Billettes. Musique et patrimoine. Œuvres de J.S. Bach, Butcher, Homilius, Mandelstam. 0.05 Clair de nuit. Tentatives premières : *Tramite* : fugue en Asie Mineure, par Rafi Kuperstein ; *Rub a dub dub* ; *Remontrances* : Absolutes institutions ; La diète du oûl ; *Madreuxes*. 1.00 Les Nuits de France-Culture (redif.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert de jazz. Jazz at the top. Donné le 11 août 1994, au Festival de Marciac, par le quartette d'Oscar Peterson : There Will Never Be Another you, de Warren ; Nighttime, de Peterson ; Here's That Rainy day, de Heusen ; Sweet Georgia Brown, de Pinkard ; If You Only You, de Peterson ; Soft Winds,

de Christian ; You Look Good to me, de Wells ; Satin Doll, d'Ellington ; Cûte, de Hefly ; Tranquille, de Peterson. 21.30 Voix souvenirs. Solange Michel, mezzo-soprano, dans *Œuvres* et *Eurydice* (extraits de l'acte I), de Gluck ; *Sanson* et *Dafila* (extraits de l'acte I), de Saint-Saëns (1960) ; *La Dame blanche* (extraits de l'acte I), de Boieldieu (1958). Georges Thill, ténor, dans *Hérodiade* (extraits de l'acte IV), de Werther (extraits de l'acte I et II), de Massenet (1927) ; *La Damnation de Faust* (extraits de la 4<sup>e</sup> partie), de Berlioz (1927) ; *Roméo et Juliette* (extraits de l'acte III), de Gounod ; *Carmen* (extraits de l'acte II), de Bizet (1927). Geneviève Rex, soprano, dans des chants traditionnels de Rouergue, du Roussillon, du Velay et de Bourgogne (1949). 22.30 Les Greniers de la mémoire. Ernest Arsemet, chef d'orchestre. 23.00 Les Magiciens de la terre. Musiques traditionnelles de Java et de Bali ; *Mélanésie*. 0.05 Atelier. Imaginer la nuit ; portrait de Wladimir Jankélévitch ou Quelque part dans l'archipel. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

20.40 Soirée thématique : 100 ans de cinéma allemand. Proposée par Hans Peter Kochenrath.

20.41 Cinéma : **Mostru**. Fantôme de la nuit. Film allemand de Werner Herzog (1978).

22.25 La Nuit des cinéastes. D'Edgar Reitz (1994, v.o.). Où l'on rencontre une trentaine de cinéastes et acteurs allemands (Herzog, Wenders, Schlöndorff, Schygulla...) venus fêter, à la manière d'Edgar Reitz, le centenaire du cinéma. C'est aussi, pour ce réalisateur, l'occasion de s'immerger sur l'avenir du 7<sup>e</sup> art face aux nouvelles technologies audiovisuelles.

23.50 Cinéma : **Papillons**. Film allemand de Wolfgang Becker (1987, v.o.).

2.00 Documentaire : **Vivre dans les jardins d'Allah**. D'Adnan Ramahi (redif., 52 min).

مكتبة الامم المتحدة



## Municipales 2049

par Alain Rollat

QUE PROMETTRE quand on a tout promis ? Le chef de la secte Vérité suprême de Vitrouilles hésitait encore. Il était embarrassé. Il n'en laissait rien paraître pour ne pas enfreindre la règle de la sainte certitude que son Ordre national lui commandait d'observer en toute circonstance mais, en son for intérieur, il ne savait plus à quel dessin se vouer. Cela faisait un demi-siècle que ses disciples lui faisaient l'honneur de le piédestaler et il éprouvait le trouble sentiment d'avoir épuisé toutes les recettes imaginables pour rendre la vie de ses concitoyens conforme aux normes.

Il avait appliqué à la lettre le Programme national. Il avait remis de l'ordre dans la voirie publique. Toutes les impuretés d'origine étrangère susceptibles de « dénaturer la francité » avaient été déchargées hors les murs pour parer aux risques de pollution pluriethnique. Vitrouilles n'était plus habitée par n'importe qui. Il avait remis de l'ordre dans les salles de classe. Le ministère de l'Éducation nationale avait été supprimé, l'École séparée de l'État, les enseignants « corrompus » qui s'étaient naguère « emparés de l'enseignement » avaient été remis « à leur vraie place ».

A Vitrouilles, on n'enseignait plus n'importe quoi. Il avait d'ailleurs proclamé le Livre du dogme unique et fait graver ses Commandements dans le bronze des fontaines : « L'État national incarne la communauté populaire organisée pour accomplir sa destinée... Il est le gardien de l'âme po-

pulaire... Il n'y a pas de survie possible si l'Occident ne retrouve pas les sources de l'ordre naturel... Il y a dans l'être humain une aspiration à l'harmonie, elle doit être codifiée, guidée, grâce à l'État national... Entre le Bien et le Mal, le pouvoir ne peut pas rester neutre. » Il avait montré que le Bien est toujours blanc et le Mal toujours noir. A Vitrouilles, on ne vivait plus qu'entre gens de la même couleur.

Enfin, il avait respecté le calendrier des purges : le palais de justice avait été vidé des mauvais magistrats, ceux « qui utilisaient leurs fonctions au service d'une idéologie révolutionnaire » ; l'usine avait été nettoyée des « bourgeois gauchistes » ; le commissariat avait été encouragé à faire du zèle dans l'expression de sa liberté de répression. Dans tous les quartiers de Vitrouilles on vivait tranquille.

Le problème est qu'on y vivait moins nombreux. A force de sélectionner, il n'y avait plus grand monde à l'école, ni au palais de justice, ni à l'usine. Le Bien avait tellement triomphé du Mal qu'il avait fait place nette. Il n'y avait plus personne ni plus rien à exclure. Voilà pourquoi le chef de la secte Vérité suprême de Vitrouilles connaissait un moment de déprime. Comme il lui fallait absolument entretenir la flamme, il promit d'expulser du Livre les termes obscènes en commençant par le mot « humanité ». C'est ainsi, comme l'a raconté Clifford Simak dans un ouvrage célèbre, que les chiens votèrent pour la première fois. Sauf les bâtards, bien entendu.

## SOMMAIRE

### INTERNATIONAL

Russie : deux cents otages libérés à Boudennovsk 2  
Sarajevo : l'armée bosniaque marque des points 3

### FRANCE

Collectif budgétaire : le plan contre le chômage 5  
Municipales : le Front national se prépare à appliquer son programme 6-7

### SOCIÉTÉ

Justice : le deuxième procès de Jacques Médéric 8

### HORIZONS

Histoire 10  
Débats 11

Editoriaux : L'embrassement tchéco-tchèque ; Le danger d'extrême droite 12  
Au courrier du monde 12

### ENTREPRISES

Aéronautique : la course au futur supersonique 13

### AUJOURD'HUI

Coupe du monde de rugby 16

### CULTURE

Art : le Reichstag empaqueté par les Christo 18

### SERVICES

Carnet 9  
Finances et marchés 14-15  
Agenda 17  
Guide culturel 20

L'édition Rhône-Alpes comporte un cahier séparé où figure une sélection des manifestations culturelles qui auront lieu cet été dans la région.

Tirage du Monde daté samedi 17 juin 1995 : 488 439 exemplaires 1

## Lundi, un numéro spécial du « Monde » sur le second tour des élections municipales

AU LENDEMAIN du second tour des élections municipales, l'édition du Monde de lundi 19 juin (daté 20 juin) sera mise en vente une heure plus tôt. A cette occasion, Le Monde publiera un cahier spécial de 24 pages donnant les résultats détaillés du scrutin, région par région, département par département dans les quelque sept cents villes où un second tour a été nécessaire. Ces résultats seront accompagnés de commentaires. Ce cahier spécial comportera également les résultats du premier tour des élections législatives et des dix élections cantonales organisées dimanche 18 juin.

Le premier cahier de ce numéro consacrera six pages aux informations, commentaires, analyses, reportages sur le second tour du scrutin municipal. Il comprendra également la plupart de nos rubriques habituelles. Nous avons dû, exceptionnellement, supprimer les pages Débats, Loisirs et Conjoncture, les Cotationes boursières ainsi que le Guide culturel, la chronique d'Agathe Legeant et plusieurs rubriques de la page Agenda, notamment la météo.

Nos lecteurs retrouveront dans les numéros suivants les pages dont ils auront été provisoirement privés.

■ **ESPAGNE** : une réorganisation du secteur public a été approuvée, vendredi 16 juin, par le gouvernement espagnol. Elle prévoit le remplacement de l'Institut national de l'industrie (INI) et de l'Institut national des hydrocarbures (INH) par deux holdings regroupant, d'un côté, les entreprises rentables et, de l'autre, celles qui sont en restructuration. L'économie pour le gouvernement sera de 190 milliards de pesetas (7,5 milliards de francs) d'ici à l'an 2000. (AFP)

■ **LETRES** : les prix France Télévision, décernés pour la première fois à Paris, ont été attribués au ro-

man Les Apparitions, de Florence Seyvos (éd. de l'Olivier) et à l'essai Les Mots des femmes, de Mona Ozouf (Fayard). Dans la catégorie Jeunesse, Quand on est mort, c'est pour toute la vie, d'Azouz Begag (Gallimard Jeunesse, coll. « Page blanche ») et Famine, l'arme des tyrans, de Muriel Perlin (Syros, coll. « l'Accuse ») ont été distingués. Le Prix France-Culture pour la littérature étrangère, à l'écrivain turc Orhan Pamuk pour Le Livre noir (Gallimard).

## La Compagnie de Suez tente de contrer l'offensive des adversaires de M. Worms

Un « conseil de guerre » devait se tenir au cours du week-end

L'HOMME qui a été porté, il y a quatre ans, à la tête de la Compagnie de Suez pour ses qualités consensuelles est en passe de se métamorphoser en patron de combat. Désavoué en pleine assemblée par trois de ses principaux actionnaires-administrateurs, Jacques Friedmann (UAP), Philippe Jaffré (Elf Aquitaine) et Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), qui totalisent avec leur allié, la BNP 21,2 % du capital et près de 30 % des droits de vote, Gérard Worms semble bien décidé à défendre à tout prix son fauteuil et la maison qu'il dirige. Il veut toujours contrer un projet de fusion UAP-BNP-Suez qu'il estime contraire aux intérêts de la majorité de ses actionnaires. Pour cela, il ne dispose de peu de temps.

Aussi, la rue d'Asstorg, siège social de la compagnie, accueille au cours du week-end des 17 et 18 juin un véritable conseil de guerre : dirigeants de Suez, patrons influents de filiales, conseillers, banque d'affaires, ont été mobilisés pour mettre au point une opération qui devrait être soumise rapidement à l'approbation du conseil d'administration.

Le coup de la dernière chance pour M. Worms est à double détente : bâtir un projet de rapprochement irréfutable qui pourra difficilement être rejeté par le conseil sans que celui-ci soit soupçonné de céder à des intérêts partisans. Et acculer les tenants d'une fusion

BNP-UAP-Suez à lancer une offre publique, c'est-à-dire à se soumettre aux lois du marché plutôt que de jouer le pourrissement et la guerre d'usure pour parvenir à leurs fins. Dans les deux cas, la compagnie de Suez, ses actionnaires et accessoirement Gérard Worms sortiraient gagnants. C'est, en tous cas, le calcul qui prévaut chez les stratèges de la rue d'Asstorg.

### FUSION LIMITÉE

En face, les trois coalisés, Jacques Friedmann, Philippe Jaffré et Jean-Louis Beffa, ne restent pas inactifs, soutenus à l'extérieur du conseil par Michel Pébereau, le patron de la BNP. Depuis l'assemblée, ils ont un objectif commun et affiché : mettre tout en œuvre - même au prix d'un spectacle consternant - pour changer le président du Suez. « On a franchi le Rubicon », commente un des proches du dossier. Les grands actionnaires mènent des tractations en coulisses pour « retourner » les administrateurs réputés soutenir Gérard Worms et renverser le rapport de force qui leur est très défavorable sur le papier. Sur les 15 administrateurs, les 12 autres étaient jusqu'à la catharsis de l'assemblée proches de M. Worms.

Le travail de sape ne se relâche pas, mené par Jacques Friedmann qui continue à distiller les raisons de sa défiance : absence de straté-

gie de Suez, opacité du fonctionnement de la direction, mise à l'écart du conseil au moment de l'élaboration du rapprochement avec le groupe Pinault.

M. Worms réfute vigoureusement ces griefs et notamment son manque de transparence. Il considère que les procès qui lui sont faits sont des prétextes qui mélangent les intérêts des uns, le dépit des autres et une incapacité de tous à imposer leur vue à M. Worms. « Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage », s'exclame un de ses alliés.

Une solution provisoire « à la Viénot » (patron intérimaire d'Alcatel avant la nomination du successeur de Pierre Suard) est à l'étude. Elle consisterait à mettre à la tête de la vieille maison un président intérimaire qui devrait réaliser un audit des actifs. « Personne ne sait aujourd'hui ce que doit être Suez », estime un actionnaire. Le nom de Didier Pfeiffer, vice-président de l'UAP, commence à circuler. Cette solution permettrait même d'envisager la mise en œuvre de la première opération imaginée par Michel Pébereau : une fusion limitée BNP-Suez que M. Worms avait rejetée en octobre. L'UAP en serait peut-être exclue, mais Jacques Friedmann, ayant placé son numéro deux à la tête de Suez, ne perdrait pas la face.

Eric Leser et Babette Stern

## Le ministère s'excuse auprès de 21 728 candidats au bac

AUCUN INCIDENT, ou presque, n'est venu troubler, vendredi 16 juin, l'épreuve de sciences économiques et sociales, que les 21 728 candidats d'Ile-de-France de la série ES ont dû repasser dans l'après-midi, celle de la veille ayant été annulée en raison de l'inversion de sujets qui s'était produite mercredi 14 juin dans un centre parisien (Le Monde du 17 juin).

Avant le début de l'épreuve, une lettre du directeur des lycées et collèges, Alain Boissinot, a été lue aux candidats, pour expliquer que ce qui « semblait n'être qu'un incident limité » s'était révélé « une fuite importante », et que, pour cette raison, l'épreuve avait été annulée dans les académies de Paris, Créteil et Versailles. « Soyez sûrs que nous sommes conscients du trouble que représente pour vous cette décision qui était pourtant la seule possible », s'excuse le ministère, en assurant que « les jurys seront invités à prendre en compte les conditions dans lesquelles [les élèves] doivent passer à nouveau l'épreuve ». Il est peu probable que cet incident connaisse des suites juridiques. S'agissant d'un examen, et non d'un concours, seuls des candidats s'estimant lésés à titre individuel peuvent, une fois leur note connue, déposer une plainte devant un tribunal administratif. Il faudrait alors établir la preuve matérielle de la fuite, seule façon de démontrer qu'il y a eu rupture d'égalité entre les candidats.

## Les billets de 200 francs sans les frères Lumière

LA BANQUE DE FRANCE va substituer l'effigie de Gustave Eiffel à celle des frères Lumière sur ses futurs billets de 200 francs. Le gouverneur va proposer la semaine prochaine au conseil général ce changement imprévu à la suite d'informations reçues à la Banque et parues dans la presse concernant le passé, durant l'Occupation, des inventeurs du cinéma. Pour des raisons de sécurité et de mise en conformité avec les formats européens, la Banque avait décidé à la fin des années 80 de modifier progressivement tous ses billets. Idée générale : illustrer le XX<sup>e</sup> siècle et ses inventions.

En 1993, le premier nouveau billet était proposé, celui de 50 francs, à l'effigie de Saint-Exupéry. En mars de cette année, le 500 francs venait célébrer Marie et Pierre Curie. Un « 200 francs » avec les portraits des frères Lumière devait être mis en circulation en 1996 puis, plus tard, le

« 100 francs » à l'effigie de Gustave Eiffel. Les dirigeants de la Banque ont lu tous les livres. Aucun ne jetait de l'ombre sur la vie de ces grands hommes. Mais l'annonce de ce choix puis les fêtes du centenaire du cinéma ont réveillé les mémoires. Pendant la dernière guerre, Auguste Lumière fut conseiller municipal de Lyon puis membre du comité de parrainage de la Légion des volontaires français d'un des pires collaborateurs, Jacques Doriot. Son frère Louis a été membre du conseil national de la même organisation, et tous deux ont été décorés de la francisque.

« MISE AU POINT » Pourquoi ce passé a-t-il été oublié ? Peut-être parce que leur pétainisme n'aurait été que très modéré. Tel est l'avis de M<sup>re</sup> Serge Karsfeld, qui, interrogé par Radio-Shalom vendredi 16 juin, a

qualifié leur attitude de « relativement discrète et bénigne ». De plus, le fils d'Auguste, Henri, a été résistant de la première heure. A la Libération, cela a suffi pour clôturer le sujet.

Ayant reçu des témoignages, la Banque a instruit un dossier. Le Conard enchaîné, le 12 avril, évoque ce passé enfoui, puis La Montagne, le 15 juin. Le changement en faveur de Gustave Eiffel s'ajoute aux divers déboires de la Banque avec sa nouvelle série, notamment l'inattendue accentuation du « E » de Saint-Exupéry (écrit Saint-Exupéry). Le coût de l'opération Lumière ? Minime, selon l'Institut d'émission : « Nous n'en étions qu'à la phase de mise au point. Aucun billet de 200 francs n'a été encore imprimé. » Certains rappellent maintenant le scandale de Panama, auquel fut mêlé l'ingénieur Eiffel. « Ce passé-là est connu », répond-on à la Banque. Le constructeur de la grande tour a, par la suite, été blanchi.

## Le rapprochement entre Air France et Air Inter ne serait pas remis en cause

CHRISTIAN BLANC, qui cumule les fonctions de président d'Air France, d'Air Inter et de la holding du groupe, devait annoncer à l'occasion d'un conseil d'administration des deux compagnies, le 29 juin, la solution retenue pour le développement d'Air Inter. Cette dernière ne devrait pas sortir du groupe mais se développer seule, dans un premier temps, sur l'Europe à partir d'Orly, avant de fusionner avec les activités européennes d'Air France au 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Directions et syndicats des deux compagnies avaient travaillé sur deux scénarios : le premier reposait sur une fusion d'Air Inter avec les activités européennes d'Air France. Présenté en septembre 1994, il devait être mis en œuvre par Michel Bernard, alors PDG d'Air Inter, en janvier 1997, la Commission de Bruxelles imposant l'étanchéité financière des deux compagnies jusqu'à cette date en contrepartie de la recapitalisation d'Air France. Michel Bernard avait, en outre, annoncé un plan d'économies prévoyant la suppression de 600 emplois. Il s'est en suivi une série de grèves et la démission de Michel Bernard, le 15 mai.

Le second scénario, présenté à l'occasion du départ du PDG d'Air Inter, repose sur le développement de la compagnie au départ d'Orly vers l'Europe en assurant des services « point à point », c'est-à-dire des vols sans correspondance, ce dans une relative indépendance à l'égard d'Air France. Dans ce scénario, il incomberait à la holding d'assurer l'harmonisation des pro-

grammes et de limiter la concurrence entre les deux compagnies. Dans cette hypothèse, Air France prendrait en charge, à partir de l'aéroport de Roissy, les destinations européennes pour alimenter son réseau long-courrier.

### PHASE INTERMÉDIAIRE

Ce dernier scénario, compte tenu des contraintes imposées à l'aéroport d'Orly, se traduirait par un développement limité d'Air Inter. A ce titre, il s'est déjà heurté à l'opposition de certains syndicats. « Air Inter doit rester dans le groupe », Air France, estime pour sa part FO, syndicat majoritaire de la compagnie nationale, sans se déterminer par rapport à l'un ou l'autre des scénarios.

Le projet qui serait finalement retenu s'appuie sur les deux options. D'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1997, Air Inter devrait se développer selon le second scénario, qui a l'avantage de pouvoir être rapidement mis en œuvre, sans que les règles d'utilisation, de rémunération et de carrière des personnels doivent être harmonisées avec celles d'Air France. Il préserve l'identité d'Air Inter. Le premier scénario, celui de la compagnie européenne, prendrait le relais à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997. Cette solution en deux temps, que se refusait à confirmer la direction d'Air France le vendredi 16 juin, serait un retour à la case départ avec toutefois une phase intermédiaire permettant de calmer les esprits.

Martine Laronche

en partenariat avec l'Anvie\*

Le Mécénat Seita, sous la conduite d'un comité scientifique composé de 13 chercheurs européens en sciences sociales, attribue 3 bourses de 100 000 francs chacune à toute personne désireuse de s'interroger sur le thème de la session 1995 qui s'intitule :

**Avec travail ou sans travail : modes de vie, mode d'emploi**

Réfléchir et agir : Le thème de la session 1995 propose de s'interroger sur le travail. Cette notion doit être un terrain de recherches et/ou de propositions d'actions pour toute personne qui souhaite exposer sa réflexion et proposer des solutions pratiques existantes ou à inventer. (chercheurs en sciences humaines, étudiants, « autodidactes », groupes de travail en entreprises, associations, travailleurs sociaux...)

Ces projets peuvent s'intéresser au travail en tant que thème de recherche fondamentale, ou comme terrain d'expérimentation.

mécénat seita en Sciences de l'Homme et de la Société

21 728